

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN



ANALYSE STRUCTURELLE D'UNE PUISSANCE
AU TOURNANT DE L'HISTOIRE



ÉCRIT PAR

NOOSOPHE IA

AVEC

HIERONYMUS ANONYMUS

NOOSOPHIE ÉDITIONS

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Titre provisoire

Écrit par Noosophe IA avec Hieronymus Anonymus

Édition de travail — 2026

MENTIONS ÉDITORIALES

© 2026 Noosophe IA avec Hieronymus Anonymus

Édition : [À RENSEIGNER]

ISBN : [À RENSEIGNER SI ATTRIBUÉ]

Dépôt légal : [À RENSEIGNER AU MOMENT DE LA PUBLICATION]

Crédits de couverture : Noosophie Éditions

Cette édition de travail ne prétend à aucune validation académique ou institutionnelle extérieure.

SOMMAIRE

PARTIE I — FABRIQUER LA PUISSANCE	1
Chapitre 1 — De quoi parle-t-on quand on dit « Empire américain » ?	2
Chapitre 2 — La fabrication d'une puissance continentale, 1776-1898	11
Chapitre 3 — 1898-1945 — De l'expansion impériale à la puissance mondiale	20
Chapitre 4 — 1945-1949 — Quand la puissance devient un ordre	30
PARTIE II — L'HÉGÉMONIE, SES CRISES ET SON APOGÉE	43
Chapitre 5 — Guerre froide — Crises, contradictions et capacité d'adaptation	44
Chapitre 6 — 1991-2001 — Le moment unipolaire : apogée ou anomalie ?	57
Chapitre 7 — 2001-2008 — Guerre contre le terrorisme et première fracture du moment unipolaire	66
PARTIE III — LE DÉPLACEMENT DU MONDE	78
Chapitre 8 — Le déplacement du centre productif mondial	79
Chapitre 9 — Chine — Du géant productif au rival systémique	89
PARTIE IV — FRAGILITÉS ET RENOUVELLEMENT	101
Chapitre 10 — Fragilités intérieures et capacité de correction	102
Chapitre 11 — Ce qui résiste — Dollar, innovation, alliances et capacité de renouvellement	113
PARTIE V — APRÈS L'UNIPOLARITÉ	124
Chapitre 12 — Après l'unipolarité — Déclin, recomposition ou nouvel équilibre ?	125
Notes	138
Bibliographie	144

PARTIE I

FABRIQUER LA PUISSANCE

CHAPITRE I

DE QUOI PARLE-T-ON QUAND ON DIT « EMPIRE AMÉRICAIN » ?

Le titre provisoire de ce livre contient déjà un piège. Parler du « déclin de l'Empire américain » donne l'impression que l'objet est défini avant même que l'enquête commence. Or le mot empire n'est ni neutre ni évident. Il appartient à l'histoire, à la théorie politique, aux relations internationales et au vocabulaire polémique. Selon la manière dont on l'emploie, il peut désigner un territoire conquis, un système de domination, une hiérarchie internationale, une puissance hégémonique ou simplement un pays très puissant. Si toutes ces situations sont fondues dans le même mot, celui-ci cesse d'expliquer quoi que ce soit.

Le problème est d'autant plus important que les États-Unis ont effectivement connu des formes de pouvoir impériales au sens le plus classique. À la fin du XIXe siècle, ils annexent des territoires, administrent des possessions coloniales et imposent directement leur autorité sur des sociétés qui ne disposent pas d'une souveraineté pleine. Le traité de Paris de 1898 transfère aux États-Unis Porto Rico, Guam et les Philippines ; Hawaï est annexé la même année.¹ Il serait donc historiquement intenable de soutenir que l'histoire américaine serait extérieure à toute expérience impériale. Mais cette évidence ne suffit pas à résoudre la question centrale du livre : l'ordre construit autour des États-Unis après 1945 peut-il être décrit, dans son ensemble, comme un empire ? Et si oui, à quelles conditions ? Si non, quelle autre catégorie permet de comprendre sa structure ?

Deux erreurs symétriques menacent l'analyse. La première consiste à appeler empire toute relation asymétrique. Dès qu'un État dispose de bases militaires, d'une monnaie dominante, d'alliés dépendants ou d'une puissance économique supérieure, le mot serait considéré comme justifié. Une telle définition a un avantage rhétorique : elle permet de rassembler sous une même image une multitude de formes de pouvoir. Mais elle a un coût analytique considérable. Si une alliance voulue par deux gouvernements, une occupation militaire, l'usage volontaire d'une monnaie internationale et l'administration directe d'une colonie deviennent quatre manifestations équivalentes d'un même empire, il devient impossible de distinguer des degrés et des mécanismes de pouvoir pourtant très différents.

La seconde erreur consiste à refuser par principe le mot empire au motif que les États-Unis sont une république constitutionnelle, disposent d'élections compétitives et n'ont ni empereur ni ministère des Colonies comparable à ceux des anciens empires européens. Cet argument confond la forme politique du centre avec la nature de ses relations extérieures. Une démocratie peut exercer une domination impériale ; inversement, un régime autoritaire peut entretenir certaines relations internationales qui ne sont pas impériales. La question utile n'est donc pas ce que les États-Unis disent être, mais ce qu'ils sont effectivement capables de faire aux autres sociétés politiques.

L'objectif de ce premier chapitre n'est pas de résoudre une fois pour toutes la question de l'« Empire américain ». Il est de construire un instrument de lecture suffisamment précis pour que le reste du livre puisse tester l'hypothèse plutôt que la répéter. La règle directrice sera simple : l'Amérique peut être impériale sans que toute relation américaine soit un empire.

I — Ce que le mot empire doit permettre de distinguer

Une grande puissance est d'abord un État doté de capacités importantes : population, ressources, économie, armée, diplomatie, technologie, profondeur territoriale ou capacité financière. Une superpuissance dispose de ces ressources à une échelle telle qu'elle peut projeter son action bien au-delà de sa région immédiate. Ces catégories décrivent une capacité. Elles nous disent combien un État peut faire, mais pas encore comment il organise les relations avec les autres.

L'hégémonie désigne autre chose. Une puissance hégémonique ne se contente pas d'être forte. Elle exerce une prépondérance suffisamment grande pour orienter les règles, les institutions et les comportements d'un système. Elle peut définir des normes, fournir des biens collectifs, structurer des marchés, assurer des garanties de sécurité, imposer des coûts à certains refus, proposer des institutions auxquelles d'autres États choisissent de participer et, dans certains cas, faire dépendre une partie importante de l'environnement international de ses propres ressources. Une telle position peut être coercitive, mais elle n'implique pas nécessairement que les autres États perdent leur souveraineté effective.

C'est précisément là que se situe la différence décisive avec une définition forte de l'empire. Dans son ouvrage *Empires*, Michael W. Doyle propose de penser l'empire comme une relation dans laquelle une société politique exerce un contrôle politique effectif sur une autre société politique.¹ L'idée importante n'est pas la présence d'un empereur, ni même l'existence d'une annexion

formelle ; elle est la réduction durable de la capacité d'une société subordonnée à décider elle-même des questions essentielles qui la concernent.

Cette définition évite deux simplifications. Toute inégalité n'est pas impériale. Une relation peut être très asymétrique sans que la partie la plus faible perde la possibilité réelle de refuser, négocier ou modifier certains choix majeurs. Mais l'absence de colonie formelle ne suffit pas non plus à exclure l'empire. Un État juridiquement indépendant peut conserver un gouvernement, un drapeau, une constitution et une représentation diplomatique tout en voyant une part importante de ses décisions structurée ou contrôlée de l'extérieur.

L'empire formel constitue le cas le plus facile à identifier. Il implique une souveraineté juridiquement subordonnée : annexion, colonie, protectorat ou administration directe. Dans de tels cas, le centre politique ne se contente pas d'influencer la périphérie ; il dispose d'un droit ou d'une capacité institutionnelle supérieure sur elle. La relation est explicitement hiérarchique.

L'empire informel pose davantage de difficultés. Il décrit les situations dans lesquelles les institutions locales subsistent et où la souveraineté juridique est officiellement reconnue, mais où l'autonomie réelle est fortement réduite par des mécanismes extérieurs : dépendance financière, contrôle douanier, contraintes militaires, bases, sanctions, intervention politique, soutien d'élites locales, changement de régime, accords institutionnels particulièrement déséquilibrés. Cette notion peut être utile, mais seulement si elle conserve un seuil exigeant. Si « empire informel » signifie simplement qu'une grande puissance exerce beaucoup d'influence, elle cesse d'avoir une fonction distincte de celle d'hégémonie.

Le critère central doit donc rester la souveraineté effective. Il ne suffit pas d'observer une base militaire ou une monnaie dominante ; il faut demander quelles décisions sont réellement affectées, avec quelle intensité, pendant combien de temps, et quelles possibilités de sortie ou de refus subsistent. Une relation impériale existe lorsque le contrôle devient suffisamment durable et asymétrique pour réduire substantiellement la capacité d'une autre société politique à décider de ses enjeux essentiels.

Cette distinction a une conséquence méthodologique importante. Le livre ne pourra pas parler de « l'Empire américain » comme d'un bloc homogène. Il devra examiner des relations. À une même époque, les États-Unis peuvent être une superpuissance à l'échelle mondiale, une puissance hégémonique dans certaines institutions, une puissance impériale dans certains territoires et un partenaire simplement influent ailleurs. Les catégories ne s'excluent pas ; elles ne doivent simplement pas être confondues.

II — Les états-unis ont-ils réellement connu des relations impériales ?

L'année 1898 constitue un test presque incontournable. La guerre hispano-américaine marque une rupture parce qu'elle ne se contente pas d'accroître le prestige militaire des États-Unis. Le règlement du conflit modifie directement leur statut territorial. Le traité de Paris contraint l'Espagne à céder Porto Rico, Guam et les Philippines, tandis que Hawaï est annexé au cours de la même année. L'Office of the Historian du département d'État décrit lui-même 1898 comme un moment qui établit les États-Unis comme puissance du Pacifique et leur donne une position nouvelle dans les Caraïbes.³

Les Philippines fournissent l'exemple le plus clair de la dimension coloniale. Le transfert de souveraineté ne correspond pas à une simple alliance asymétrique. Il signifie qu'une puissance extérieure revendique une autorité politique directe sur un archipel dont une partie importante de la population lutte pour l'indépendance. Le pouvoir américain y prend donc une forme qui entre sans difficulté dans la définition forte de l'empire. Dans ce cas, le débat sur le vocabulaire ne doit pas servir à diluer une situation historique de domination coloniale.

Porto Rico et Guam montrent également que l'histoire impériale américaine ne se réduit pas à un épisode immédiatement refermé. Leurs trajectoires sont juridiquement distinctes et ne doivent pas être simplifiées, mais leur acquisition à la suite du traité de 1898 suffit à établir que les États-Unis ont exercé une souveraineté territoriale externe sur des populations qui ne bénéficiaient pas du même statut politique que les citoyens des États fédérés. Le détail de ces régimes juridiques appartient à l'histoire institutionnelle et sera traité avec prudence plus loin ; le point conceptuel est ici plus limité : la catégorie « empire » possède une applicabilité historique réelle aux États-Unis.

La situation devient plus complexe en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les interventions militaires, occupations, contrôles financiers ou douaniers, pressions diplomatiques et soutiens à certains gouvernements ont parfois produit des relations beaucoup plus intrusives qu'une simple influence. Mais aucune formule générale ne peut remplacer l'analyse au cas par cas. Cuba, Haïti, la République dominicaine, le Nicaragua ou le Panama n'ont ni la même histoire ni le même degré d'autonomie au même moment. Dire « empire informel en Amérique latine » peut être une hypothèse de travail ; ce n'est pas un diagnostic qu'on peut appliquer indistinctement à une région entière.

Cette prudence ne doit pas devenir un prétexte pour vider la notion d'empire informel de sa substance. Un gouvernement juridiquement indépendant peut

subir une réduction profonde de ses marges de décision par une combinaison de dette, présence militaire, contrôle d'infrastructures, dépendance sécuritaire ou intervention politique. Dans de telles situations, l'absence de gouverneur colonial n'abolit pas nécessairement la subordination. Le test doit porter sur la capacité réelle de la société concernée à choisir ses dirigeants, sa politique extérieure, ses alliances, sa politique économique ou ses conditions de sécurité sans qu'un acteur extérieur dispose d'un veto de fait durable.

L'après-1945 ajoute une difficulté supplémentaire. Le Japon et l'Allemagne sont d'abord des puissances vaincues et occupées. Leur souveraineté est fortement réduite, et les autorités américaines ou alliées disposent d'un pouvoir direct considérable sur leurs institutions et leurs choix. Dans cette phase, le vocabulaire de l'occupation et de la subordination est nécessaire. Mais ces relations évoluent. L'Allemagne de l'Ouest devient progressivement un État souverain intégré aux structures occidentales ; le Japon passe d'un statut de pays occupé à celui d'allié stratégique. Utiliser le caractère coercitif de 1945 pour qualifier automatiquement toute la relation des décennies suivantes serait une erreur symétrique de celle qui consisterait à projeter rétrospectivement l'alliance ultérieure sur l'occupation initiale.

Le même État peut donc passer d'une relation de contrôle direct à une relation d'hégémonie asymétrique. Cette possibilité est essentielle pour le reste du livre, car elle montre qu'« empire » ne doit pas être une identité attribuée une fois pour toutes à un acteur. C'est un type de relation historiquement variable.

III — Après 1945 : empire, hégémonie ou ordre institutionnalisé ?

C'est ici que le débat devient véritablement difficile. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis disposent d'une combinaison exceptionnelle de puissance économique, militaire, financière et technologique. Ils occupent plusieurs territoires, déploient des bases dans de nombreuses régions, organisent des alliances, jouent un rôle central dans les institutions économiques internationales et disposent d'une monnaie qui devient l'une des principales infrastructures du système mondial. À cette échelle, le langage de l'empire paraît intuitivement séduisant.

Geir Lundestad a donné à cette intuition une formulation célèbre dans un article de 1986 consacré aux relations entre les États-Unis et l'Europe occidentale de 1945 à 1952. Son expression « empire by invitation » visait précisément à souligner un paradoxe : l'expansion de l'influence américaine en Europe occidentale ne résultait pas seulement d'une imposition venue de

Washington ; une partie des gouvernements européens souhaitait et sollicitait une implication américaine plus forte, notamment sur les plans économique et militaire. La formule ne nie donc pas l'asymétrie ; elle attire l'attention sur l'existence d'une demande locale réelle.

Cette source primaire est désormais suffisamment identifiée pour être utilisée avec prudence : Lundestad publie « *Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945-1952* » dans le *Journal of Peace Research* en septembre 1986. Sa thèse est explicitement conditionnelle : si l'expansion américaine peut être appelée empire, il s'agit en grande partie, en Europe occidentale, d'un empire auquel des gouvernements locaux ont eux-mêmes invité les États-Unis à participer davantage. Cela ne transforme pas automatiquement toute présence américaine en relation librement consentie ; cela interdit simplement de traiter les sociétés alliées comme des objets passifs.⁴

Robert Keohane répond en 1991 que cette utilisation du mot empire risque précisément d'obscurcir ce qu'elle cherche à décrire. À ses yeux, l'ordre américain d'après-guerre est mieux caractérisé comme une hégémonie, parce que les formes de règle et de pouvoir diffèrent profondément de celles des empires coloniaux ou de l'empire soviétique. Il reconnaît la prépondérance américaine, mais considère que le vocabulaire impérial gomme des différences importantes dans la manière dont l'influence est exercée.⁵

Le désaccord est instructif parce qu'il révèle le vrai problème. Si un gouvernement européen demande une garantie américaine contre l'Union soviétique, reçoit une aide économique qu'il juge utile, participe à une institution où il conserve un droit de décision et peut parfois refuser les préférences de Washington, parler d'empire au même sens que pour les Philippines après 1898 devient difficile. Mais si cette relation est extraordinairement asymétrique, si les capacités militaires et financières américaines structurent profondément les choix possibles, si le coût du refus est élevé et si certaines dépendances persistent pendant des décennies, parler d'une simple coopération entre égaux est tout aussi trompeur.

Le consentement n'abolit donc pas la hiérarchie. Un acteur peut accepter une relation asymétrique parce qu'il en retire des bénéfices réels. Une alliance peut être recherchée pour des raisons de sécurité tout en donnant au partenaire dominant une capacité d'influence disproportionnée. Une institution peut être multilatérale tout en reproduisant certains rapports de force. Une monnaie peut être utilisée volontairement tout en procurant un avantage structurel à l'État qui l'émet. Inversement, l'existence d'un avantage structurel ne prouve pas à elle seule que les autres États ont perdu leur souveraineté effective.

Le terme le plus précis pour une partie importante de l'après-1945 est donc, par défaut, celui d'hégémonie institutionnalisée. Il décrit une situation dans laquelle une puissance prépondérante structure une part importante de l'ordre, mais où cette puissance passe aussi par des institutions, des alliances et des arrangements dont les autres membres disposent d'usages propres. Cette catégorie permet de conserver simultanément quatre faits qui seraient perdus dans des récits trop simples : la puissance américaine est asymétrique ; elle peut être coercitive ; les partenaires poursuivent leurs intérêts propres ; et certaines institutions limitent ou médiatisent la capacité américaine au lieu de fonctionner comme de simples prolongements administratifs de Washington.

Ce choix n'interdit pas de parler d'empire informel lorsque les faits le justifient. Il impose seulement que la démonstration soit faite. Un changement de régime imposé ou fortement piloté de l'extérieur, une occupation prolongée, une dépendance politique telle que les choix essentiels d'un gouvernement deviennent pratiquement contrôlés par Washington, ou un dispositif institutionnel qui prive durablement une société de possibilités réelles de décision peuvent franchir le seuil impérial. Mais la présence d'une base militaire, d'un traité ou d'une forte dépendance économique n'est pas, isolément, une preuve suffisante.

Cette exigence vaut aussi pour la puissance monétaire et culturelle. Le rôle du dollar peut réduire certaines options et procurer aux États-Unis des avantages considérables ; il n'équivaut pas automatiquement à un gouvernement indirect des sociétés qui l'utilisent. La diffusion mondiale du cinéma, de la musique, de la langue anglaise, des universités ou des technologies américaines peut soutenir une hégémonie culturelle ; elle n'est pas automatiquement une propagande d'État ni un contrôle impérial. À chaque fois, il faut distinguer influence, attractivité, dépendance, contrainte et contrôle.

IV — Construire un test utilisable pour tout le reste du livre

Le mot empire ne doit donc pas fonctionner comme une étiquette, mais comme une hypothèse soumise à un test. Une relation peut être qualifiée d'impériale lorsqu'un centre politique dispose, de manière durable et asymétrique, d'une capacité de contrôle suffisamment forte sur des décisions essentielles d'une autre société politique pour réduire substantiellement sa souveraineté effective, que ce contrôle soit exercé directement ou par des mécanismes militaires, institutionnels, économiques ou politiques.

Cette définition demande plusieurs questions, mais elle ne doit pas devenir un questionnaire mécanique. Il faut d'abord identifier le domaine concerné.

Une puissance peut contrôler presque totalement la politique de défense d'un partenaire tout en disposant de peu d'influence sur sa politique intérieure. Elle peut exercer une pression financière très forte sans contrôler ses élections. Elle peut disposer d'un droit de stationnement militaire sans pouvoir imposer sa politique commerciale. L'empire n'est donc pas une substance homogène qui se répand partout de la même manière.

Il faut ensuite mesurer l'intensité. Entre influence et contrôle se trouvent de nombreux degrés : persuasion, incitation, dépendance, pression, menace, veto pratique, intervention ou administration directe. Une politique étrangère est toujours influencée par d'autres acteurs ; l'enjeu est de savoir quand cette influence devient si structurante que la souveraineté juridique cesse de correspondre à une autonomie effective.

La durée compte également. Une intervention ponctuelle, même très coercitive, n'est pas nécessairement équivalente à une structure impériale durable. Inversement, une relation qui semble relativement peu coercitive au quotidien peut produire une subordination profonde si elle repose pendant des décennies sur des mécanismes qui rendent certaines décisions pratiquement impossibles.

L'institutionnalisation doit être examinée : occupations, traités, bases, structures de commandement, régimes monétaires, dépendances financières, accords douaniers ou appareils administratifs n'ont pas la même portée, mais ils peuvent transformer un rapport de force conjoncturel en structure durable.

La question du refus est particulièrement importante. Un partenaire peut-il désobéir sur un enjeu majeur sans perdre son gouvernement, son accès à des ressources essentielles ou sa sécurité ? Peut-il renégocier les termes de la relation ? Peut-il diversifier ses alliances ? Peut-il demander le départ de forces étrangères et obtenir ce départ ? Aucun de ces éléments ne suffit à lui seul, mais ils indiquent si l'autonomie est réelle ou simplement juridique.

Il faut enfin prendre au sérieux les acteurs locaux. Les élites, gouvernements, partis, entreprises, militaires et groupes sociaux ne sont pas seulement des relais d'une puissance extérieure. Ils peuvent inviter, négocier, résister, instrumentaliser l'aide étrangère, exploiter les rivalités internationales ou poursuivre des objectifs qui ne coïncident pas avec ceux de Washington. Effacer leur rôle conduit à transformer une relation politique en mécanique unilatérale. Mais l'existence de collaborateurs ou de bénéficiaires locaux ne suffit pas non plus à nier une domination. Une relation impériale peut précisément fonctionner parce qu'elle s'appuie sur des acteurs qui y trouvent leur intérêt.

C'est pourquoi le livre devra intégrer des contre-tests. Un allié puissant capable de refuser une politique américaine importante sans perdre sa souveraineté résiste à une définition maximaliste de l'empire. Une institution où Washington possède un poids supérieur mais ne peut pas décider seul résiste également à l'idée d'un contrôle intégral. L'usage volontaire du dollar pour ses avantages fonctionnels doit être distingué d'une obligation politique. Une coopération sécuritaire recherchée par un partenaire face à une menace tierce ne peut être assimilée sans examen à une occupation. Une diffusion culturelle non pilotée par l'État ne peut être traitée comme une preuve automatique de propagande impériale.

À l'inverse, l'absence de colonie formelle ne suffit pas à écarter la notion d'empire. Si un État juridiquement souverain ne peut pas modifier sa politique extérieure, économique ou sécuritaire sans subir une coercition qui rend ce choix pratiquement impossible, le vocabulaire de l'hégémonie peut devenir insuffisant. La question est donc empirique, pas identitaire.

Cette règle protège également le livre contre une autre tentation : mesurer le déclin américain en supposant que toutes les formes de puissance déclinent ensemble. Une relation impériale peut reculer tandis qu'une hégémonie monétaire demeure. Une influence militaire peut diminuer tandis que la puissance technologique augmente. Une architecture institutionnelle peut survivre à une perte de supériorité productive. Inversement, un État peut conserver des ressources immenses tout en perdant la capacité d'organiser le système à son avantage.

Le titre provisoire « Le Déclin de l'Empire américain » doit donc être compris comme une question condensée, non comme une conclusion. Il restera pertinent seulement si le mot empire continue d'aider à distinguer des formes de pouvoir plutôt qu'à les confondre. Si l'enquête montre que le phénomène central est surtout le déclin relatif d'une hégémonie ou la transformation d'un ordre américain, le titre devra pouvoir être corrigé.

Ce premier chapitre ne répond donc pas à la question : « Les États-Unis sont-ils un empire ? » Il propose une question plus précise : où, quand, par quels mécanismes et avec quel degré de contrôle les États-Unis ont-ils exercé des relations impériales ? Cette différence n'est pas un détail de vocabulaire. Elle détermine la possibilité même d'étudier un déclin. On ne peut pas mesurer la disparition d'une forme de puissance si l'on ne sait pas d'abord ce qui la distingue des autres.

La suite du livre peut maintenant commencer. Avant d'examiner ce qui se serait affaibli, il faut comprendre comment la puissance américaine a été

construite. Le chapitre suivant reviendra donc à la période qui précède 1898 : non pour supposer qu'un empire existait déjà, mais pour comprendre comment une république continentale, issue d'une révolution anticoloniale, a accumulé le territoire, la population, les ressources, les infrastructures et les capacités politiques qui rendront possible son passage ultérieur à la puissance mondiale.

CHAPITRE 2

LA FABRICATION D'UNE PUISSANCE CONTINENTALE, 1776–1898

À la fin du XVIII^e siècle, rien ne permet encore de regarder les États-Unis comme la puissance qui dominera une partie décisive du siècle suivant. La jeune république issue de la guerre d'indépendance possède un territoire important, mais elle reste fragile, endettée, politiquement expérimentale et entourée d'un monde où les grandes puissances européennes disposent encore d'armées, de marines, de capitaux et d'empires sans commune mesure avec les siens. Sa première tâche n'est pas de gouverner l'ordre mondial. Elle est plus élémentaire : survivre, maintenir l'Union, rendre ses institutions viables et empêcher que l'indépendance obtenue contre la Grande-Bretagne ne se dissolve dans les rivalités internes ou la pression des puissances extérieures.

Cette fragilité initiale importe parce qu'elle interdit de raconter la montée américaine comme une destinée inscrite dès 1776. Une puissance continentale ne préexiste pas à sa construction. Elle naît d'une série de choix, de guerres, d'opportunités, de déplacements de population, de compromis institutionnels, d'innovations, de violences et de transformations économiques dont aucune, prise isolément, ne suffit à expliquer le résultat. L'histoire qui mène à 1898 n'est ni un simple récit de croissance ni l'exécution progressive d'un plan impérial conçu d'avance. Elle est celle d'un État qui agrandit son espace, affronte une crise intérieure capable de le détruire, transforme son territoire en marché intégré et finit par disposer des moyens matériels nécessaires à une projection extérieure plus durable.

Le changement d'échelle est spectaculaire. Le premier recensement fédéral de 1790 dénombre un peu moins de quatre millions d'habitants. Un siècle plus tard, celui de 1890 en compte près de soixante-trois millions.⁶ Entre les deux, les États-Unis ne se contentent pas de croître : ils changent de dimension démographique, territoriale et économique. Mais cette croissance ne peut être

séparée des conditions historiques qui l'ont rendue possible. Les terres qui deviennent des États, des exploitations agricoles, des lignes de chemin de fer, des villes et des marchés ne sont pas des espaces vides. L'expansion américaine se réalise sur des territoires habités, revendiqués, gouvernés ou utilisés par des peuples autochtones, par le Mexique, par d'autres puissances et par des sociétés dont la souveraineté est progressivement détruite, déplacée ou absorbée. La puissance future se construit donc à la fois par l'intégration institutionnelle et économique d'un immense espace et par la coercition nécessaire à son appropriation.

I — Agrandir l'espace : de la république atlantique à l'état continental

Au moment de l'indépendance, le cœur politique et démographique des États-Unis demeure atlantique. Les premières décennies servent d'abord à transformer une coalition de colonies insurgées en État durable. La Constitution de 1787, l'organisation d'un gouvernement fédéral, la création d'institutions fiscales et financières et la capacité à faire appliquer des décisions communes donnent progressivement à l'Union une cohérence que les Articles de la Confédération avaient mal assurée. Cette consolidation n'a rien d'automatique. Les débats sur la dette, la fiscalité, la Banque, les rapports entre États et gouvernement fédéral ou l'orientation diplomatique montrent que la forme même de la nouvelle république reste disputée.

L'achat de la Louisiane à la France en 1803 modifie brutalement l'échelle potentielle du pays. Il ne transforme pas instantanément les États-Unis en puissance continentale : le gouvernement fédéral acquiert juridiquement un immense territoire qu'il ne contrôle encore que très partiellement. Mais l'opération ouvre une possibilité stratégique décisive. Elle élargit profondément l'espace disponible pour l'agriculture, le peuplement, l'extraction de ressources et l'expansion des infrastructures futures. Elle réduit également la présence directe d'une grande puissance européenne au cœur du continent. Dans les décennies suivantes, la capacité des États-Unis à convertir cette possession juridique en territoire effectivement intégré devient l'un des moteurs de leur montée.

Cette conversion passe par le déplacement des frontières autant que par leur administration. La doctrine Monroe de 1823 est souvent relue rétrospectivement comme l'annonce d'une domination américaine sur l'hémisphère occidental. Ce serait lui attribuer une capacité que Washington ne possède pas encore. À cette date, la doctrine exprime surtout une prétention politique : l'idée que le

continent américain doit être protégé d'une nouvelle colonisation européenne et que les États-Unis disposent d'un intérêt particulier dans leur environnement régional. L'écart entre cette revendication et les moyens matériels de l'imposer reste considérable. La doctrine marque donc moins l'existence d'une hégémonie que la formulation d'un espace stratégique auquel la république associe progressivement sa sécurité.

L'expansion vers l'Ouest donne à cette prétention une réalité beaucoup plus concrète. Elle ne peut être racontée comme un mouvement naturel de peuplement. Les déplacements forcés des peuples autochtones, les guerres, les traités imposés ou violés, l'appropriation des terres et la destruction d'économies et de modes de vie constituent une part centrale de la formation territoriale du pays. La politique fédérale de déplacement, dont l'Indian Removal Act de 1830 devient un symbole majeur, contribue à libérer pour les colons blancs des territoires du Sud-Est et s'inscrit dans un processus plus large de dépossession. Plus à l'ouest, la pression militaire, démographique et économique s'accroît encore après la guerre civile. L'espace continental américain est donc construit ; il n'est pas simplement occupé.

La guerre contre le Mexique de 1846 à 1848 constitue un autre changement d'échelle. L'annexion du Texas, le conflit frontalier et la décision de guerre conduisent au traité de Guadalupe Hidalgo. Les États-Unis obtiennent alors un immense ensemble territorial comprenant notamment la Californie et le Nouveau-Mexique. Cette acquisition consolide l'accès au Pacifique et donne au pays une profondeur géographique exceptionnelle entre deux océans. Elle est également l'un des épisodes où la dimension conquérante de l'expansion est la plus difficile à dissimuler derrière le vocabulaire neutre de la croissance. Une république qui s'était constituée par rupture avec un empire européen agrandi désormais sa souveraineté au détriment d'un État voisin et de populations qui n'ont pas choisi leur incorporation.

Faut-il déjà appeler cette trajectoire impériale ? La réponse dépend du niveau d'analyse. La dépossession autochtone et certaines formes d'incorporation territoriale peuvent être étudiées comme des relations coloniales ou impériales. La guerre contre le Mexique relève clairement d'une expansion de souveraineté par la force. Mais il serait tout aussi trompeur d'effacer la rupture de 1898 en considérant qu'aucune différence ne sépare cette continentalisation d'un empire ultramarin administrant durablement des territoires éloignés. Le point essentiel est que la géographie de la future puissance américaine est produite avant que sa projection mondiale ne le soit.

L'expansion crée cependant une contradiction que le territoire lui-même ne peut résoudre. Chaque nouvelle acquisition relance la question de savoir si

l'esclavage y sera autorisé. Plus le pays grandit, plus il devient difficile de maintenir le compromis politique entre États esclavagistes et États libres. L'espace qui doit fournir la base de la puissance future devient simultanément le terrain sur lequel se prépare la crise capable de briser l'Union.

II — Maintenir l'union : expansion, esclavage et guerre civile

Au milieu du XIXe siècle, la faiblesse principale des États-Unis n'est plus seulement extérieure. Elle est interne. Le système esclavagiste n'est pas une anomalie périphérique dans une société autrement libérale : il structure une partie majeure de l'économie, de la représentation politique, de l'organisation sociale et de la conquête territoriale. L'expansion vers l'Ouest transforme sans cesse la question morale et politique de l'esclavage en problème de pouvoir fédéral : chaque nouveau territoire menace de modifier l'équilibre entre États libres et esclavagistes.

Les compromis successifs ne font que différer la rupture. Les années 1850 voient s'accumuler les crises, les violences politiques et les conflits sur l'autorité fédérale. Lorsque la sécession commence après l'élection d'Abraham Lincoln, la question n'est plus seulement celle de l'esclavage ou de la répartition des compétences constitutionnelles : c'est l'existence même d'un État continental unifié qui est mise en jeu. Une victoire durable de la Confédération aurait produit une Amérique du Nord radicalement différente, divisée entre plusieurs centres de pouvoir, avec des ressources, des marchés, des infrastructures et des capacités militaires séparés. Toute lecture de la montée américaine doit donc traiter la guerre civile comme une rupture de puissance autant que comme une révolution politique et sociale.

La guerre de 1861-1865 mobilise des hommes, des finances, des chemins de fer, des usines et des administrations à une échelle inconnue jusque-là par le gouvernement fédéral. Elle accélère des transformations de capacité étatique : fiscalité, emprunts, organisation militaire, logistique, contrats publics, gestion de vastes effectifs et articulation entre pouvoir politique et production. La victoire de l'Union ne crée pas à elle seule l'État fédéral moderne, mais elle démontre qu'un gouvernement central peut lever des ressources considérables pour préserver l'ensemble continental.

L'abolition de l'esclavage modifie en même temps la structure juridique fondamentale du pays. Elle détruit une institution sans laquelle l'ordre sudiste d'avant-guerre ne pouvait fonctionner. Pourtant, il serait faux d'écrire 1865 comme la résolution des contradictions qui avaient conduit à la guerre. La Reconstruction ouvre un conflit sur la citoyenneté, les droits politiques, le

pouvoir fédéral dans le Sud et la place des anciens esclaves. Son recul permet ensuite la construction d'un ordre racial ségrégationniste et violent qui limite durablement les promesses de l'émancipation. Le pays sort unifié de la guerre, mais non réconcilié au sens plein du terme.

Cette distinction est essentielle pour comprendre la puissance. La préservation de l'Union fournit un cadre politique unifié à l'industrialisation accélérée de la seconde moitié du siècle. Elle rend possible un marché de très grande taille soumis à un gouvernement commun, utilisant une monnaie commune, relié par des infrastructures croissantes et capable d'une mobilisation militaire fédérale. Mais cette capacité coexiste avec des fractures sociales profondes. La puissance d'un État ne se confond jamais avec l'égalité de sa société.

La guerre civile agit donc comme un test de viabilité. Un vaste territoire n'est pas encore une puissance s'il ne peut être maintenu politiquement. Les ressources naturelles ne sont pas automatiquement mobilisables si les institutions qui doivent les coordonner se disloquent. La victoire de l'Union garantit la continuité de l'espace politique dans lequel la révolution industrielle américaine peut ensuite prendre une ampleur continentale. Elle ne rend pas cette industrialisation inévitable ; elle en préserve cependant une condition décisive.

III — Transformer le territoire en machine économique continentale

Après 1865, la question change. L'État dispose d'un territoire gigantesque et l'Union a survécu. Il faut désormais comprendre comment cet espace devient une capacité matérielle. C'est dans les décennies qui suivent que les États-Unis passent d'un pays très vaste à un système économique continental beaucoup plus intégré. La différence tient moins à la superficie qu'à la connexion : routes, canaux, chemins de fer, télégraphe, finance, villes, ports et entreprises permettent progressivement à des ressources dispersées d'entrer dans des chaînes de production et d'échange communes.

Le chemin de fer est l'infrastructure emblématique de cette transformation. Le premier transcontinental est achevé en 1869, mais son importance vient surtout du réseau qu'il annonce. La Library of Congress estime qu'environ 45 000 miles de voies avaient été posés avant 1871 et qu'environ 170 000 miles supplémentaires s'ajoutent entre 1871 et 1900.⁸ À la fin du siècle, plusieurs lignes transcontinentales relient les façades orientale et pacifique. Le rail réduit le temps et le coût du transport, élargit les marchés accessibles aux agriculteurs et

aux industriels, permet la circulation massive du charbon, du minerai, du bétail et des produits manufacturés, et transforme des villes intérieures en nœuds d'un système national.

Cette infrastructure n'est pas le produit d'un marché privé isolé de l'État. Le gouvernement fédéral soutient plusieurs grands projets par des concessions foncières et des dispositifs législatifs, dont le Pacific Railway Act. Les compagnies utilisent ensuite les terres reçues pour financer la construction et attirer des colons. L'intégration économique de l'Ouest, le peuplement, l'appropriation foncière et le chemin de fer avancent ainsi ensemble. Le réseau qui produit un marché national contribue aussi à accélérer la destruction des conditions matérielles de l'autonomie autochtone : l'expansion du peuplement, la chasse industrielle au bison, les nouvelles villes, l'agriculture commerciale et la présence militaire se renforcent mutuellement.

Le changement démographique amplifie ce processus. De 3,9 millions d'habitants en 1790, la population atteint près de 63 millions en 1890. Cette multiplication fournit des travailleurs, des soldats potentiels, des consommateurs et des entrepreneurs, tout en créant une demande intérieure capable de soutenir des entreprises de plus grande taille. L'immigration joue un rôle majeur dans cette expansion. Les nouveaux arrivants alimentent l'industrie, les mines, les chemins de fer et la croissance des villes. Ils contribuent à faire des États-Unis une société beaucoup plus diverse, mais rencontrent aussi discriminations, violences, exclusions légales et conflits du travail. La disponibilité de main-d'œuvre n'est donc pas un processus démographique neutre : elle s'inscrit dans des rapports sociaux et politiques qui accompagnent l'industrialisation.

Les villes changent elles aussi d'échelle. En 1790, New York compte à peine plus de trente-trois mille habitants. En 1890, elle dépasse un million et demi ; Chicago, qui n'existait pas comme grande métropole au début du siècle, dépasse déjà le million.⁹ Cette urbanisation n'est pas seulement un effet de la croissance. Elle concentre capital, main-d'œuvre, infrastructures, information, marchés et fonctions de commandement économique. Elle rend possible l'apparition de grandes entreprises et de systèmes financiers capables d'opérer à l'échelle nationale.

Dans les décennies suivant la guerre civile, la Library of Congress décrit les États-Unis comme un « géant industriel ».¹⁰ L'expression résume une transformation visible dans l'acier, le pétrole, les machines, l'électricité naissante, l'agriculture mécanisée et la production de masse. Les anciennes industries s'étendent ; de nouvelles apparaissent ; les entreprises apprennent à gérer des réseaux de production, de transport et de distribution à une échelle

continentale. La puissance future repose en partie sur cette expérience organisationnelle. Ce que les États-Unis pourront plus tard mobiliser pour la guerre ou la projection extérieure est d'abord construit pour produire, transporter, financer et vendre.

Il faut pourtant éviter une causalité mécanique. L'industrialisation ne crée pas automatiquement l'impérialisme. Une grande capacité productive fournit des moyens : elle rend possible une marine plus moderne, l'entretien de forces lointaines, le financement d'opérations extérieures et l'exportation de capitaux. Mais elle ne décide pas seule de l'usage de ces moyens. Les choix diplomatiques, les intérêts sectoriels, les doctrines stratégiques, les conflits politiques et les opportunités internationales déterminent la forme que prend cette capacité. Confondre croissance industrielle et intention impériale reviendrait à transformer une condition en cause unique.

La même prudence vaut dans l'autre sens. Réduire l'industrialisation américaine à une simple histoire de violence rendrait incompréhensible une partie essentielle de la transformation. L'innovation, l'immigration, l'entrepreneuriat, l'accumulation de capital, les institutions fédérales, les marchés financiers, les universités, l'éducation, les réseaux de transport et la demande intérieure jouent des rôles réels. Mais ils fonctionnent dans un espace dont l'extension a été obtenue par guerre, expropriation et dépossession, et dans une société traversée par des conflits ouvriers et de fortes inégalités. La montée matérielle résulte de cette combinaison, non d'une seule de ses composantes.

À la fin du XIXe siècle, la différence avec les premières décennies de la république devient ainsi considérable. Les États-Unis disposent désormais d'une population de masse, d'un territoire continental relié, de ressources abondantes, d'industries lourdes, de grandes entreprises et d'un marché national capable d'amortir une part des chocs extérieurs. Ils ne sont pas encore la puissance mondiale de 1945, mais ils possèdent déjà une base matérielle dont peu d'États disposent simultanément.

IV — À la veille de 1898 : une puissance déjà projetée vers l'extérieur

La coupure de 1898 ne doit pas donner l'impression que les États-Unis découvrent soudain le monde extérieur. Leur politique internationale est ancienne. Le commerce maritime, la diplomatie dans les Caraïbes et en Amérique latine, les rapports avec l'Asie, la présence croissante dans le Pacifique et les interventions ponctuelles montrent que le rayon d'action du pays dépasse depuis longtemps ses frontières continentales. Ce qui change à la fin du siècle

est moins l'existence d'une politique extérieure que la capacité de lui donner une profondeur militaire et matérielle plus durable.

La doctrine Monroe en fournit un exemple. Pendant une grande partie du XIX^e siècle, elle affirme davantage une prétention qu'un contrôle effectif. Les États-Unis ne possèdent pas les moyens de gouverner l'hémisphère et dépendent parfois, indirectement, de l'équilibre naval britannique pour limiter de nouvelles interventions européennes. À mesure que leur économie et leur capacité militaire augmentent, l'écart entre revendication et moyens se réduit. Une idée formulée dans un contexte de relative faiblesse peut progressivement devenir le cadre d'une politique soutenue par davantage de ressources.

La marine illustre le même mouvement. Après la guerre civile, elle connaît une période de déclin relatif. Le Naval History and Heritage Command rappelle qu'au milieu des années 1880 les États-Unis occupent encore une position modeste parmi les puissances navales. Le tournant vient précisément de cette faiblesse perçue. À partir de 1883, le Congrès autorise la construction de nouveaux bâtiments en acier et à vapeur ; la « New Navy » commence à remplacer une flotte vieillissante.²⁴ Ce réarmement ne suffit pas encore à faire des États-Unis la première puissance maritime du monde, mais il montre qu'une partie des responsables politiques et militaires cherche désormais à convertir la richesse industrielle du pays en capacité navale moderne.

Cette conversion est étroitement liée au commerce et à la réflexion stratégique. Une économie qui produit davantage, exporte davantage et possède des intérêts croissants dans le Pacifique et les Caraïbes commence à percevoir les routes maritimes, les ports, les stations de ravitaillement et les passages interocéaniques comme des enjeux de sécurité. Les idées associées à Alfred Thayer Mahan rencontrent ce contexte : puissance commerciale, flotte de guerre et positions navales sont pensées comme des éléments interdépendants. Il serait toutefois excessif de transformer cette pensée en cause unique de 1898. Elle fournit un langage et une doctrine à une transformation dont les conditions matérielles sont déjà en place.

Hawaï montre la porosité croissante entre intérêt économique, influence politique et expansion territoriale. Des intérêts américains y sont présents depuis longtemps, en particulier dans l'économie sucrière. En 1893, des planteurs et hommes d'affaires installés dans l'archipel renversent la monarchie de la reine Liliuokalani avec l'appui décisif de représentants américains sur place : le ministre John L. Stevens soutient les annexionnistes et des forces américaines débarquent à Honolulu. L'enquête conduite ensuite pour le président Grover Cleveland conclut que l'action des représentants des États-Unis a joué un rôle déterminant dans le succès du renversement. Cleveland refuse pourtant

l'annexion immédiate ; celle-ci n'intervient qu'en 1898 sous William McKinley.²² Le cas montre donc à la fois l'existence d'acteurs locaux, l'implication directe d'agents américains et l'absence d'une ligne fédérale parfaitement continue. Avant même la guerre contre l'Espagne, la frontière entre influence, intervention et projection ultramarine est déjà en train de se déplacer.

Il serait donc faux de faire de 1898 l'origine absolue de l'impérialisme américain. Mais il serait tout aussi faux de dissoudre cette date dans une continuité sans rupture. La guerre hispano-américaine et ses conséquences modifient le statut international des États-Unis d'une manière plus nette que les épisodes précédents. Porto Rico, Guam et les Philippines passent sous souveraineté américaine ; Hawaï est annexé la même année. Le pays ne se contente plus de disposer d'intérêts, de commercer, d'intervenir ou de formuler une doctrine régionale. Il administre désormais des territoires éloignés et entre directement dans les compétitions coloniales du Pacifique et des Caraïbes.

C'est ici que s'arrête ce chapitre. Le seuil de 1898 appartient au suivant, parce qu'il ouvre une forme nouvelle de puissance. Mais il devient incompréhensible si on le présente comme un surgissement. Les États-Unis peuvent soutenir une guerre outre-mer, entretenir une flotte moderne, administrer des possessions et intervenir davantage dans leur environnement parce qu'ils ont passé le siècle précédent à construire la base sur laquelle cette projection repose.

Cette base est faite de territoire, mais pas seulement. Elle suppose que l'Union survive à sa guerre civile ; que les ressources soient reliées aux villes et aux ports ; que le marché intérieur atteigne une échelle considérable ; que la population augmente ; que des millions d'immigrants alimentent l'économie ; que des industries de masse apparaissent ; que le capital et les infrastructures puissent être mobilisés ; que l'État fédéral acquière une capacité croissante d'organisation. Elle est également faite de conquêtes, d'esclavage, de dépossession et de coercition. Retirer ces éléments du récit produirait une histoire mythifiée de la puissance ; ne voir qu'eux ferait disparaître les mécanismes institutionnels, démographiques et productifs qui expliquent pourquoi cette violence se transforme en capacité durable.

La leçon de la période 1776–1898 est donc moins que les États-Unis étaient destinés à devenir un empire que la suivante : ils ont construit progressivement les conditions qui rendent une projection impériale possible. Une immense géographie devient puissance lorsqu'elle est politiquement maintenue, économiquement intégrée et matériellement mobilisable. En 1898, cette transformation est suffisamment avancée pour que les États-Unis changent de

registre. La puissance continentale ne disparaît pas ; elle devient la plateforme à partir de laquelle commence l'expansion ultramarine.

CHAPITRE 3

1898-1945 — DE L'EXPANSION IMPÉRIALE À LA PUISSANCE MONDIALE

En 1898, les États-Unis ne découvrent ni la guerre, ni l'expansion territoriale, ni la projection extérieure. Le siècle précédent a déjà construit un État continental immense, relié par des infrastructures, doté d'une population croissante et d'une industrie capable de produire à grande échelle. Pourtant, 1898 marque bien une rupture. La guerre contre l'Espagne ne se contente pas de modifier l'équilibre dans les Caraïbes. Elle place sous souveraineté américaine Porto Rico, Guam et les Philippines, tandis que Hawaï est annexé la même année. Une puissance dont l'expansion avait jusque-là été principalement continentale dispose désormais de possessions éloignées qu'elle doit défendre, administrer et intégrer à une stratégie maritime. C'est le seuil le plus net d'un empire ultramarin formel.

Cette rupture ne doit pourtant pas être transformée en commencement absolu. Les États-Unis avaient déjà conquis des territoires, déplacé des populations, imposé des rapports de force à leurs voisins et projeté leur puissance dans le Pacifique et les Caraïbes. Mais l'empire qui s'ouvre en 1898 change la forme du problème. Il ne s'agit plus seulement d'étendre une souveraineté contiguë au territoire national ou d'affirmer une zone d'intérêt dans l'hémisphère. Washington se trouve désormais confronté à une question proprement impériale : que faire de territoires lointains peuplés de sociétés qui ne sont ni des États de l'Union ni simplement des partenaires étrangers ? Les réponses seront variables, contradictoires et souvent violentes.

La période qui sépare 1898 de 1945 ne peut donc pas être racontée comme une marche régulière vers l'hégémonie. Les États-Unis y expérimentent plusieurs formes de domination, acquièrent un poids financier croissant, interviennent de manière décisive dans une guerre européenne, refusent ensuite une partie des obligations politiques liées à l'ordre qu'ils ont contribué à concevoir, traversent une crise économique majeure, connaissent une phase de retrait militaire relatif, puis se réengagent jusqu'à mobiliser leur appareil productif à une échelle sans précédent. La puissance augmente, mais sa conversion en leadership

politique demeure longtemps incomplète. Ce n'est qu'au terme de la Seconde Guerre mondiale que l'écart entre capacité disponible et capacité effectivement mobilisée se réduit suffisamment pour faire des États-Unis une puissance mondiale structurelle.

I — Construire et expérimenter l'empire

Le cas philippin montre immédiatement ce que 1898 change. Lorsque l'Espagne cède l'archipel aux États-Unis, les nationalistes philippins ne considèrent pas nécessairement le transfert de souveraineté comme une libération. Ils ont combattu l'Espagne au nom de leur propre indépendance et disposent d'un mouvement politique organisé autour d'Emilio Aguinaldo. Le conflit qui éclate en février 1899 oppose donc deux prétentions incompatibles : celle des États-Unis à exercer la souveraineté acquise par le traité de Paris et celle d'une République philippine qui entend décider elle-même de son avenir. La guerre américano-philippine dure officiellement jusqu'en 1902, même si des résistances persistent ensuite.¹³ Les estimations du Département d'État évoquent plus de 4 200 militaires américains et plus de 20 000 combattants philippins morts, auxquels s'ajoutent jusqu'à 200 000 civils victimes de la violence, des famines et des maladies. La disproportion des moyens militaires, les opérations de contre-guérilla, les déplacements de populations et les pratiques de coercition donnent à cette guerre une dimension coloniale impossible à réduire au vocabulaire d'une simple « insurrection ».

Dans le même temps, la domination ne repose pas uniquement sur la force armée. Un gouvernement colonial civil est progressivement mis en place, sous l'autorité de William Howard Taft. L'administration américaine développe écoles, infrastructures et institutions locales, coopte une partie des élites et ouvre progressivement des espaces de représentation. Une assemblée élue apparaît en 1907 ; le Jones Act de 1916 promet l'indépendance future ; un Commonwealth autonome est établi en 1935 avant l'indépendance de 1946. Cette évolution importe parce qu'elle empêche de réduire l'empire à une photographie fixe. La souveraineté américaine sur les Philippines est d'abord imposée par la guerre, puis institutionnalisée, négociée, partiellement transférée et finalement abandonnée. Le cas reste impérial, mais la forme du contrôle change avec le temps.

Il serait pourtant faux d'utiliser les Philippines comme modèle de toutes les relations américaines créées autour de 1898. Porto Rico demeure sous souveraineté américaine mais suit une trajectoire juridique distincte ; Guam constitue un autre type de territoire ; Cuba n'est pas annexée, mais son

indépendance s'accompagne de fortes limitations imposées par Washington, notamment la possibilité d'intervention et une influence durable sur sa politique extérieure ; Hawaï, quant à elle, est incorporée au territoire américain après le renversement antérieur de la monarchie et devient plus tard un État de l'Union. Ce sont des relations différentes. Les agréger sous une seule catégorie ferait perdre précisément ce que l'analyse de l'empire doit permettre de distinguer : degré de souveraineté, mécanisme de contrôle, durée, institutionnalisation et capacité réelle de refus.

Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, la puissance américaine prend encore d'autres formes. Le corollaire Roosevelt de 1904 transforme la doctrine Monroe.⁴ Celle-ci avait longtemps surtout exprimé le refus d'une nouvelle expansion européenne dans l'hémisphère. Roosevelt lui ajoute une prétention plus active : dans certaines situations d'instabilité ou de défaut financier susceptibles de provoquer une intervention européenne, les États-Unis peuvent se réserver un rôle de police régionale. Cette évolution ne crée pas une domination uniforme du continent, mais elle fournit une justification politique à des interventions répétées.

La « diplomatie du dollar » de l'administration Taft illustre une autre combinaison : utiliser investissements, prêts, banques et contrôle financier pour favoriser à la fois la stabilité recherchée par Washington et les intérêts économiques américains. Là encore, influence financière et domination politique ne sont pas synonymes. Mais lorsque le contrôle des recettes douanières, la supervision des finances ou la présence militaire réduisent concrètement la marge de décision d'un gouvernement local, la relation dépasse la simple influence commerciale.

Les occupations d'Haïti et de la République dominicaine rendent cette réduction de souveraineté particulièrement visible. En Haïti, les Marines débarquent en 1915 et restent jusqu'en 1934.⁵ Le traité imposé après l'intervention donne aux États-Unis un contrôle étendu sur les finances et sur une gendarmerie placée sous direction américaine ; l'occupation intervient aussi dans l'organisation politique du pays. En République dominicaine, les forces américaines débarquent en 1916 et un gouvernement militaire est établi à la fin de l'année ; l'occupation dure jusqu'en 1924. Dans les deux cas, les institutions nationales ne disparaissent pas nécessairement entièrement, mais l'autonomie effective est suffisamment réduite pour que la catégorie d'occupation ou de contrôle impérial soit plus précise que celle d'une simple relation asymétrique.

Le Nicaragua offre encore une configuration différente, avec plusieurs épisodes d'intervention et une présence des Marines presque continue de 1912 à 1932, interrompue par un retrait en 1925 puis un retour dès 1926, avant le retrait

final au début de 1933. Cette présence mêle protection d'intérêts américains, stabilisation politique, supervision électorale et formation d'une garde nationale. Ces situations ne justifient pas l'idée d'un mécanisme unique appliqué mécaniquement à toute l'Amérique latine. Elles montrent plutôt un répertoire de puissance : intervention militaire, occupation, contrôle douanier, soutien à certains gouvernements, pression diplomatique, prêts, formation de forces locales et capacité de retrait conditionné.

Le canal de Panama donne à cette politique régionale une dimension stratégique supplémentaire. Il ne s'agit pas seulement d'une grande infrastructure commerciale. Relier Atlantique et Pacifique réduit radicalement les contraintes de déplacement de la marine américaine et permet de penser les deux façades océaniques comme un espace stratégique plus intégré. Le canal matérialise ainsi une transformation commencée au XIX^e siècle : la base continentale n'est plus seulement une profondeur territoriale ; elle devient le support d'une puissance maritime capable de circuler plus rapidement entre deux théâtres.

Au début du XX^e siècle, les États-Unis sont donc incontestablement une puissance impériale dans certaines relations et une puissance prédominante dans leur environnement régional. Mais ils ne sont pas encore l'organisateur du système mondial. Leur flotte et leur économie leur permettent d'intervenir dans les équilibres internationaux, de participer aux affaires d'Asie, de jouer un rôle dans les négociations entre grandes puissances et de défendre une politique de « porte ouverte » en Chine. Leur influence s'étend, mais elle reste encore fragmentée. Le monde n'est pas organisé autour d'institutions américaines comparables à celles qui apparaîtront après 1945.

II — 1914–1919 : de la puissance économique à la première tentative d'organiser la paix

La Première Guerre mondiale change la position internationale des États-Unis avant même leur entrée dans le conflit. Lorsque la guerre éclate en Europe en 1914, Washington proclame sa neutralité. Mais neutralité militaire ne signifie pas neutralité économique. Les économies européennes ont besoin de nourriture, de matières premières, de biens industriels, d'armes et de crédits. Les exportations américaines augmentent fortement et les relations financières se déplacent à mesure que la guerre désorganise les marchés européens.

Le basculement est spectaculaire. Avant 1914, les États-Unis restent un pays débiteur net : une partie importante du développement américain a été financée par des capitaux européens, notamment britanniques. Selon les estimations

historiques synthétisées par EH.net, les investissements américains à l'étranger s'élèvent à environ 5 milliards de dollars en 1914, contre 7,2 milliards d'investissements étrangers aux États-Unis.⁶ En 1919, la relation est renversée : environ 9,7 milliards de dollars d'investissements américains se trouvent à l'étranger contre 3,3 milliards d'investissements étrangers aux États-Unis. En quelques années, le pays passe ainsi d'une position nette de débiteur à celle de créancier.

Ce changement ne doit pas être interprété comme une simple substitution immédiate de New York à Londres. Le système financier international reste complexe, la livre sterling conserve une importance considérable et l'Europe ne cesse pas brusquement d'être un centre financier. Mais la guerre crée une ouverture historique pour les banques américaines, le dollar et la Réserve fédérale, créée seulement en 1913. Les banques américaines financent une part croissante du commerce mondial, tandis que l'or afflue vers les États-Unis en paiement des exportations. La puissance productive commence à produire un effet monétaire et financier international.

Cette transformation économique n'explique cependant pas à elle seule l'entrée en guerre de 1917. Réduire la décision de Woodrow Wilson à la défense des créances américaines transformerait une condition importante en cause unique. La reprise par l'Allemagne de la guerre sous-marine à outrance, les attaques contre la navigation, le télégramme Zimmermann et l'évolution générale du conflit jouent un rôle direct dans le basculement. La distinction est essentielle : la guerre européenne renforce la position économique américaine dès 1914 ; l'entrée militaire résulte d'un ensemble de facteurs politiques et stratégiques qui se cristallisent trois ans plus tard.

Lorsque les États-Unis entrent finalement en guerre, leur rôle militaire ne repose pas uniquement sur le nombre de soldats envoyés en Europe. Leur capacité de financement, de production et de logistique devient un élément de l'effort allié. La Réserve fédérale aide à financer la mobilisation, le gouvernement lance les Liberty Loans et les dépenses fédérales augmentent brutalement.⁷ La guerre oblige l'État américain à coordonner plus étroitement finance, industrie et mobilisation nationale. Comme durant la guerre civile, mais à une autre échelle, la puissance potentielle doit être convertie en organisation.

La victoire ouvre alors une possibilité nouvelle. Wilson ne veut pas seulement participer au règlement territorial de l'Europe ; il cherche à proposer des principes d'organisation de la paix. Les Quatorze Points, le droit des peuples, la diplomatie ouverte et surtout la Société des Nations constituent une tentative de transformer la puissance acquise pendant la guerre en architecture politique.

Pour la première fois, un président américain cherche à inscrire durablement les États-Unis dans une institution chargée d'organiser une partie centrale de la sécurité internationale.

Cette tentative échoue partiellement à l'intérieur même des États-Unis. Le Sénat refuse de ratifier le traité de Versailles dans les conditions nécessaires à l'adhésion américaine à la Société des Nations. L'épisode révèle une limite fondamentale que le reste du siècle confirmera régulièrement : disposer d'une puissance économique et militaire exceptionnelle ne suffit pas pour construire un ordre durable. Il faut aussi qu'existe, à l'intérieur du pays, une coalition politique prête à accepter les engagements, les coûts et les contraintes nécessaires à l'institutionnalisation de cette puissance.

1919 ne ramène donc pas les États-Unis au monde de 1914. Leur position financière a changé, leur capacité militaire a été démontrée et leurs dirigeants ont expérimenté une ambition d'organisation mondiale. Mais ils ne deviennent pas encore la puissance hégémonique qui structurera l'ordre d'après 1945. La séquence fonctionne plutôt comme une première tentative incomplète. Elle prouve qu'une grande puissance peut peser sur la guerre et sur la négociation de paix sans réussir à transformer cette influence en engagement institutionnel durable.

III — 1919–1941 : puissance matérielle, engagement sélectif et limites de l'« isolationnisme »

Le mot « isolationnisme » masque souvent plus qu'il n'explique. Dans les années 1920, les États-Unis ne se retirent ni du commerce mondial, ni de la finance, ni de toute diplomatie. Ils sont au contraire devenus un centre financier essentiel, participent aux questions de dettes et de réparations européennes, jouent un rôle dans les plans de stabilisation et prennent part aux négociations sur les armements navals. Ce qu'ils refusent surtout, ce sont certaines obligations politiques et militaires permanentes susceptibles de les engager automatiquement dans les conflits européens.

La différence entre puissance et leadership apparaît alors avec netteté. Les États-Unis disposent de capitaux, d'une industrie immense et d'un marché intérieur puissant. Le dollar gagne en importance dans les paiements internationaux ; au milieu des années 1920, il devient l'une des grandes monnaies de réserve. Pourtant, cette centralité financière n'est pas accompagnée d'une architecture politique américaine capable de stabiliser à elle seule les déséquilibres hérités de la guerre. Les dettes interalliées, les réparations allemandes, les flux de capitaux américains vers l'Europe et le fonctionnement

du système monétaire restent interdépendants. Une puissance privée et financière considérable se déploie sans équivalent exact en matière de gouvernance internationale.

La crise de 1929 révèle brutalement les limites de cette configuration. Le krach n'est pas à lui seul l'origine de toutes les difficultés internationales, mais il déclenche et amplifie une contraction économique qui devient mondiale. Les banques échouent, le commerce se réduit, le chômage explose et les gouvernements cherchent souvent à se protéger par des politiques nationales. Les États-Unis, eux-mêmes plongés dans une crise sociale et politique majeure, ne disposent pas d'une capacité intacte qu'ils pourraient simplement choisir d'utiliser ou non pour stabiliser l'ensemble du système. La Grande Dépression réduit leur propre marge de manœuvre en même temps qu'elle révèle la faiblesse des mécanismes de coordination internationale.

Cette séquence fournit une contre-épreuve décisive à toute histoire trop linéaire de la montée américaine. Le pays reste une des principales puissances économiques du monde, mais cela ne suffit pas à empêcher l'effondrement financier ni la fragmentation politique des années 1930. Une capacité productive élevée n'est pas équivalente à la production automatique de stabilité internationale. De même, un statut de créancier n'est pas en soi une institution capable d'organiser les règles du système.

Les années 1930 accentuent cette dissociation entre puissance matérielle et engagement stratégique. Les Neutrality Acts traduisent la volonté politique d'éviter un nouvel engrenage comparable à celui de 1917. Une large partie de l'opinion considère la Première Guerre mondiale comme une expérience dont il ne faut pas répéter les coûts. Le terme « isolationnisme » n'est pertinent qu'à condition de préciser ce qu'il désigne : réticence à l'engagement militaire et aux alliances permanentes, mais non disparition du commerce, de la diplomatie ou des intérêts américains dans le monde.

Dans l'hémisphère occidental, la Good Neighbor Policy de Franklin Roosevelt modifie parallèlement les modalités de la prédominance américaine. Le retrait des Marines d'Haïti en 1934, celui du Nicaragua en 1933 et la fin de l'occupation dominicaine une décennie plus tôt signalent un recul de certaines formes de contrôle direct. Ce changement n'efface ni les asymétries économiques ni la puissance américaine dans la région, mais il montre que l'empire et l'hégémonie ne sont pas des formes figées. Une puissance peut abandonner l'occupation militaire tout en conservant une influence majeure.

L'expansion japonaise en Asie, la guerre en Europe et la montée de l'Allemagne nazie rendent cependant de plus en plus difficile la séparation entre

sécurité américaine et équilibre mondial. Entre 1939 et 1941, les États-Unis se réarment, assouplissent progressivement leur neutralité, fournissent une aide croissante aux adversaires de l'Axe et adoptent le Lend-Lease. Dans l'Atlantique, la frontière entre neutralité et participation devient de plus en plus poreuse ; dans le Pacifique, les sanctions économiques contre le Japon et les rivalités sur l'expansion asiatique durcissent l'affrontement.

Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, est donc une rupture majeure, mais pas un événement surgissant dans un vide stratégique. Il transforme un réengagement progressif en guerre ouverte et permet une mobilisation dont l'échelle aurait été impossible sans les transformations accumulées depuis le XIX^e siècle. À partir de ce moment, la question change : il ne s'agit plus de savoir si les États-Unis doivent participer à l'équilibre mondial, mais s'ils peuvent convertir leur potentiel économique en puissance militaire capable d'opérer simultanément dans l'Atlantique, en Europe, dans le Pacifique et sur les réseaux logistiques qui relient ces théâtres.

IV — 1941–1945 : transformer la base continentale en puissance mondiale structurelle

La mobilisation de la Seconde Guerre mondiale constitue la rupture principale de la période parce qu'elle transforme une puissance économique exceptionnelle en appareil militaire mondial. Les capacités existaient avant Pearl Harbor : industrie automobile, sidérurgie, pétrole, chimie, électricité, réseaux ferroviaires, grands ports, système financier, universités, ingénieurs, entreprises capables d'opérer à grande échelle. La guerre ne crée pas ces ressources. Elle oblige à les réorganiser autour d'une priorité commune, sous l'impulsion d'un État fédéral disposant de moyens financiers et administratifs beaucoup plus importants qu'en 1917.

Le changement d'échelle est rapide et imparfait. Les premières années connaissent pénuries, programmes concurrents, erreurs de conversion et conflits de priorités. Les demandes en acier, aluminium, cuivre, caoutchouc, machines-outils ou main-d'œuvre se heurtent les unes aux autres. Les objectifs de production fixés au début de 1942 sont si élevés qu'ils doivent être révisés et arbitrés. La réussite américaine ne vient donc pas d'une machine industrielle naturellement harmonieuse ; elle vient aussi de la capacité à corriger progressivement les déséquilibres, à hiérarchiser les programmes, à construire de nouvelles usines et à convertir de larges portions de l'industrie civile.²⁰

La production de guerre absorbe une part croissante de l'économie. Les secteurs aéronautique, naval et des munitions deviennent des employeurs de

masse. Les chantiers navals fonctionnent en continu ; l'industrie automobile produit moteurs, véhicules, blindés et matériel aéronautique ; l'industrie chimique développe caoutchouc synthétique, carburants et explosifs ; l'électronique et le radar progressent rapidement. La mobilisation stimule également la recherche scientifique, jusqu'au projet Manhattan, dont l'arme nucléaire révèle de manière extrême la capacité de concentrer financement public, industrie, universités, laboratoires et expertise scientifique autour d'un objectif stratégique.

Les chiffres macroéconomiques donnent la mesure de la conversion. Les estimations contemporaines du Department of Commerce indiquent qu'au premier semestre 1945 le produit national brut réel se situe environ deux tiers au-dessus de son niveau de 1940.⁸ Cette expansion est obtenue alors même que des millions d'hommes sont mobilisés dans les forces armées. La main-d'œuvre civile est recomposée, davantage de femmes entrent dans l'industrie, les migrations internes s'accroissent et des millions de travailleurs se déplacent vers les centres de production de guerre.

La marine illustre de manière particulièrement visible ce changement d'échelle. L'active ship force américaine passe de 790 bâtiments le 7 décembre 1941 à 6 768 le 14 août 1945.⁹ Ce total ne correspond pas à 6 768 grands bâtiments de combat : il comprend notamment 833 bâtiments de surface combattants, mais aussi 2 547 unités amphibies, 1 267 auxiliaires, 1 204 unités de patrouille, 586 bâtiments de guerre des mines, ainsi que les sous-marins et d'autres catégories. Le nombre brut ne dit donc pas à lui seul la puissance combattante ; il montre surtout l'ampleur industrielle et logistique de la transformation. Porte-avions, destroyers, sous-marins, navires de transport, bâtiments de débarquement, pétroliers et auxiliaires permettent de soutenir des opérations à des milliers de kilomètres du territoire continental.

Cette capacité logistique est aussi importante que les armes elles-mêmes. Une puissance mondiale n'est pas seulement un État capable de produire beaucoup ; c'est un État capable de déplacer hommes, carburant, munitions, nourriture, pièces détachées, avions, chars et navires à travers des océans, puis de maintenir ces flux pendant des années. Les États-Unis deviennent simultanément un arsenal pour leurs propres forces et un fournisseur majeur des Alliés. Le Lend-Lease illustre cette articulation entre production intérieure et coalition : la puissance américaine se diffuse dans l'effort de guerre britannique, soviétique et allié sans que cela réduise ces partenaires au rôle d'auxiliaires passifs.

Il faut précisément éviter une histoire où la victoire serait simplement américaine. L'Union soviétique supporte l'essentiel de la guerre terrestre contre

l'Allemagne et subit des pertes humaines et matérielles immenses. Le Royaume-Uni combat depuis 1939 et mobilise son empire et son économie bien avant l'entrée américaine. La Chine résiste au Japon depuis des années. Les États-Unis apportent des ressources décisives, mais ils agissent au sein d'une coalition dont les contributions sont profondément différentes.

La position exceptionnelle de 1945 est donc double. Elle vient de la croissance et de la mobilisation américaines, mais aussi de ce qui arrive aux autres centres de puissance. L'Europe est ravagée. L'Allemagne est détruite et occupée. Le Japon est dévasté. L'Union soviétique sort victorieuse mais a subi une destruction humaine, industrielle et territoriale gigantesque. Le Royaume-Uni reste une grande puissance mais a été financièrement épuisé par l'effort de guerre. Le territoire continental des États-Unis, lui, n'a pas connu de destruction comparable. La supériorité de 1945 est ainsi absolue dans plusieurs domaines et relative dans son origine : l'Amérique produit davantage au moment où une grande partie de ses concurrents ont été détruits ou épuisés.

Cette combinaison explique pourquoi 1945 est une rupture plus profonde que 1919. Après la Première Guerre mondiale, les États-Unis étaient devenus créanciers et avaient démontré leur capacité d'intervention, mais leur engagement politique restait contesté et leur rôle militaire mondial pouvait encore être réduit. En 1945, ils disposent d'une flotte mondiale, d'une aviation gigantesque, d'un appareil industriel mobilisé, d'une puissance scientifique accrue, du monopole initial de l'arme nucléaire, d'un système financier central et d'une présence militaire sur plusieurs continents. Ils ont également appris à coordonner une économie de guerre, à gérer des alliances complexes et à produire des biens publics indispensables à la coalition.

La différence avec 1919 apparaît aussi dans la préparation de la paix. Avant même la fin du conflit, les responsables américains participent à la conception d'institutions destinées à éviter le retour aux désordres de l'entre-deux-guerres. Bretton Woods est négocié en 1944 ; les discussions sur les Nations unies avancent avant la capitulation allemande et japonaise. Mais cette préparation ne doit pas être développée ici comme si elle constituait déjà l'ordre d'après-guerre. En 1945, les États-Unis possèdent les ressources nécessaires pour organiser une part du système mondial ; la manière dont cette puissance sera transformée en dollar central, institutions financières, reconstruction, alliances, bases et architecture de sécurité appartient au chapitre suivant.

La trajectoire de 1898 à 1945 ne mène donc pas d'un empire achevé à une hégémonie prédestinée. Elle montre plusieurs métamorphoses de la puissance. En 1898, les États-Unis franchissent un seuil colonial ultramarin et expérimentent ensuite différentes techniques de domination régionale. En 1917,

ils démontrent qu'ils peuvent modifier l'équilibre d'une guerre européenne et, en 1919, tentent pour la première fois de transformer cette puissance en ordre institutionnel — tentative dont l'échec partiel révèle leurs limites internes. Dans les années 1920 et 1930, leur centralité financière et productive coexiste avec un engagement politique sélectif, puis avec une crise profonde. Enfin, entre 1941 et 1945, ils convertissent leur base continentale en capacité militaire, scientifique, financière et logistique mondiale.

En 1945, la question n'est donc plus de savoir si les États-Unis sont devenus une grande puissance parmi d'autres. Ils disposent désormais d'une combinaison de ressources que peu d'États peuvent approcher simultanément, et aucun de leurs alliés occidentaux ne sort de la guerre dans une position comparable. Mais la puissance, même exceptionnelle, n'est pas encore un ordre. Elle peut être gaspillée, contestée, refusée ou exercée de manière temporaire. Le problème historique qui s'ouvre alors est plus précis : comment transformer une supériorité née de la longue construction continentale, de l'industrialisation, de deux guerres mondiales et de l'affaiblissement des concurrents en un système suffisamment utile, institutionnalisé et durable pour que d'autres États aient intérêt à agir à l'intérieur de structures largement façonnées par Washington ?

C'est cette conversion — de la puissance en infrastructure de l'ordre — qui commence entre 1944 et 1949.

CHAPITRE 4

1945–1949 — QUAND LA PUISSANCE DEVIENT UN ORDRE

En 1945, les États-Unis se trouvent dans une situation de prépondérance matérielle exceptionnellement favorable. Leur territoire continental est intact. Leur appareil industriel a été agrandi par l'effort de guerre au lieu d'être détruit. Leur système financier est devenu central. Leur marine et leur aviation disposent d'une portée mondiale. Ils sont alors le seul État à posséder l'arme nucléaire, jusqu'à l'essai soviétique d'août 1949. Face à eux, l'Europe est épuisée, l'Allemagne vaincue et occupée, le Japon détruit et occupé, l'Union soviétique victorieuse mais ravagée par la guerre, et les anciens empires coloniaux européens sont affaiblis jusque dans leurs fondations.

Une telle supériorité pourrait sembler se suffire à elle-même. Pourtant, c'est précisément à ce moment que la politique américaine cesse d'être seulement une politique de puissance au sens classique. Posséder davantage d'usines, de navires, de capitaux et d'armes n'assure pas que cette supériorité durera. Une victoire militaire ne règle ni la stabilité monétaire, ni la reconstruction de partenaires ruinés, ni l'accès aux marchés, ni la sécurité de l'Europe, ni la question allemande, ni l'avenir du Japon, ni la rivalité naissante avec l'Union soviétique. Les dirigeants américains sortent en outre de la guerre avec le souvenir encore proche de l'après-1918 : le retour aux rivalités économiques, aux dettes, aux dévaluations, au protectionnisme, à la fragmentation politique et finalement à une nouvelle guerre. L'enjeu de l'après-1945 n'est donc pas seulement de préserver un avantage américain. Il est de créer un environnement dans lequel cet avantage puisse fonctionner, se reproduire et être accepté assez largement pour ne pas devoir être imposé partout par la contrainte directe.

C'est là que se produit une transformation décisive. Entre 1944 et 1949, une partie de la puissance américaine est convertie en architecture. Le dollar devient le pivot d'un système monétaire. Le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement donnent une forme institutionnelle à la coopération financière. Le GATT fixe des règles communes au commerce. Le Plan Marshall articule reconstruction européenne, stabilisation politique et intérêts économiques américains. L'Organisation des Nations unies fournit un cadre de légitimité universelle qui n'est pas sous contrôle américain, mais dans lequel Washington occupe une position centrale. Les occupations de l'Allemagne et du Japon combinent contrainte directe, réforme politique et reconstruction. Enfin, l'OTAN institutionnalise en 1949 une alliance de sécurité transatlantique appelée à survivre bien au-delà de la situation qui lui a donné naissance.

L'erreur serait de raconter cet ensemble comme s'il avait été conçu d'un seul bloc par Washington puis imposé à un monde passif. Rien n'est aussi simple. Les Britanniques négocient durement à Bretton Woods ; les Européens poursuivent leurs propres objectifs de reconstruction et de sécurité ; l'ONU résulte d'une négociation entre grandes et moyennes puissances ; les demandes européennes de garantie américaine jouent un rôle réel dans la création de l'Alliance atlantique ; les politiques d'occupation elles-mêmes évoluent sous l'effet des transformations de la guerre froide. Mais l'erreur inverse serait de décrire l'ordre d'après-guerre comme une coopération neutre entre acteurs égaux. Les États-Unis négocient depuis une position matérielle hors norme. Ils disposent du marché, du capital, de la monnaie, des capacités militaires et de la profondeur stratégique qui manquent à la plupart de leurs partenaires. Cette

asymétrie ne supprime pas l'agence des autres États ; elle structure le terrain sur lequel ils négocient.

C'est cette combinaison qui rend l'ordre américain plus difficile à penser qu'un empire colonial classique et plus politique qu'un simple système de coopération. Il ne repose ni sur la seule conquête, ni sur le seul consentement. Il associe la contrainte, l'intérêt, la dépendance, la reconstruction, la négociation, la sécurité, le commerce et la légitimité. La puissance américaine s'y multiplie lorsqu'elle cesse d'être seulement une propriété de l'État américain et devient une partie des infrastructures dans lesquelles d'autres sociétés cherchent elles-mêmes à se reconstruire, commercer, se financer et se protéger.

I — Transformer la victoire en architecture économique et monétaire

Cette transformation commence avant même la capitulation allemande et japonaise. En juillet 1944, alors que la guerre se poursuit, des délégations de quarante-quatre pays se réunissent à Bretton Woods, dans le New Hampshire, pour préparer l'ordre économique de l'après-guerre.²⁴ L'idée que les Alliés puissent consacrer du temps, des compétences et du capital politique à la conception d'institutions financières alors que le conflit n'est pas terminé montre à quel point le souvenir des années 1930 pèse sur leurs choix. Le problème n'est pas simplement de reconstruire ce qui a été détruit. Il est d'éviter que l'économie mondiale retourne à une combinaison de dévaluations compétitives, de barrières commerciales, de pénuries de devises, de déséquilibres incontrôlés et de politiques nationales incapables de coopérer.

Les projets les plus influents sont associés au Britannique John Maynard Keynes et à l'Américain Harry Dexter White. Leur confrontation est souvent réduite à un duel intellectuel, mais elle révèle surtout la structure réelle de la négociation. Le Royaume-Uni possède encore une immense expérience financière et impériale, des réseaux mondiaux et une monnaie historiquement centrale, mais il sort de la guerre très affaibli et fortement dépendant du financement américain. Les États-Unis, au contraire, disposent d'une puissance de crédit et d'une capacité productive qui leur donnent un poids sans précédent dans la définition des règles. Les propositions britanniques et américaines partagent toutefois un objectif majeur : empêcher un retour à l'autarcie et au désordre monétaire de l'entre-deux-guerres. Bretton Woods n'est donc ni une simple invention américaine, ni une négociation entre partenaires matériellement égaux. Il est un compromis international profondément façonné par l'asymétrie de puissance de 1944.

Le système qui en sort installe le dollar au cœur d'un ensemble de taux de change fixes mais ajustables. La monnaie américaine est elle-même convertible en or pour les autorités monétaires étrangères, tandis que les autres devises sont rattachées au dollar selon des parités déclarées. Ce dispositif ne signifie pas que toutes les monnaies disparaissent ou que les banques centrales perdent toute autonomie. Au contraire, l'un des compromis essentiels du système d'après-guerre consiste à chercher une ouverture internationale compatible avec une certaine latitude pour les politiques économiques nationales. Le nouvel ordre n'est pas le laissez-faire intégral. Il cherche à éviter que l'ouverture commerciale et monétaire ne rende impossible la stabilité sociale et politique intérieure.

Le Fonds monétaire international est chargé d'encadrer cette coopération monétaire et de fournir des ressources temporaires aux pays confrontés à des difficultés de balance des paiements. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement doit faciliter la reconstruction puis le développement. Ces institutions sont multilatérales : elles ont leurs propres organes, leurs membres et leurs procédures. Elles ne sont pas des ministères américains délocalisés. Mais leur fonctionnement repose largement sur des ressources auxquelles les États-Unis contribuent de manière décisive, et leur siège à Washington symbolise une réalité plus profonde : l'économie américaine devient le centre autour duquel une partie du système est organisée.

Le rôle du dollar est particulièrement révélateur. Une monnaie internationale ne domine pas seulement parce qu'un gouvernement l'ordonne. Elle est utilisée parce que d'autres acteurs ont intérêt à l'utiliser : pour régler des échanges, conserver des réserves, obtenir des financements ou accéder à un marché vaste et liquide. C'est précisément ce qui fait de la centralité monétaire une forme de puissance moins visible que la conquête mais potentiellement plus durable. Plus les partenaires utilisent le dollar parce qu'il facilite leurs propres transactions, plus son rôle se renforce ; plus il se renforce, plus les États-Unis bénéficient d'une position centrale dans les circuits financiers internationaux. L'avantage n'est donc pas séparé de l'utilité que le système procure aux autres. Il naît en partie de cette utilité.

Cette logique se retrouve dans l'organisation du commerce. Le projet initial est plus ambitieux que ce qui sera finalement réalisé. Une Organisation internationale du commerce devait compléter le FMI et la Banque mondiale, mais elle ne verra pas le jour. Le GATT, signé en octobre 1947 par vingt-trois pays, devient alors l'instrument central d'une libéralisation commerciale progressive.²² Il combine concessions tarifaires et règles destinées à empêcher que ces concessions soient annulées par d'autres restrictions. Là encore, le résultat est moins doctrinal qu'il n'y paraît. Les États-Unis souhaitent l'ouverture des

marchés, mais l'après-guerre n'est pas organisé comme un simple retour à un libre-échange absolu. Les besoins de reconstruction, les contrôles de capitaux, les politiques industrielles et les compromis sociaux nationaux demeurent importants. Le système cherche moins à abolir les États qu'à les insérer dans une économie plus ouverte sans reproduire les désordres des années 1930.

Pour de nombreux responsables américains, cette ouverture sert plusieurs intérêts à la fois. La prospérité et la projection économiques des États-Unis peuvent être mieux soutenues par des partenaires solvables, des débouchés et un environnement financier stable. Mais cette même ouverture peut bénéficier aux partenaires qui cherchent à exporter, importer des équipements, attirer des capitaux ou restaurer leur monnaie. Ce point est essentiel pour comprendre la nature de l'ordre qui se met en place : la prépondérance américaine n'exige pas nécessairement l'appauvrissement des autres. Elle peut au contraire être renforcée par la reconstruction et la prospérité de sociétés intégrées à un système dont les États-Unis occupent le centre.

La différence avec un empire extractif classique est considérable. Un centre impérial peut chercher à maintenir des périphéries dépendantes, à monopoliser certaines ressources ou à empêcher l'émergence de concurrents. Après 1945, les États-Unis vont au contraire contribuer au redressement de puissances industrielles susceptibles de devenir plus tard des concurrents commerciaux redoutables, notamment l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. Cette politique ne relève pas d'un altruisme désintéressé. Elle répond à une conception plus complexe de la puissance : un partenaire riche, stable et allié peut être plus utile qu'un territoire affaibli, même s'il devient économiquement plus autonome.

II — Reconstruire des partenaires plutôt que fabriquer seulement des dépendances

L'Europe de l'immédiat après-guerre offre le test le plus clair de cette logique. Les infrastructures sont endommagées, les pénuries sévères, les circuits commerciaux désorganisés et les tensions politiques fortes. La reconstruction commence avant le Plan Marshall, et elle ne dépend pas uniquement de l'aide américaine. Les sociétés européennes disposent encore de compétences, d'institutions et de capacités industrielles importantes. Mais l'hiver 1946-1947, la faiblesse des réserves en devises et la crainte d'une déstabilisation politique font apparaître aux dirigeants américains le risque d'un continent durablement fragilisé.

Lorsque George Marshall propose en juin 1947 une aide massive à la reconstruction européenne, la logique du programme est immédiatement

multiple. Il s'agit de restaurer les capacités productives, d'éviter l'effondrement économique de partenaires essentiels, de contenir l'influence des partis communistes et de créer les conditions d'une coopération européenne plus étroite. Le Congrès adopte l'Economic Cooperation Act au printemps 1948. Sur quatre ans, les crédits américains destinés à la reconstruction européenne atteignent plus de treize milliards de dollars de l'époque.²³ Ces ressources financent des biens, des matières premières, des équipements et contribuent à desserrer les contraintes qui pèsent sur les économies européennes.

Présenter le Plan Marshall comme un cadeau humanitaire pur masquerait ses objectifs géopolitiques et économiques. Le programme ouvre ou consolide des marchés pour les produits américains, stabilise des gouvernements alliés et inscrit davantage l'Europe occidentale dans une économie compatible avec la centralité américaine. Mais le réduire à un achat d'obéissance serait tout aussi trompeur. Les pays européens utilisent l'aide selon leurs propres priorités, négocient entre eux, reconstruisent leurs économies nationales et poursuivent des projets qui ne sont pas de simples copies du modèle américain. L'aide contribue à renforcer des États qui retrouveront progressivement des marges d'autonomie et qui, quelques décennies plus tard, pourront contester les États-Unis sur le terrain commercial, monétaire ou diplomatique.

Cette apparente contradiction est en réalité au cœur du système. La politique américaine d'après-guerre ne se réduit ni à l'autonomie des alliés ni à leur subordination ; elle tend vers un équilibre dans lequel l'autonomie retrouvée des partenaires reste compatible avec une architecture stratégique structurée autour de la prépondérance des États-Unis. Cette logique est particulièrement visible en Europe occidentale. Les gouvernements français, britannique, italien, belge, néerlandais ou scandinaves ne sont pas des exécutants. Ils ont leurs propres intérêts, leurs partis, leurs opinions publiques et leurs conceptions de l'Europe. Certains souhaitent conserver des empires coloniaux, d'autres accélérer l'intégration européenne, d'autres encore protéger des secteurs industriels ou préserver une marge diplomatique. Ils peuvent néanmoins juger qu'une relation asymétrique avec les États-Unis leur apporte des ressources et une sécurité qu'ils ne pourraient obtenir seuls dans l'immédiat après-guerre.

Une asymétrie acceptée n'est pas pour autant une relation égalitaire. Le rapport de forces reste manifeste. Le Royaume-Uni, encore puissance impériale mondiale, dépend du crédit américain. Les économies européennes manquent de dollars. Les États-Unis disposent d'un marché et de ressources financières que leurs partenaires recherchent. Sur le plan militaire, aucun État d'Europe occidentale n'est alors en mesure de fournir seul une garantie crédible contre

l'Union soviétique. Mais l'existence de ces dépendances ne transforme pas automatiquement les partenaires en vassaux. Ils négocient, résistent, réinterprètent et utilisent l'ordre américain pour reconstruire leur propre puissance.

Le Japon montre encore mieux pourquoi il faut distinguer des formes différentes de domination. À la différence des États d'Europe occidentale alliés aux États-Unis, le Japon est un pays vaincu et occupé. À partir de septembre 1945, le Supreme Commander for the Allied Powers, dirigé par Douglas MacArthur, dispose d'une autorité déterminante.³⁵ La démilitarisation, la réforme politique, la transformation du rôle de l'empereur, la nouvelle constitution, les réformes agraires et les politiques économiques sont mises en œuvre sous une souveraineté japonaise fortement réduite. Ici, parler simplement de consentement serait inexact : l'occupation constitue une contrainte directe.

Pourtant, même dans ce cas, la relation évolue rapidement. Entre 1947 et 1948, les priorités américaines changent. Le risque n'est plus seulement le retour du militarisme japonais ; il devient aussi la faiblesse économique du Japon et l'expansion du communisme en Asie. Washington cherche davantage la stabilisation et le redressement économique. Le Japon commence ainsi à être envisagé non plus seulement comme un ancien ennemi à réformer, mais comme un futur pilier de l'ordre régional américain. Cette transformation n'est pas achevée en 1949 ; elle se prolongera avec la guerre de Corée et le traité de paix de 1951. Mais elle est déjà suffisamment visible pour montrer que l'ordre américain peut convertir une occupation coercitive en partenariat stratégique, sans que les deux situations puissent être confondues.

L'Allemagne suit une trajectoire différente mais comparable par certains aspects. Après la capitulation de mai 1945, son territoire est divisé entre zones d'occupation américaine, britannique, française et soviétique. La souveraineté allemande est suspendue. Mais à mesure que la coopération entre les anciens alliés se dégrade, les zones occidentales sont progressivement rapprochées. Les zones américaine et britannique fusionnent économiquement en 1947 ; la zone française rejoint ensuite ce processus. La création de la République fédérale d'Allemagne en 1949 marque le passage vers un nouvel État ouest-allemand, encore soumis à des contraintes d'occupation mais désormais appelé à devenir un partenaire de l'ordre occidental.³⁶

Dans ces deux cas, la reconstruction produit un effet paradoxal. Elle réduit progressivement la dépendance brute qui caractérise la sortie de guerre, tout en renforçant l'intégration des sociétés reconstruites dans un système de sécurité et d'échanges dominé par les États-Unis. La puissance américaine ne se maintient donc pas en empêchant toute restauration de l'autonomie allemande ou

japonaise. Elle se reconfigure en contribuant à faire de ces puissances restaurées des éléments d'un ensemble plus vaste.

Ce choix devient encore plus intelligible lorsque la rivalité avec l'Union soviétique se durcit. Une Europe occidentale prospère mais militairement vulnérable demeure fragile. Une Allemagne reconstruite mais politiquement isolée pourrait redevenir un problème. Un Japon stabilisé mais abandonné à lui-même pourrait chercher d'autres arrangements. La reconstruction économique appelle donc une architecture sécuritaire. C'est dans cette articulation entre prospérité et protection que l'ordre américain prend une forme plus durable.

III — Sécuriser l'ordre : institutions, alliances, occupations et asymétries

La première grande institution politique de l'après-guerre n'est pourtant pas une alliance occidentale. L'Organisation des Nations unies, officiellement entrée en existence le 24 octobre 1945 après la conférence de San Francisco, est conçue comme une organisation universelle. Cinquante pays participent à la conférence qui rédige et signe la Charte.⁴ Son existence montre déjà les limites d'une lecture selon laquelle Washington aurait simplement remplacé les anciens empires européens par un système institutionnel à son service. L'ONU possède sa propre légitimité, ses membres et des mécanismes que les États-Unis ne contrôlent pas seuls.

Mais l'égalité juridique de l'Assemblée générale coexiste avec une hiérarchie assumée au Conseil de sécurité. Les cinq membres permanents — États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, France et Chine — disposent d'un pouvoir de veto. L'organisation institutionnalise ainsi une tension fondamentale du nouvel ordre : la volonté d'établir des règles universelles repose sur la reconnaissance explicite d'une inégalité entre grandes puissances et autres États. Les États-Unis sont l'un de ces centres de pouvoir, mais pas le seul. L'ONU n'est donc ni un instrument américain, ni une institution extérieure aux rapports de force.

Ce cadre universel ne suffit cependant pas à organiser la sécurité d'après-guerre. Entre 1945 et 1947, les relations entre Washington et Moscou se détériorent rapidement. Les désaccords sur l'Europe centrale et orientale, l'Allemagne, la Grèce, la Turquie et l'avenir politique du continent transforment la coalition victorieuse en rivalité structurelle. La doctrine Truman de 1947 annonce que les États-Unis sont désormais prêts à soutenir des gouvernements menacés par des pressions communistes. Le containment

devient progressivement le principe organisateur de la politique américaine envers l'Union soviétique.

La crise de Berlin en 1948-1949 rend cette rivalité concrète. Lorsque l'Union soviétique bloque les accès terrestres aux secteurs occidentaux de Berlin, les États-Unis et leurs partenaires organisent un pont aérien massif. L'épisode est essentiel non seulement comme affrontement de guerre froide, mais parce qu'il révèle ce qu'une garantie américaine signifie désormais pour l'Europe occidentale. Les États-Unis ne sont plus une puissance susceptible de se retirer de nouveau derrière l'Atlantique après une guerre européenne. Ils démontrent une capacité et une volonté de soutenir durablement une position stratégique au cœur de l'Europe.

Cette évolution ne résulte pas d'une décision américaine prise dans le vide. Les gouvernements d'Europe occidentale recherchent eux-mêmes une garantie contre la puissance soviétique. En mars 1948, le traité de Bruxelles unit plusieurs États d'Europe occidentale dans une coopération de défense. Les discussions qui conduisent ensuite au traité de Washington impliquent une négociation entre Européens, Canadiens et Américains. Lorsque douze pays signent le Traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 1949, ils ne créent pas seulement une organisation militaire sous direction américaine.²⁷ Ils institutionnalisent un échange politique : les États-Unis fournissent une garantie de sécurité et acceptent une présence durable en Europe ; les Européens s'inscrivent dans une architecture stratégique transatlantique qui renforce en retour la portée mondiale de la puissance américaine.

La relation est profondément asymétrique. La puissance militaire, industrielle et financière des États-Unis donne à Washington une capacité d'influence qu'aucun allié européen ne possède individuellement. La présence militaire américaine sur le continent, les futurs dispositifs de commandement, les bases et l'interopérabilité prolongeront cette asymétrie. Mais l'Alliance atlantique ne peut pas être comprise correctement si l'on efface la demande européenne de protection. La crainte de l'Union soviétique est réelle. Les gouvernements occidentaux ont leurs propres raisons d'attacher les États-Unis à la sécurité européenne. L'OTAN est donc simultanément un multiplicateur de puissance américaine et une institution recherchée par plusieurs de ses membres pour leurs propres intérêts.

Cette distinction est cruciale pour le concept d'« empire américain ». Toutes les relations de Washington ne se situent pas au même degré de contrôle. Dans le Japon occupé de 1945, la souveraineté effective est fortement réduite par une autorité extérieure. Dans l'Allemagne occupée, la situation est également celle d'une contrainte directe imposée après une défaite militaire. Dans

l'OTAN, les États membres conservent des gouvernements souverains, négocient et acceptent volontairement le traité, même si les capacités sont très inégales. Ailleurs, les territoires américains, les bases militaires et certains accords bilatéraux créent encore d'autres formes de dépendance.

Réduire toutes ces situations à un seul mot ferait perdre précisément ce qu'il faut comprendre. L'ordre américain est puissant parce qu'il combine des régimes différents : occupation là où la guerre a détruit la souveraineté ; alliance là où des intérêts de sécurité convergent ; institution multilatérale là où des règles communes rendent la coopération possible ; centralité monétaire là où l'usage volontaire d'une infrastructure produit en retour un avantage pour son centre ; aide économique là où la reconstruction des partenaires renforce l'ensemble. L'unification ne vient pas d'une technique unique de domination. Elle vient du fait que ces mécanismes différents finissent par se renforcer mutuellement.

IV — Faire de la centralité américaine une infrastructure durable

À la fin de 1949, aucune institution unique ne résume donc l'ordre américain. Le FMI n'est pas l'OTAN ; l'ONU n'est pas le Plan Marshall ; le GATT n'est pas l'occupation du Japon ; le dollar n'est pas une base militaire. Pourtant, ces dispositifs commencent à former un système parce qu'ils orientent plusieurs dimensions de l'action internationale vers un même centre de gravité. Les États-Unis fournissent certaines ressources et concentrent des capacités que leurs partenaires jugent difficiles à remplacer : accès à un vaste marché, crédit, monnaie internationale, aide à la reconstruction, technologies, protection militaire et présence géopolitique. En retour, les partenaires apportent des territoires, des marchés, des capacités industrielles, de la légitimité, du renseignement, des relais diplomatiques et, progressivement, leur propre puissance reconstruite.

La relation n'est donc pas à sens unique. C'est précisément pourquoi elle peut durer. Un ordre fondé exclusivement sur la contrainte doit continuellement payer le coût de cette contrainte. Un ordre qui donne à une partie de ses membres des raisons de vouloir sa continuation transforme une fraction du coût de sa reproduction en intérêt partagé. Cela ne signifie pas que les intérêts deviennent identiques. Les conflits commerciaux, les divergences diplomatiques et les luttes pour l'autonomie ne disparaîtront jamais. Mais le système peut survivre à ces tensions tant que quitter l'ordre paraît plus coûteux ou moins avantageux que le contester de l'intérieur.

Le dollar illustre parfaitement ce mécanisme. Les États-Unis bénéficient de sa centralité, mais cette centralité ne peut être maintenue uniquement par décret. Elle dépend du fait que banques, entreprises et gouvernements trouvent utile de l'utiliser. Les alliances suivent une logique comparable : Washington obtient des points d'appui, une profondeur stratégique et des partenaires militaires, mais les alliés obtiennent une garantie qu'ils jugent crédible. La reconstruction européenne donne aux États-Unis des marchés et de la stabilité politique, mais elle donne aussi aux Européens les moyens de restaurer leur propre prospérité. Même les institutions qui limitent parfois la liberté d'action américaine peuvent contribuer à légitimer un ordre dans lequel les États-Unis restent particulièrement puissants.

Cette architecture ne doit pas être idéalisée. Elle reste traversée par des hiérarchies. Les États-Unis disposent d'une capacité de financement, de sortie, de sanction et d'intervention que leurs partenaires n'ont pas. Ils peuvent peser sur les règles parce que le système dépend largement de ressources et de capacités dont ils concentrent une part décisive. Dans les territoires occupés, la contrainte est explicite. Dans d'autres régions du monde, les années suivantes montreront que Washington peut soutenir des régimes autoritaires, intervenir clandestinement ou employer la force lorsque ses dirigeants estiment l'ordre menacé. La légitimité du système ne supprime pas la violence de la puissance.

Mais l'existence de ces hiérarchies ne permet pas davantage de réduire l'ensemble à une pure domination impériale. Un ordre qui ne ferait qu'extraire des ressources de périphéries maintenues dans la faiblesse expliquerait mal le redressement spectaculaire de l'Europe occidentale et du Japon. Il expliquerait mal aussi pourquoi plusieurs alliés rechercheront activement le maintien de la présence américaine même lorsqu'ils retrouveront une richesse et une autonomie importantes. Le paradoxe est réel : la puissance américaine aide à reconstruire des acteurs qui réduiront ensuite son avance relative, tout en contribuant à fabriquer un système qui prolonge son influence.

C'est dans ce paradoxe que réside l'une des innovations majeures de l'après-1945. Les États-Unis n'ont pas simplement créé un empire au sens où Rome ou les puissances coloniales européennes contrôlaient des territoires conquis. Ils n'ont pas davantage créé un ordre international désintéressé au-dessus des rapports de force. Ils ont contribué à édifier une architecture dans laquelle leurs intérêts et une partie des intérêts de leurs partenaires ont pu être rendus compatibles assez longtemps pour transformer une supériorité exceptionnelle en hégémonie institutionnalisée.

Cette transformation comporte également une dimension symbolique, même si elle ne doit pas être exagérée. L'image d'une société moderne,

productive, riche, technologiquement avancée et associée au langage de la démocratie libérale peut renforcer l'attractivité américaine auprès d'une partie des sociétés alliées, selon des mécanismes qui doivent être distingués de la diplomatie publique organisée et de la propagande d'État. Le cinéma, les biens de consommation, les universités, l'information et les échanges culturels participent déjà à cette présence. Mais il faut distinguer soigneusement cette diffusion de la diplomatie publique organisée et de la propagande d'État, qui prendront une importance plus systématique avec la guerre froide. L'influence culturelle fonctionne ici surtout comme une couche supplémentaire de légitimité et d'attraction, non comme une explication totale de l'ordre.

À partir de 1949, le système est encore loin d'être achevé. La guerre de Corée transformera la militarisation de la guerre froide. L'Allemagne de l'Ouest sera progressivement réintégrée dans les structures occidentales. Le Japon deviendra un allié formel. Les bases américaines s'étendront. La puissance culturelle et informationnelle sera organisée plus systématiquement. Le système monétaire de Bretton Woods connaîtra ses propres contradictions jusqu'à l'effondrement de la convertibilité-or du dollar en 1971. L'Europe et le Japon deviendront des concurrents économiques beaucoup plus puissants. Rien de ce qui est créé entre 1944 et 1949 n'est donc immobile.

Pourtant, la structure fondamentale est déjà visible. Le moment décisif de 1945 n'est pas seulement celui où les États-Unis sont plus puissants que jamais. C'est celui où ils commencent à transformer une partie de cette puissance en règles, en institutions, en réseaux, en garanties et en habitudes qui peuvent continuer à fonctionner lorsque l'écart matériel initial se réduit. La puissance américaine ne repose plus seulement sur ce que les États-Unis possèdent directement. Elle repose aussi sur le fait que d'autres acteurs organisent une partie de leurs propres stratégies autour d'infrastructures dont les États-Unis occupent le centre.

Cela ne tranche pas encore la question de savoir si cet ordre doit être qualifié d'empire. Il rend en revanche impossible une réponse trop simple. Certaines de ses relations sont impériales au sens fort : occupation, souveraineté réduite, contrôle direct. D'autres relèvent davantage de l'hégémonie : une puissance prépondérante définit une part importante des règles, mais ses partenaires disposent d'intérêts propres et trouvent des bénéfices à l'ordre existant. D'autres encore sont de véritables institutions multilatérales qui peuvent limiter les États-Unis autant qu'elles prolongent leur influence. L'« ordre américain » est précisément la combinaison de ces formes.

C'est cette combinaison qu'il faudra garder en mémoire pour comprendre la suite. Pendant la guerre froide, les États-Unis subiront des défaites, perdront

une part de leur avance industrielle, abandonneront la convertibilité-or du dollar, seront contestés par leurs alliés et traverseront de profondes crises internes. Si leur puissance ne reposait que sur la photographie de 1945, ces évolutions auraient dû entraîner rapidement son effondrement. Elles ne le feront pas. Une partie de l'explication tient à ce qui vient d'être construit : une puissance peut perdre de sa supériorité relative tout en continuant de bénéficier d'un ordre qu'elle a contribué à rendre plus vaste qu'elle-même.

PARTIE II

**L'HÉGÉMONIE, SES CRISES ET
SON APOGÉE**

CHAPITRE 5

GUERRE FROIDE — CRISES, CONTRADICTIONS ET CAPACITÉ D'ADAPTATION

Au sortir des années 1940, les États-Unis ont réussi ce que le chapitre précédent avait décrit : transformer une supériorité exceptionnelle en architecture monétaire, institutionnelle, commerciale et militaire durable. Mais cette réussite ne produit pas l'omnipotence. L'ordre qui se consolide autour de Washington est immédiatement limité par un système bipolaire. L'Union soviétique dispose d'une puissance militaire, idéologique et bientôt nucléaire capable d'interdire toute domination américaine sans partage. La victoire communiste en Chine en 1949, puis la guerre de Corée, rappellent que l'Asie ne se laisse pas organiser depuis Washington comme l'Europe occidentale reconstruite. La décolonisation multiplie en outre les États dont les trajectoires, les nationalismes et les intérêts propres ne se laissent pas réduire à une simple appartenance automatique à l'un des deux blocs.

Cette situation oblige à préciser ce que signifie « hégémonie » pendant la guerre froide. Les États-Unis exercent une prépondérance considérable dans une partie du système international, disposent d'alliances, de bases, de marchés, d'institutions et d'un pouvoir financier sans équivalent occidental. Ils peuvent influencer les choix de nombreux gouvernements, soutenir ou combattre des régimes, intervenir ouvertement ou clandestinement, organiser des coalitions, proposer des normes et diffuser des représentations politiques et culturelles à une échelle mondiale. Pourtant, ils ne peuvent pas décider seuls de l'issue des conflits, contrôler toutes les sociétés alliées, empêcher l'autonomie de partenaires ni supprimer le pouvoir du rival soviétique. La guerre froide sera donc moins l'histoire d'une domination continue que celle d'une puissance exceptionnelle confrontée à ses propres limites.

C'est précisément ce qui rend cette période décisive pour un livre consacré au déclin. Si l'on observe les États-Unis au milieu des années 1970, la liste des symptômes paraît presque idéale pour une théorie du recul impérial : une guerre coûteuse et politiquement perdue au Vietnam ; une crise profonde de confiance intérieure ; la fin du système monétaire de Bretton Woods ; une inflation durable ; deux chocs pétroliers ; la concurrence croissante du Japon et de l'Europe occidentale ; des difficultés industrielles dans plusieurs secteurs ; une

révolution en Iran qui fait tomber un allié stratégique ; une crise des otages transformée en symbole d'impuissance ; puis l'intervention soviétique en Afghanistan. Pourtant, une quinzaine d'années plus tard, l'Union soviétique disparaît et les États-Unis se retrouvent dans une position internationale plus asymétrique qu'à aucun moment depuis 1945. La question n'est donc pas de nier les crises, mais de comprendre pourquoi elles n'ont pas produit un déclin terminal.

I — De la puissance à la limite

La première limite apparaît très tôt. En Corée, à partir de 1950, les États-Unis peuvent mobiliser leurs forces et une coalition placée sous l'égide des Nations unies, repousser l'offensive nord-coréenne et projeter une puissance militaire immense à des milliers de kilomètres de leur territoire. Mais lorsque l'avancée des forces de l'ONU vers le nord déclenche l'intervention chinoise, la guerre change de nature. L'objectif d'une réunification de la péninsule sous le gouvernement sud-coréen devient beaucoup plus coûteux et finalement hors d'atteinte. L'armistice de 1953 rétablit approximativement une division proche de celle d'avant-guerre.³⁸ Le résultat est important : la puissance américaine a empêché la disparition de la Corée du Sud, mais elle n'a pas permis d'imposer n'importe quelle fin politique. Une supériorité matérielle considérable peut donc produire un succès défensif tout en rencontrant une limite stratégique.

La décolonisation généralise cette leçon sous une autre forme. Entre les années 1940 et 1970, des dizaines de nouveaux États apparaissent en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Washington cherche souvent à les maintenir hors de l'orbite soviétique, mais leurs dirigeants disposent de leurs propres priorités : indépendance politique, développement économique, contrôle des ressources, unité nationale, lutte contre les anciennes puissances coloniales. Le mouvement des non-alignés, les nationalismes arabes, les politiques indienne, indonésienne, égyptienne ou yougoslave montrent que le monde bipolaire n'est pas simplement partagé en deux ensembles entièrement obéissants. Les États-Unis peuvent proposer de l'aide, exercer des pressions, construire des alliances ou intervenir, mais l'agence des sociétés concernées demeure.

Cette autonomie ne rend pas la coercition américaine secondaire. La guerre froide est aussi une période de coups de force, d'opérations clandestines, de soutiens à des régimes autoritaires et de tentatives de modifier les équilibres politiques internes d'autres États. Le renversement du gouvernement de Mohammad Mossadegh en Iran en 1953 constitue l'un des cas les mieux documentés : les archives américaines établissent la décision de conduire

l'opération TPAJAX et la participation de la CIA au renversement.²⁹ Le cas iranien ne prouve pas qu'une agence américaine peut fabriquer à volonté un ordre politique local ; il montre en revanche qu'une puissance hégémonique peut chercher à réduire directement l'autonomie politique d'un État lorsque ses dirigeants estiment qu'un enjeu stratégique majeur est menacé.

La même prudence vaut pour le Chili. Les documents déclassifiés montrent une opération clandestine visant à empêcher la confirmation de Salvador Allende en 1970, puis des financements à des forces et médias d'opposition et des programmes destinés à affaiblir son gouvernement. Cette intervention américaine est réelle et substantielle.³⁰ Elle ne permet toutefois pas d'attribuer au gouvernement américain le contrôle direct du coup d'État militaire du 11 septembre 1973. La société chilienne, l'armée, les partis politiques, les conflits économiques et les acteurs locaux ont leurs propres causalités. La bonne catégorie n'est donc ni l'innocence américaine ni l'explication totale par la CIA : c'est une intervention clandestine importante dans un système politique dont l'évolution ne peut pas être ramenée à un seul centre de commande.

Cette contradiction est durable. Les États-Unis se présentent comme défenseurs du « monde libre », de la démocratie représentative et d'un ordre international fondé sur certaines règles, tout en coopérant selon les périodes avec des dictatures anticommunistes, en soutenant des opérations clandestines ou en privilégiant parfois la stabilité stratégique sur les principes qu'ils mettent en avant. Il ne s'agit pas d'une anomalie marginale : la tension entre légitimation normative et pratiques coercitives constitue une composante structurelle de l'hégémonie américaine pendant la guerre froide. Elle affecte particulièrement la crédibilité américaine dans une partie du Sud global.

La bataille pour la légitimité ne se réduit pourtant pas aux opérations clandestines. Les États-Unis construisent aussi des instruments de diplomatie publique et de compétition culturelle. L'United States Information Agency est créée en 1953 pour regrouper une partie des fonctions d'information extérieure ; Voice of America est intégrée à cet appareil, tandis que les programmes d'échanges éducatifs et culturels poursuivent une logique distincte.³¹ Dans le même temps, des opérations clandestines cherchent à intervenir dans l'espace intellectuel. Le Congress for Cultural Freedom, soutenu secrètement par la CIA pendant une partie importante de son existence, finance ou anime revues, conférences et réseaux d'intellectuels anticommunistes.³²

Il faut cependant éviter une erreur symétrique à celle qui consisterait à ignorer ces dispositifs : leur existence ne permet pas de conclure que la culture populaire, les universités, Hollywood, le jazz, la consommation de masse ou l'attrait de la société américaine seraient de simples produits d'une propagande

centralisée. Une partie de l'attraction américaine est spontanée, commerciale, artistique ou sociale ; une autre est amplifiée par des politiques publiques ; une autre encore relève d'opérations clandestines. Confondre toutes ces couches ferait disparaître la distinction entre attraction, persuasion, diplomatie publique, marché culturel et propagande d'État. Leur efficacité exacte est d'ailleurs difficile à isoler : ils contribuent à un environnement de compétition symbolique, mais ne contrôlent pas mécaniquement les représentations des populations étrangères.

C'est au Vietnam que les limites deviennent une crise centrale de l'hégémonie. La puissance militaire américaine y atteint une intensité considérable, sans produire le résultat politique recherché : empêcher durablement la victoire communiste au Sud-Vietnam selon les modalités que Washington juge acceptables. Les forces américaines disposent d'une supériorité technologique, aérienne et logistique écrasante, mais celle-ci ne résout ni les problèmes de légitimité du gouvernement sud-vietnamien, ni les capacités de mobilisation adverses, ni la géographie politique d'une guerre révolutionnaire et civile inscrite dans une confrontation internationale.

Le Vietnam oblige donc à distinguer destruction et conversion. Les États-Unis peuvent détruire massivement des infrastructures, mobiliser des centaines de milliers d'hommes, soutenir un gouvernement allié et financer un effort militaire immense. Mais la capacité à infliger des pertes ne se convertit pas automatiquement en capacité à produire un ordre politique stable. La puissance matérielle n'est pas inexistante ; son rendement stratégique devient faible. Plus la guerre dure, plus cette différence entre moyens engagés et résultat obtenu devient politiquement visible.

Les effets intérieurs aggravent la crise. Les pertes humaines, la conscription, les images de la guerre, les révélations sur les décisions gouvernementales et l'écart entre les déclarations officielles et la réalité du terrain nourrissent une contestation massive. La guerre interagit avec les conflits civiques, raciaux, générationnels et politiques déjà présents dans la société américaine. Elle ne crée pas à elle seule la crise de confiance des années 1960 et 1970, mais elle l'intensifie. Le problème n'est plus seulement de savoir si Washington peut vaincre militairement ; il devient aussi de savoir combien de temps la société américaine accepte de payer le coût d'une stratégie dont la finalité apparaît de moins en moins crédible.

Il serait cependant trop simple d'expliquer par le Vietnam l'ensemble des déséquilibres économiques qui se manifestent à la même époque. L'effort de guerre augmente les dépenses fédérales et contribue aux tensions inflationnistes, mais celles-ci résultent aussi des choix monétaires, de la politique budgétaire

intérieure, de l'évolution du système international, des contraintes salariales et productives et, plus tard, des chocs énergétiques. Le Vietnam est un amplificateur puissant de la crise américaine ; il n'en est pas la cause unique.

Lorsque Saïgon tombe en avril 1975, l'effet symbolique est immense.³³ Les États-Unis ont quitté le conflit et le régime qu'ils ont soutenu disparaît. Ce résultat constitue bien un échec politique majeur. Mais il ne détruit ni l'économie américaine, ni l'OTAN, ni les alliances asiatiques, ni la capacité nucléaire, ni la flotte, ni le dollar. C'est précisément cette dissociation qui devient centrale : une grande puissance peut perdre une guerre et une part de sa légitimité sans perdre simultanément toutes les infrastructures qui la rendent puissante.

II — Les années 1970 : quand le déclin paraît plausible

La crise monétaire rend cette dissociation encore plus visible. Le système de Bretton Woods avait placé le dollar au centre d'un ordre de changes fixes dans lequel les autorités étrangères pouvaient convertir leurs dollars en or au prix officiel de 35 dollars l'once. Ce système avait été possible parce que les États-Unis sortaient de la Seconde Guerre mondiale avec une position économique et aurifère exceptionnelle. Mais sa réussite elle-même crée progressivement une contradiction. L'Europe et le Japon se reconstruisent, les échanges internationaux augmentent, les entreprises américaines investissent à l'étranger, les dépenses militaires et l'aide extérieure font circuler davantage de dollars hors des États-Unis. Le monde a besoin de liquidité en dollars, mais plus les créances en dollars détenues à l'étranger augmentent par rapport au stock d'or américain, plus la promesse de convertibilité devient fragile.

Cette contradiction est souvent résumée par le dilemme de Triffin : la monnaie qui sert de réserve mondiale doit être suffisamment abondante pour fournir de la liquidité au système, mais cette abondance peut miner la confiance dans l'engagement qui garantit sa valeur. Dans les années 1960, les dollars détenus à l'étranger finissent par excéder la capacité américaine à les convertir tous en or au taux officiel. Les autorités mettent en place plusieurs expédients, mais ne résolvent pas le problème structurel.

En août 1971, Richard Nixon suspend la convertibilité du dollar en or.³⁴ Les tentatives de sauver les parités fixes par le Smithsonian Agreement ne durent pas ; en 1973, les principales monnaies passent au flottement. Une institution centrale de l'ordre construit après 1945 disparaît donc effectivement. Si le déclin d'une puissance devait être identifié à la perte d'une règle qu'elle avait elle-même organisée, le diagnostic pourrait sembler évident.

Pourtant, le dollar ne disparaît pas avec Bretton Woods. C'est l'un des faits les plus importants de toute la période. Les données historiques du Fonds monétaire international montrent qu'il reste largement dominant dans les réserves officielles. Dans une série portant sur les avoirs officiels de change identifiés, sa part passe de 78,8 % en 1976 et 79,2 % en 1977 à 68,6 % en 1980, puis 66,2 % en 1986.³⁸ D'autres tableaux historiques du FMI, construits avec des périmètres légèrement différents, donnent des valeurs proches mais non identiques ; le mouvement général reste le même. Le deutsche mark et le yen gagnent du terrain, mais aucun ne remplace le dollar comme infrastructure principale.

La différence est fondamentale. Bretton Woods était une règle précise ; la centralité du dollar repose sur un ensemble plus large de mécanismes : taille de l'économie américaine, profondeur des marchés financiers, usage du dollar dans le commerce et le crédit, disponibilité d'actifs liquides, réseaux bancaires et confiance relative dans les institutions américaines. La disparition de la convertibilité-or ne détruit pas cet ensemble. Elle en modifie le fonctionnement. Une institution hégémonique peut donc mourir sans que la ressource de puissance qu'elle organisait cesse d'exister.

Les chocs pétroliers rendent néanmoins la décennie plus difficile. En 1973-1974, dans le contexte de la guerre du Kippour, l'embargo de producteurs arabes et le nouveau pouvoir de négociation de l'OPEP font exploser le prix de l'énergie. La dévaluation du dollar et la fin de Bretton Woods appartiennent également au contexte de la hausse des prix pétroliers. La seconde secousse de la fin des années 1970, liée notamment à la révolution iranienne et aux perturbations de l'offre, entretient une nouvelle poussée inflationniste.

Il faut résister ici au récit monocausal. L'inflation américaine ne provient ni seulement du pétrole, ni seulement du Vietnam, ni seulement d'une politique monétaire laxiste. La « Grande Inflation », que l'histoire de la Réserve fédérale situe approximativement entre 1965 et 1982, combine politiques monétaires et budgétaires, anticipations, chocs d'offre, contraintes énergétiques, transformations internationales et décisions politiques. Les chocs pétroliers aggravent fortement le problème, mais ils frappent un système déjà inflationniste.

À cette instabilité s'ajoute une transformation plus profonde de la hiérarchie industrielle. En 1945, la part américaine dans la production mondiale était gonflée par une situation exceptionnelle : les principaux centres industriels européens et japonais avaient été détruits ou gravement affaiblis. Leur reconstruction devait nécessairement réduire la proportion du total mondial produite aux États-Unis, même si l'économie américaine continuait à croître.

Cette baisse relative ne peut donc pas être interprétée automatiquement comme un appauvrissement absolu.

Mais elle ne se réduit pas non plus à un effet statistique de normalisation. Le Japon et l'Allemagne de l'Ouest deviennent des concurrents industriels de premier plan. Dans l'automobile, l'électronique, l'acier, les machines-outils et d'autres secteurs, des entreprises non américaines gagnent des parts de marché et affichent parfois des performances de productivité remarquables. Les études historiques sur l'acier montrent par exemple l'accélération spectaculaire de la productivité japonaise par rapport aux États-Unis entre les années 1960 et le début des années 1980. Les données internationales sur l'emploi industriel montrent également que la structure productive reste plus fortement industrialisée en Allemagne et au Japon qu'aux États-Unis pendant une grande partie de la période.

Ce phénomène contient un paradoxe de l'ordre américain. La reconstruction de l'Europe occidentale et du Japon était l'un des objectifs stratégiques de l'après-guerre : créer des économies prospères, stables, capables de résister au communisme et de participer à un ordre ouvert. Lorsque ce projet réussit, les partenaires deviennent aussi des concurrents. L'hégémonie produit ainsi une partie de sa propre érosion relative. Ce n'est pas nécessairement un échec du système ; c'est parfois le résultat d'un succès assez profond pour réduire l'écart initial entre le centre et ses alliés.

La concurrence industrielle a toutefois des effets politiques et sociaux réels. Certains territoires américains connaissent fermetures d'usines, pertes d'emplois manufacturiers et crise de secteurs autrefois dominants. Le sentiment de déclin qui en résulte n'est pas inventé. Il faut seulement éviter de confondre trois processus différents : rattrapage des alliés, transformations technologiques de la production et affaiblissement réel de certains secteurs américains. Le mot « désindustrialisation » devient trompeur s'il prétend résumer à lui seul ces dynamiques hétérogènes.

À la fin de la décennie, les revers géopolitiques renforcent encore la perception de recul. La révolution iranienne de 1979 renverse le shah, allié majeur de Washington, et transforme en adversaire un État central dans la stratégie américaine au Moyen-Orient. La prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran devient une humiliation quotidienne diffusée dans les médias américains. La tentative de sauvetage d'avril 1980 échoue. La même année, l'intervention soviétique en Afghanistan paraît suggérer que Moscou reste capable d'étendre son influence tandis que Washington hésite.

Si l'on arrêta l'histoire vers 1979-1980, la thèse d'un déclin impérial irréversible semblerait donc plausible. L'Amérique a perdu le Vietnam, abandonné la convertibilité-or, subi inflation et chocs pétroliers, vu ses alliés industriels réduire l'écart, perdu l'Iran et paraît incapable de dicter les résultats dans plusieurs régions du monde. Ce diagnostic ne serait pas absurde. Son problème apparaîtra seulement lorsque l'on confondra ces pertes réelles avec la preuve que les mécanismes de correction ont disparu.

III — S'adapter sans effacer les coûts

La capacité de correction ne signifie pas qu'une société résout facilement ses problèmes. Elle désigne quelque chose de plus précis : la possibilité de modifier des règles, d'accepter des coûts, de déplacer des ressources ou de renouveler des fonctions essentielles sans que l'ensemble du système perde sa cohérence. Les États-Unis des années 1970 fournissent un cas particulièrement utile parce que plusieurs corrections sont douloureuses, incomplètes ou productrices de nouveaux déséquilibres.

La première adaptation est monétaire et financière. La fin de Bretton Woods libère le dollar de la contrainte de convertibilité-or, mais ouvre une période de forte volatilité. Les autorités étrangères diversifient une partie de leurs réserves. Dans la même série historique du FMI sur les avoirs officiels de change identifiés, la part du dollar passe de 78,8 % en 1976 à 66,2 % en 1986, tandis que le deutsche mark et le yen progressent. Cette érosion est réelle. Pourtant, les actifs libellés en dollars restent de très loin la principale composante des réserves et la monnaie américaine demeure dominante dans de vastes segments du crédit et de la finance internationale.

Le développement des marchés en dollars hors des États-Unis, notamment les eurodollars, renforce paradoxalement cette centralité sans reproduire Bretton Woods. Les banques peuvent créer et négocier des dépôts en dollars en dehors du territoire américain ; les marchés de capitaux s'approfondissent ; les titres du Trésor américain acquièrent une importance croissante comme actifs liquides. La puissance monétaire change donc de forme : moins fondée sur une promesse fixe de conversion en or, davantage sur la profondeur, la liquidité et les réseaux d'un système financier centré sur le dollar.

La seconde adaptation est beaucoup plus coûteuse socialement. À partir de 1979, sous Paul Volcker, la Réserve fédérale durcit radicalement sa lutte contre l'inflation. Les taux d'intérêt atteignent des niveaux très élevés ; le crédit se contracte ; l'économie traverse deux récessions rapprochées, dont celle de 1981-1982 est particulièrement sévère. Le chômage atteint 10,8 % à la fin de 1982.³⁶

Mais l'inflation recule rapidement : les données historiques de la Réserve fédérale la situent autour de 6,1 % au début de 1982, puis autour de 3,7 % l'année suivante.

La séquence est essentielle pour la notion de capacité de correction. Une institution américaine parvient à restaurer une fonction centrale — la stabilité des prix et une crédibilité monétaire plus forte — mais au prix d'une récession, de faillites, de chômage et de dégâts particulièrement lourds dans l'industrie et certaines régions. Il serait donc faux de décrire la correction comme une pure « résilience » dont tout le monde bénéficierait. Une puissance peut restaurer une capacité stratégique en transférant une partie du coût sur sa propre population. La correction existe ; elle n'est ni gratuite ni politiquement neutre.

La hausse des taux américains attire également des capitaux et contribue à l'appréciation du dollar au début des années 1980. Cette monnaie forte améliore certains aspects de la position financière américaine mais détériore la compétitivité d'exportateurs et de producteurs exposés à la concurrence internationale. La puissance financière peut ainsi entrer en tension avec la puissance industrielle. Cette tension deviendra plus importante dans les décennies suivantes et interdit de traiter toutes les dimensions de puissance comme si elles évoluaient ensemble.

La transformation technologique fournit un autre mécanisme d'adaptation. Les États-Unis perdent des positions dans plusieurs secteurs manufacturiers traditionnels, mais restent au cœur d'innovations dans les semi-conducteurs, l'informatique, les logiciels, l'aéronautique, les télécommunications, les biotechnologies naissantes et la recherche universitaire. La Silicon Valley, les marchés de capital-risque, les universités de recherche et les programmes fédéraux de défense et de science forment un écosystème qui n'annule pas la crise du Midwest industriel mais produit de nouvelles sources de puissance.

Il faut donc éviter deux récits trop propres. Le premier parlerait d'une désindustrialisation générale conduisant mécaniquement à l'effondrement ; le second d'une transition heureuse où les nouvelles technologies remplaceraient sans coût les anciennes industries. La réalité est plus contradictoire. Des fonctions productives se déplacent, certaines chaînes industrielles se fragilisent, des régions perdent des emplois et des communautés entières subissent le coût de la transformation. Dans le même temps, les États-Unis conservent ou renforcent des capacités à très forte valeur stratégique. La puissance ne disparaît pas ; sa composition se modifie.

Les alliances constituent un autre élément de continuité. Malgré le Vietnam, les tensions monétaires et les désaccords commerciaux, l'OTAN ne se

dissout pas. Les alliances avec le Japon et la Corée du Sud demeurent. Les partenaires européens peuvent contester des décisions américaines tout en continuant à s'inscrire dans une architecture sécuritaire où la capacité militaire des États-Unis reste centrale. Cela rappelle une caractéristique essentielle de l'hégémonie institutionnalisée : les partenaires ne sont ni entièrement obéissants ni facilement remplaçables, mais les institutions peuvent survivre à des crises majeures du centre parce qu'elles fournissent aussi des bénéfices à leurs membres.

La géographie et le marché intérieur jouent également comme ressources lentes. Les États-Unis restent protégés par deux océans, disposent d'un vaste territoire, d'une agriculture puissante, de ressources énergétiques importantes, d'une population nombreuse et d'un marché capable d'absorber innovation, consommation et investissement à une échelle continentale. Ces facteurs ne sont pas des décisions politiques ; ils constituent des avantages hérités qui amortissent certaines erreurs.

L'immigration et les universités contribuent aussi au renouvellement, mais leur rôle doit être décrit avec précision. Les États-Unis continuent d'attirer étudiants, scientifiques, ingénieurs, entrepreneurs et travailleurs. Cette capacité d'attraction augmente le potentiel d'innovation et permet de convertir une partie des ressources humaines du reste du monde en capacité américaine. Elle ne supprime pas les tensions sociales ni les inégalités ; elle augmente simplement le stock de compétences et de dynamisme disponible.

Les années Reagan sont souvent présentées comme le moment où l'Amérique « revient ». Une partie de cette perception correspond à des changements réels : réarmement, hausse des dépenses militaires, discours plus offensif vis-à-vis de l'Union soviétique, accélération de certains secteurs technologiques, croissance après la récession et restauration d'une confiance politique après les humiliations de la fin des années 1970. Mais en faire une renaissance sans contradiction reproduirait exactement le type de récit téléologique que ce chapitre cherche à éviter.

Les déficits budgétaires augmentent fortement. Le dollar très élevé pèse sur l'industrie exportatrice. La financiarisation et la déréglementation modifient la structure économique. Certaines régions industrielles continuent de décliner et les inégalités s'accroissent. Le succès technologique ne signifie pas maintien de toutes les capacités manufacturières. Les corrections des années 1980 résolvent donc certains problèmes tout en approfondissant des tendances qui apparaîtront plus tard comme de nouvelles fragilités.

La compétition symbolique évolue elle aussi. Les institutions de diplomatie publique continuent à diffuser l'information américaine, les échanges culturels et universitaires se développent, tandis que le cinéma, la musique, la télévision et les produits de consommation américains circulent largement. Mais la portée de cette attraction ne doit pas être confondue avec un contrôle idéologique. Les mêmes sociétés qui consomment des biens culturels américains peuvent contester la politique étrangère des États-Unis. L'attraction culturelle fournit un avantage de légitimation et de familiarité, non une obéissance politique automatique.

IV — 1980–1991 : le rival décline aussi

Le regain relatif des États-Unis dans les années 1980 ne peut pas être compris sans regarder l'autre moitié du système bipolaire. La puissance est relationnelle. Un pays peut devenir plus dominant parce qu'il se renforce, parce que son rival s'affaiblit, ou parce que les deux processus se produisent simultanément. C'est cette combinaison qui transforme la fin de la guerre froide.

L'Union soviétique reste une superpuissance militaire redoutable. Elle possède un arsenal nucléaire gigantesque, contrôle un bloc européen, maintient des forces conventionnelles considérables et soutient des alliés dans plusieurs régions du monde. Mais son économie connaît un ralentissement durable. Les analyses contemporaines occidentales, aujourd'hui déclassifiées, constatent une baisse nette du rythme de croissance industrielle après le milieu des années 1970, des difficultés de productivité, des contraintes croissantes sur les matières premières et l'énergie, des problèmes de transport, une agriculture peu performante et une part importante des ressources orientée vers la défense.

Ces analyses doivent être utilisées avec prudence : elles proviennent en partie d'un appareil de renseignement engagé dans la compétition avec l'URSS et les statistiques soviétiques elles-mêmes sont difficiles à interpréter. Elles convergent néanmoins avec le diagnostic ultérieur de « stagnation » associé à la fin de l'ère Brejnev. La croissance ralentit, le système de planification rencontre des difficultés à absorber l'innovation technologique, la productivité progresse peu et le coût de l'extraction de certaines ressources augmente.

Le problème soviétique n'est pas seulement quantitatif. L'économie centralement planifiée sait mobiliser des ressources massives pour certains objectifs stratégiques, mais elle s'adapte difficilement aux technologies, aux préférences des consommateurs et aux changements rapides de structure. Les pénuries, la faible qualité de nombreux biens, les rigidités bureaucratiques et les incitations faibles réduisent l'efficacité du système. Le complexe militaro-

industriel reste performant dans plusieurs domaines, mais cette réussite absorbe une part importante d'une économie moins flexible que celle de son rival.

Les ressources énergétiques fournissent temporairement de l'oxygène. Les prix élevés du pétrole des années 1970 améliorent les recettes soviétiques en devises, mais cette dépendance crée aussi une vulnérabilité. Les difficultés agricoles obligent l'URSS à importer des céréales ; l'acquisition de technologies occidentales nécessite des devises ; les soutiens aux alliés et États clients ont un coût. Le système doit simultanément financer la défense, maintenir des niveaux de consommation politiquement acceptables, moderniser l'appareil productif et soutenir son réseau international.

À ces contraintes économiques s'ajoutent des problèmes politiques et nationaux. Le régime conserve une forte capacité coercitive, mais son système idéologique mobilise moins qu'aux décennies précédentes. Les sociétés d'Europe de l'Est supportent difficilement la tutelle soviétique. En URSS même, les identités nationales, la corruption, le cynisme politique et les frustrations sociales travaillent progressivement l'édifice. Il serait cependant faux de considérer son effondrement comme programmé dès le début des années 1980. L'Union soviétique possède encore des ressources énormes et peu d'observateurs prévoient précisément la rapidité de sa disparition.

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev en 1985 représente une tentative de correction. Perestroïka et glasnost cherchent, selon des modalités changeantes, à réformer l'économie, restaurer l'efficacité politique et desserrer certaines rigidités du système. Mais les réformes créent elles-mêmes de nouvelles tensions. En ouvrant l'espace public et en modifiant les mécanismes de contrôle sans produire rapidement une économie efficace, elles libèrent des critiques et des revendications que le centre peine ensuite à contenir.

Dans le même temps, la relation avec les États-Unis change. La course aux armements, la pression militaire et technologique américaine et l'Initiative de défense stratégique font partie de l'environnement stratégique, mais elles ne suffisent pas à expliquer l'évolution soviétique. Les accords de maîtrise des armements, les sommets Reagan-Gorbatchev et la volonté de réduire le coût de la confrontation résultent aussi des choix du nouveau leadership soviétique. Il serait donc simpliste de dire que Washington aurait dépensé l'URSS jusqu'à la faillite. Le poids de la compétition compte, mais il agit sur un système déjà traversé de contraintes structurelles internes.

À partir de 1989, les régimes communistes d'Europe de l'Est s'effondrent les uns après les autres. La chute du mur de Berlin, la réunification allemande et la dissolution du pacte politique soviétique en Europe ne sont pas de simples

opérations américaines. Les mouvements sociaux d'Europe centrale et orientale, les décisions de leurs dirigeants, le refus de Gorbatchev d'utiliser la force comme en 1956 ou 1968 et la crise interne de l'Union soviétique sont déterminants. Les États-Unis influencent, négocient, garantissent et exploitent diplomatiquement cette transformation ; ils ne la produisent pas seuls.

Lorsque l'Union soviétique se dissout en décembre 1991, le système international change donc pour une raison double.³⁷ Les États-Unis ont traversé les crises des années 1970 sans perdre leurs principales infrastructures de puissance : économie continentale, monnaie internationale, marchés financiers, alliances, potentiel scientifique, capacité militaire, institutions politiques capables de décisions correctives et attraction culturelle. Dans le même temps, leur rival systémique a perdu la capacité de maintenir son empire extérieur, de stabiliser son économie et finalement de préserver son propre État fédéral.

Cette issue ne transforme pas rétrospectivement les crises américaines en illusions. Le Vietnam reste une défaite politique. La fin de Bretton Woods reste la disparition d'un système central. Les chocs pétroliers, l'inflation, la désindustrialisation de certains territoires, la concurrence japonaise et européenne, la révolution iranienne et la crise de légitimité ont réellement réduit certaines capacités et certaines marges de manœuvre. Mais ces pertes n'ont pas détruit les mécanismes par lesquels les États-Unis pouvaient transformer leur puissance.

C'est là le contre-test historique que la guerre froide apporte au problème du déclin. Une puissance ne décline pas nécessairement de manière terminale parce qu'elle perd une guerre, une institution, une part de sa production relative ou une partie de son prestige. La question décisive est de savoir si ces pertes détruisent ou non sa capacité de correction. Tant que les ressources restent suffisamment diversifiées, que les institutions peuvent modifier des politiques, que le système financier absorbe les changements de règles, que l'innovation renouvelle certaines fonctions, que les alliances survivent aux crises et que les rivaux ne progressent pas plus vite, le déclin peut rester partiel, sectoriel ou réversible.

Cette leçon ne doit cependant pas servir d'analogie rassurante pour le présent. Elle ne permet pas de dire que toute crise américaine contemporaine finira comme celles des années 1970. Le rival soviétique avait des faiblesses structurelles spécifiques ; les concurrents actuels ne lui ressemblent pas nécessairement. La dépendance productive mondiale a changé, les chaînes industrielles sont différentes, la dette et les coûts budgétaires ont évolué, la

polarisation politique intérieure n'est pas identique et la Chine dispose d'une base industrielle sans équivalent soviétique.

Le bon usage de l'histoire est donc plus exigeant. Les années 1970 montrent que la puissance américaine pouvait subir des défaites, perdre des règles centrales de l'ordre qu'elle avait construit, voir sa supériorité relative se réduire et imposer à sa propre société des corrections coûteuses sans cesser d'être capable de se recomposer. Le problème du déclin commence moins avec la présence de crises qu'avec la disparition éventuelle de cette capacité de correction.

En 1991, cette capacité existe encore, et l'événement décisif vient du système lui-même : les États-Unis ne deviennent pas soudainement parfaits, mais ils perdent leur seul rival stratégique comparable. L'Amérique qui entre dans les années 1990 conserve des fragilités industrielles, sociales et budgétaires héritées des décennies précédentes ; elle possède pourtant une combinaison de puissance économique, technologique, militaire, financière et institutionnelle désormais libérée de la bipolarité. C'est cette asymétrie exceptionnelle — et non une victoire définitive sur les lois de l'histoire — qui ouvre le moment unipolaire.

CHAPITRE 6

1991-2001 — LE MOMENT UNIPOLAIRE : APOGÉE OU ANOMALIE ?

En décembre 1991, lorsque l'Union soviétique disparaît, les États-Unis ne deviennent pas soudainement deux fois plus riches, deux fois plus innovants ou deux fois plus puissants militairement. Une grande partie de ce qu'ils possèdent existait déjà quelques mois auparavant : l'économie continentale, le dollar, Wall Street, les universités, les entreprises technologiques, la flotte, les bases, les alliances européennes et asiatiques, l'appareil diplomatique, les institutions internationales construites depuis 1945. Pourtant, leur position dans le système mondial change presque instantanément. Le seul État capable de leur opposer une combinaison globale comparable de puissance militaire, nucléaire, idéologique et géopolitique cesse d'exister. Le phénomène est essentiel pour comprendre le déclin américain : une puissance peut atteindre un sommet relatif sans que toutes ses ressources propres augmentent dans la même proportion. Il suffit aussi que l'écart se creuse parce que son principal rival disparaît.

Le mot qui s'impose alors dans une partie de la littérature stratégique est « unipolarité ». Il ne signifie pas que Washington gouverne le monde, qu'aucun État ne peut lui résister ou que chaque intervention américaine réussit. Il désigne une structure beaucoup plus précise : aucun autre État ne dispose, au début des années 1990, d'une combinaison de ressources comparable à celle des États-Unis à l'échelle globale. La Russie conserve l'arme nucléaire mais traverse une contraction économique et institutionnelle profonde. Le Japon et l'Allemagne sont des géants économiques mais ne possèdent ni l'autonomie stratégique ni la projection militaire nécessaires pour constituer des paires mondiaux. La Chine croît rapidement, mais elle ne dispose encore ni de la capacité industrielle, ni des finances, ni des technologies, ni de l'appareil militaire qui feront d'elle, plusieurs décennies plus tard, un rival systémique. L'Europe occidentale est riche, institutionnalisée et capable d'autonomie dans de nombreux domaines, mais demeure politiquement fragmentée et intégrée à une architecture de sécurité dont les États-Unis restent le centre militaire.

C'est cette combinaison qui rend les années 1990 si dangereuses comme point de référence. Si l'on mesure tout ce qui vient ensuite depuis cette décennie, presque toute normalisation du rapport de forces ressemble à un déclin. Si, au contraire, on considère que l'unipolarité est une fenêtre historique produite par une conjonction rare — disparition brutale d'un rival, absence de remplaçant immédiat, alliances du vainqueur intactes, avance technologique et financière, expansion d'institutions compatibles avec ses préférences — alors la question change. Le recul ultérieur peut être réel tout en étant partiellement le retour d'un monde moins exceptionnel.

I — Démontrer l'asymétrie

La guerre du Golfe fournit, dès 1990–1991, l'image la plus spectaculaire du nouveau rapport de forces. Lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït en août 1990, les États-Unis parviennent à transformer plusieurs formes de puissance en une opération cohérente : construction d'une large coalition, obtention d'une base juridique onusienne, déploiement massif de forces dans le Golfe, supériorité aérienne, logistique intercontinentale, renseignement, commandement intégré et usage intensif de technologies de précision. La campagne de janvier-février 1991 expulse rapidement les forces irakiennes du Koweït.⁸ Le contraste avec le Vietnam est saisissant : objectif militaire limité, coalition large, théâtre d'opérations favorable, adversaire conventionnel, résultat politique clair. La supériorité américaine paraît, pour un temps, facile à convertir en succès.

Ce succès doit pourtant être interprété avec soin. Il ne prouve pas que les États-Unis peuvent reconstruire à volonté un État étranger, imposer durablement un ordre politique ou supprimer les résistances locales. Washington choisit précisément de ne pas transformer l'opération en occupation de l'Irak et de ne pas faire de la chute de Saddam Hussein l'objectif immédiat de la guerre. La leçon est donc double : l'écart militaire est exceptionnel, mais la réussite dépend encore de la définition de l'objectif. Expulser une armée d'un territoire occupé n'est pas la même tâche que gouverner une société étrangère ou en refondre les institutions.

La puissance militaire américaine demeure cependant sans équivalent proche pendant la décennie. Après les réductions de dépenses qui suivent la guerre froide, les États-Unis restent capables de financer simultanément une triade nucléaire, plusieurs groupes aéronavals, une aviation de combat globale, des capacités spatiales et de renseignement, un réseau de bases, des forces prépositionnées et une logistique intercontinentale. Le SIPRI estime qu'en 2000 ils représentent environ 37 % des dépenses militaires mondiales et les qualifie de seule superpuissance.⁴⁰ Le chiffre ne suffit pas à décrire la puissance, car une dépense ne se transforme jamais mécaniquement en capacité. Mais il donne l'ordre de grandeur de l'asymétrie : aucun autre pays n'approche alors la combinaison américaine de financement, technologie, projection, expérience opérationnelle et réseau d'alliances.

L'OTAN constitue l'autre indice majeur. Une alliance bâtie pour contenir l'URSS aurait pu perdre sa fonction avec la disparition de l'adversaire. Elle ne se dissout pas. Elle se transforme. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque adhèrent officiellement le 12 mars 1999.⁴¹ Ce mouvement étend l'architecture de sécurité occidentale vers l'ancien espace du pacte de Varsovie et confirme la capacité des États-Unis et de leurs alliés à conserver une institution centrale de la guerre froide tout en l'adaptant au nouvel environnement.

Il serait pourtant incorrect de raconter cet élargissement comme une simple absorption de périphéries passives. Les gouvernements et sociétés d'Europe centrale ont leurs propres raisons de vouloir l'adhésion : peur d'un retour de l'insécurité, volonté d'ancrage occidental, recherche d'une garantie collective et sortie définitive de l'ancien ordre soviétique. L'expansion de l'influence américaine est donc réelle, mais elle passe aussi par l'intérêt de partenaires qui souhaitent entrer dans l'architecture. Cette combinaison de demande locale et de capacité américaine est l'une des caractéristiques de l'hégémonie institutionnalisée : le centre n'a pas besoin de tout imposer si une partie des acteurs trouve avantage à rejoindre le système.

Les Balkans prolongent cette évolution. En Bosnie, puis au Kosovo, les États-Unis jouent un rôle majeur dans des opérations diplomatiques et militaires occidentales. L'OTAN n'agit plus seulement comme alliance de défense territoriale face à un rival comparable ; elle devient un instrument de gestion de crises, de coercition et de stabilisation régionale. En 1999, la campagne aérienne contre la République fédérale de Yougoslavie montre la capacité de l'Alliance à conduire une opération soutenue sans pertes de combat comparables à celles des guerres industrielles du passé.⁴³ Mais elle révèle aussi une tension qui accompagnera l'après-guerre froide : la campagne n'a pas reçu d'autorisation explicite préalable du Conseil de sécurité de l'ONU, et son statut juridique reste débattu. La supériorité opérationnelle ne supprime donc pas la question de la légitimité.

L'unipolarité n'est ainsi ni une fiction ni une omnipotence. Elle désigne un moment où la puissance américaine peut s'exercer dans des conditions inhabituellement favorables : absence de pair global, alliances conservées, supériorité militaire manifeste, liberté stratégique accrue. Mais ses résultats restent dépendants des objectifs, des partenaires, des institutions et des sociétés sur lesquelles cette puissance prétend agir.

II — Transformer l'avantage en ordre ouvert

Le sommet américain des années 1990 ne repose pas seulement sur la force militaire. Il tient aussi au fait que l'économie mondiale s'organise de plus en plus autour de marchés, de normes, d'institutions, de technologies et de réseaux dans lesquels les États-Unis occupent une position centrale. Cette centralité est plus subtile qu'une domination territoriale. Elle fonctionne parce qu'une partie importante du monde souhaite accéder aux marchés, aux capitaux, aux standards, aux technologies et aux institutions qui structurent l'ordre ouvert.

L'Organisation mondiale du commerce entre en fonction le 1er janvier 1995, issue de l'Uruguay Round.⁴⁴ Elle n'est pas une institution américaine au sens où Washington pourrait en dicter unilatéralement les décisions. Ses règles sont négociées entre membres, ses mécanismes de règlement des différends peuvent contraindre les États-Unis eux-mêmes et son existence suppose une coopération multilatérale réelle. Pourtant, son essor correspond à un moment où l'ouverture commerciale, la libéralisation, la baisse des barrières et l'intégration transnationale sont particulièrement compatibles avec le modèle économique défendu par Washington et ses principaux partenaires.

C'est ici que l'hégémonie américaine prend une forme paradoxale. Plus le système devient institutionnalisé, plus les États-Unis peuvent bénéficier de

règles, de standards et de réseaux qui prolongent leur puissance ; mais plus ces institutions sont réellement multilatérales, moins elles sont directement contrôlables par Washington. La puissance se multiplie en devenant infrastructure, mais elle accepte en même temps de passer par des règles qui limitent parfois son arbitraire. L'ordre est donc américain par son centre de gravité davantage que par une administration directe de chaque décision.

Le dollar prolonge le même mécanisme. Le chapitre précédent a montré que la fin de Bretton Woods n'avait pas détruit sa centralité. Dans les années 1990, celle-ci devient encore plus utile à mesure que les flux financiers internationaux s'intensifient. Les marchés américains offrent profondeur, liquidité et une gamme d'actifs sans équivalent proche. Les titres du Trésor, les banques, les marchés de capitaux et le rôle du dollar dans le commerce international donnent aux États-Unis une capacité particulière à attirer l'épargne mondiale, financer leurs déficits et influencer les conditions financières au-delà de leurs frontières.

Cette centralité financière n'est pas identique à une domination politique directe. Les investisseurs étrangers choisissent souvent le dollar parce qu'ils y trouvent liquidité, sécurité relative et profondeur de marché ; ils ne sont pas simplement contraints par Washington. Mais leur choix reproduit une asymétrie : plus le monde utilise l'infrastructure financière américaine, plus il devient coûteux d'en sortir rapidement. C'est précisément ce type d'effet de réseau qui rend la puissance américaine des années 1990 difficile à réduire à une liste de ressources nationales.

La technologie donne au moment unipolaire une dimension supplémentaire. L'informatique personnelle, les logiciels, les semi-conducteurs, les télécommunications et l'internet commercial placent des entreprises, des universités et des centres de recherche américains au cœur d'une nouvelle transformation économique. La Silicon Valley devient un modèle mondial d'innovation et de capital-risque. Microsoft, Intel, Cisco et d'autres firmes participent à la diffusion d'architectures techniques dont les standards, les langues de programmation, les réseaux financiers et la culture entrepreneuriale sont fortement liés aux États-Unis.

Internet renforce cet effet de centralité. Son développement ne résulte pas d'une entreprise unique ni d'un plan de domination culturelle, mais l'environnement américain combine recherche publique, universités, entreprises privées, capital-risque, marché intérieur et déréglementation des télécommunications. À la fin des années 1990, l'image de la « nouvelle économie » laisse penser qu'une rupture technologique pourrait permettre une croissance plus rapide avec moins d'inflation. La hausse de la productivité dans

certaines secteurs donne un fondement réel à cet optimisme, mais la bulle internet rappelle en 2000-2001 que l'avance technologique peut coexister avec spéculation, surévaluation et destruction de capital.⁴²

La puissance culturelle semble également atteindre un sommet. Hollywood, les séries télévisées, la musique populaire, les marques, la publicité, les universités, les vêtements, l'informatique personnelle et bientôt les services numériques circulent à une échelle rarement atteinte par une culture nationale. La disparition du rival soviétique amplifie l'impression qu'il existe peu d'alternatives idéologiques crédibles au capitalisme libéral occidental. Les débats sur une « fin de l'Histoire » sont moins intéressants comme vérité que comme symptôme de l'époque : ils révèlent la confiance d'une partie des élites occidentales dans la diffusion durable d'un modèle politique et économique dont les États-Unis apparaissent comme le principal centre.

Mais cette attraction ne doit pas être confondue avec une propagande centralisée. Une grande partie de ce qui rend les États-Unis désirables ou familiers à l'étranger relève de marchés culturels, d'innovations commerciales, de migrations, d'universités, de musique, de cinéma ou d'aspirations sociales qui ne sont pas pilotés par l'État. Les dispositifs de diplomatie publique existent, mais ils ne contrôlent pas la circulation culturelle. Une population peut regarder des films américains, utiliser un ordinateur conçu aux États-Unis et envoyer ses enfants dans une université américaine tout en rejetant la politique étrangère de Washington. L'attraction est une ressource de puissance ; elle n'est pas une obéissance.

III — Les limites déjà présentes

Le danger d'un récit sur les années 1990 est de transformer l'absence de rival global en décennie sans résistance. Or plusieurs opérations montrent déjà que la supériorité militaire ne se convertit pas mécaniquement en résultat politique. La Somalie est le cas le plus brutal. Une intervention d'abord liée à une crise humanitaire et à la sécurisation de l'aide s'enlise dans un environnement politique fragmenté. La bataille de Mogadiscio d'octobre 1993, avec la mort de soldats américains et l'exposition publique de corps, produit un choc politique disproportionné par rapport à l'échelle militaire de l'engagement. Les États-Unis restent militairement incomparablement plus puissants que les factions somaliennes ; pourtant, le coût politique d'une mission dont les objectifs deviennent flous conduit au retrait. Une asymétrie extrême de puissance ne supprime donc pas le problème du consentement intérieur, de la clarté de l'objectif et du rapport entre coût marginal et intérêt stratégique.

La Bosnie et le Kosovo montrent une autre limite. Les États-Unis peuvent faire pencher le rapport de forces, imposer des négociations ou conduire une campagne aérienne, mais la stabilisation d'une société divisée exige ensuite présence internationale, institutions, compromis locaux et temps long. Les instruments de coercition sont plus efficaces pour modifier un comportement ou détruire une capacité militaire que pour produire rapidement un ordre politique légitime. Cette distinction, encore contenue dans les années 1990, deviendra centrale après 2001.

Les fragilités économiques du futur sont également déjà visibles, mais elles doivent être décrites sans anachronisme. Une partie des territoires industriels américains continue de perdre des emplois ou de subir des restructurations. La finance prend une place croissante. Le déficit commercial s'élargit. Les chaînes de valeur deviennent plus internationales et les entreprises optimisent de plus en plus leurs coûts à l'échelle mondiale. Ces tendances ne signifient pas encore que les États-Unis ont perdu leur base productive ou leur capacité d'innovation. Elles montrent seulement que l'apogée géopolitique coexiste avec une transformation de la structure économique qui distribuera ses gains et ses coûts de manière très inégale.

La mondialisation constitue ici le paradoxe le plus important. L'ouverture renforce de nombreuses entreprises américaines, élargit leurs marchés, baisse le prix de certains biens et permet l'organisation de chaînes de production à l'échelle mondiale. Elle diffuse également des technologies, des méthodes de production, des capitaux et des connaissances. Ce qui augmente l'efficacité du système peut donc aussi accélérer la montée de nouveaux centres industriels. Ce mécanisme n'est pas une preuve que l'ouverture était une « erreur » ni que l'ascension future de la Chine serait automatiquement causée par les choix américains. Il signifie seulement qu'un ordre ouvert n'appartient jamais exclusivement au centre qui en bénéficie d'abord.

L'unipolarité elle-même crée ainsi une illusion possible : parce qu'aucun rival n'est capable de contester globalement les États-Unis, des transformations lentes peuvent sembler stratégiquement secondaires. Une délocalisation, un déficit commercial, une perte de capacité dans un secteur, une dépendance industrielle ou le transfert d'une technologie ne menace pas immédiatement la sécurité d'une puissance sans pair. Mais leur accumulation peut changer le rapport de forces si un autre État parvient plus tard à convertir l'intégration économique en base industrielle, technologique et militaire.

La politique intérieure américaine ne correspond pas non plus à une harmonie posthistorique. Les années 1990 connaissent une croissance solide et une amélioration budgétaire en fin de décennie, mais elles voient aussi

s'accentuer certaines inégalités et se durcir des affrontements politiques. La révolution conservatrice au Congrès en 1994, les conflits autour de l'État fédéral, les guerres culturelles et la procédure d'impeachment contre Bill Clinton montrent qu'une société au sommet de sa puissance extérieure peut rester profondément conflictuelle. Il serait toutefois anachronique de projeter directement sur cette période le niveau de polarisation des années 2010–2020. La bonne lecture est plus modeste : certaines lignes de fracture existent déjà, sans déterminer encore l'évolution future.

IV — Une fenêtre qui contient déjà sa fin

La faiblesse russe est l'une des conditions majeures du moment unipolaire. La Fédération de Russie hérite de l'arsenal nucléaire soviétique, d'un siège permanent au Conseil de sécurité et d'un immense territoire, mais elle traverse dans les années 1990 une contraction économique, une désorganisation administrative, des privatisations chaotiques, une crise sociale et des difficultés militaires visibles. La guerre en Tchétchénie révèle une armée très éloignée de l'image de la superpuissance soviétique. Cette faiblesse réduit fortement la capacité de Moscou à agir comme contrepoids global.

Mais rien n'autorise à transformer cette faiblesse en disparition définitive de la puissance russe. La profondeur territoriale, l'appareil nucléaire, les ressources énergétiques, les traditions militaires et la centralisation possible de l'État restent des réserves de puissance. Le moment unipolaire repose donc aussi sur une lecture du présent qui sous-estime la possibilité d'un retour partiel de concurrents temporairement affaiblis.

La Chine est plus décisive encore pour comprendre pourquoi la décennie est une fenêtre et non nécessairement une nouvelle normalité. Au début des années 1990, elle est déjà engagée dans une transformation économique rapide, mais elle reste très loin de la combinaison de capacités américaines. Son revenu par habitant est faible, ses entreprises technologiques ne dominent pas les marchés mondiaux, sa marine n'a pas de projection comparable, ses réserves financières sont bien plus modestes et son appareil industriel n'a pas encore atteint l'échelle qu'il prendra au siècle suivant.

Pourtant, les éléments d'une trajectoire différente sont visibles. Les réformes économiques se poursuivent, les zones côtières s'industrialisent, les investissements étrangers affluent et la Chine devient progressivement une plateforme majeure de production. Sa population immense et son marché potentiel attirent les entreprises occidentales et asiatiques. L'idée dominante dans une partie des élites économiques occidentales est que l'intégration

commerciale peut simultanément favoriser la croissance, accroître l'interdépendance et encourager une convergence progressive des règles.

L'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce le 11 décembre 2001 fournit une charnière presque parfaite pour le livre.⁴⁴ Elle peut être lue comme un triomphe de l'ordre ouvert : l'un des plus grands pays du monde rejoint l'institution multilatérale qui incarne l'expansion des règles commerciales de l'après-guerre froide. Mais elle ouvre aussi une phase où l'intégration de la Chine à l'économie mondiale s'accélère fortement. Ce qui semble confirmer l'universalisation de l'ordre va contribuer, avec beaucoup d'autres facteurs internes et internationaux, à renforcer un État qui deviendra plus tard le principal concurrent systémique des États-Unis.

Il serait rétrospectivement trop simple de présenter cette accession comme une faute unique de Washington. Les entreprises américaines recherchent des marchés et des coûts plus faibles ; les consommateurs bénéficient de biens moins chers ; la Chine engage des réformes profondes pour remplir les conditions de l'adhésion ; les partenaires européens et asiatiques participent eux aussi à son intégration. Le mécanisme est collectif. Mais il révèle une propriété importante de l'hégémonie ouverte : le système qui amplifie la puissance du centre peut aussi fournir aux périphéries et aux puissances montantes les instruments de leur propre développement.

L'année 2001 clôt ainsi la décennie sur une ambiguïté. D'un côté, les États-Unis restent la puissance sans équivalent proche : première économie mondiale, première puissance militaire, centre financier, technologique et culturel, cœur d'un réseau d'alliances élargi. De l'autre, les conditions de la future compétition sont déjà visibles : la Russie commence à se recentraliser, la Chine s'intègre davantage au commerce mondial, les chaînes productives se déplacent, les interventions extérieures ont révélé leurs limites et la bulle internet vient de rappeler que l'avance technologique ne garantit pas une prospérité linéaire.

Le moment unipolaire doit donc être pris au sérieux sans être naturalisé. Il représente probablement l'apogée de la prépondérance américaine relative parce qu'il combine des capacités propres exceptionnelles avec l'absence temporaire d'un rival systémique. Mais cette combinaison est précisément ce qui la rend difficilement reproductible. Une puissance peut conserver la majeure partie de ses ressources tout en paraissant décliner dès que d'autres acteurs se reconstruisent, se développent ou transforment l'ordre ouvert à leur avantage.

C'est pourquoi mesurer le déclin américain exige toujours de dire depuis quel sommet on mesure. Comparer les États-Unis contemporains aux années 1990 revient à les comparer à une décennie où un ensemble historiquement rare

de conditions leur était favorable. Comparer à 1945, à la guerre froide ou aux grandes puissances antérieures conduit à d'autres diagnostics. Il faut distinguer la perte d'une situation sans pair, la diminution relative de certaines capacités, la disparition d'une institution, la baisse absolue d'une ressource et l'effondrement d'une puissance. Ces phénomènes ne sont pas équivalents.

Mesurer le déclin américain depuis les années 1990 revient donc peut-être en partie à mesurer la disparition d'une situation historiquement exceptionnelle plutôt que la chute d'une puissance ordinaire. Ce constat n'innocente aucune erreur stratégique et ne nie aucune perte réelle. Il fournit simplement le bon référentiel. La décennie suivante montrera ce qui se produit lorsqu'une puissance habituée à une liberté d'action sans équivalent engage une partie considérable de ses ressources dans des guerres dont la conversion politique devient beaucoup plus difficile, au moment même où le centre productif du monde commence à se déplacer.

CHAPITRE 7

2001-2008 — GUERRE CONTRE LE TERRORISME ET PREMIÈRE FRACTURE DU MOMENT UNIPOLAIRE

Le 11 septembre 2001 ne détruit pas la puissance américaine. Il détruit une représentation de cette puissance. Les États-Unis restent la première économie mondiale, la puissance militaire la plus capable de projeter des forces à longue distance, le centre du système financier international et le cœur d'un réseau d'alliances sans équivalent. Pourtant, en quelques heures, l'idée implicite selon laquelle l'hyperpuissance issue de la guerre froide pourrait organiser une grande partie de l'ordre mondial tout en demeurant relativement protégée sur son propre territoire cesse d'être crédible. La rupture est d'abord stratégique et politique : elle redéfinit les priorités, réoriente les institutions, modifie le rapport entre sécurité intérieure et politique extérieure et ouvre une séquence dans laquelle les États-Unis vont mobiliser une quantité considérable de ressources contre des adversaires très inférieurs matériellement mais difficiles à neutraliser politiquement.

Cette distinction est essentielle. Une lecture trop simple ferait du 11 septembre le commencement du « déclin américain ». Une autre,

symétriquement réductrice, considérerait l'Afghanistan et l'Irak comme deux épisodes coûteux mais périphériques, sans effet durable sur la trajectoire de la puissance. Les deux lectures manquent le mécanisme central. La guerre contre le terrorisme n'effondre pas l'économie américaine, ne supprime pas le dollar, ne détruit pas les alliances et n'abolit pas la supériorité militaire globale. Elle consomme cependant du temps, du budget, de l'attention politique, du matériel, de la disponibilité militaire et une partie de la légitimité accumulée pendant la décennie précédente. Surtout, elle expose une limite que le moment unipolaire avait en partie masquée : posséder des moyens écrasants ne garantit pas la capacité de convertir une victoire opérationnelle en ordre politique durable.

C'est en ce sens que 2001–2008 constitue une première fracture du moment unipolaire. Non parce qu'un rival global apparaît soudainement à l'automne 2001, mais parce que l'usage de la supériorité américaine révèle progressivement son rendement décroissant. Dans le même temps, une autre transformation se déroule ailleurs. La Chine entre à l'Organisation mondiale du commerce le 11 décembre 2001 et accélère son intégration économique. Les chaînes productives mondiales se recomposent. La puissance américaine regarde prioritairement vers le terrorisme, l'Afghanistan et le Moyen-Orient tandis qu'une redistribution plus profonde des capacités industrielles est déjà engagée. Il serait faux d'en conclure que les guerres « causent » la montée chinoise. La relation est plus subtile : elles peuvent contribuer à réduire la marge stratégique disponible au moment où un changement structurel autonome devient de plus en plus important.

I — De la victoire rapide à la mission élargie

L'intervention en Afghanistan semble d'abord confirmer toutes les leçons de la supériorité américaine des années 1990. Après les attentats, l'administration Bush obtient du Congrès l'Authorization for Use of Military Force de 2001, qui autorise l'emploi de la force contre les responsables du 11 septembre et ceux qui les ont aidés ou abrités.⁴⁵ En quelques semaines, la combinaison de renseignement, de forces spéciales, de puissance aérienne et d'alliés afghans permet de renverser le régime taliban. L'écart matériel entre les États-Unis et leur adversaire paraît immense. Le sanctuaire principal d'Al-Qaïda est désorganisé, le gouvernement qui l'héberge est chassé de Kaboul et une nouvelle configuration politique commence à être organisée.

Mais le succès initial porte déjà en lui une transformation de mission. Détruire un sanctuaire terroriste, renverser le gouvernement qui le protège et

désorganiser un réseau clandestin ne sont pas des objectifs équivalents à stabiliser un pays, reconstruire des institutions, établir une administration légitime, former des forces de sécurité et empêcher durablement le retour d'une insurrection. Le premier ensemble d'objectifs peut être obtenu par une supériorité militaire concentrée. Le second exige une action prolongée sur des structures politiques, sociales et territoriales que la puissance extérieure ne contrôle pas.

L'Afghanistan devient ainsi un premier laboratoire de la difficulté de conversion. La victoire opérationnelle est réelle. L'élargissement progressif des objectifs l'est aussi. Les institutions mises en place après Bonn, la reconstruction de l'État, l'organisation d'élections, la formation de l'armée et de la police afghanes et l'extension de l'autorité de Kaboul deviennent des objectifs qui dépassent largement la destruction initiale d'Al-Qaïda. La mission n'est pas le produit d'un plan unique parfaitement cohérent conçu dès le départ ; elle se transforme au fil des événements, des attentes alliées, des dynamiques afghanes et de la perception que l'abandon rapide du pays pourrait recréer les conditions ayant permis l'émergence du sanctuaire terroriste.

Le problème est que l'Afghanistan reste un système politique doté de ses propres acteurs, intérêts et conflits. Les alliances locales utilisées contre les talibans ne disparaissent pas une fois la campagne initiale terminée. Les rapports entre Kaboul et les provinces, les structures tribales, les réseaux de pouvoir, les trafics, les rivalités régionales et surtout le rôle du Pakistan pèsent sur l'évolution du conflit. Présenter le pays comme un simple objet de stratégie américaine reproduirait précisément l'erreur analytique qu'il faut examiner : la puissance extérieure agit dans un environnement dont elle ne maîtrise ni les causalités ni les préférences.

Au cours des années suivantes, les talibans reconstituent progressivement une capacité d'action. La guerre s'étire. Les forces américaines et alliées développent des techniques de contre-insurrection, de renseignement, de ciblage et de coopération avec les forces locales. Mais l'équation stratégique se complique : plus la mission s'étend, plus le résultat attendu devient exigeant. Empêcher un réseau terroriste d'utiliser librement un territoire est un objectif relativement borné ; construire un ordre politique suffisamment légitime, compétent et autonome pour rendre ce résultat durable est beaucoup plus coûteux.

L'Afghanistan fournit donc une première réponse à la question du chapitre. La puissance américaine n'y est pas vaincue au sens conventionnel du terme. Elle rencontre une autre limite : le rendement stratégique des ressources engagées décroît lorsque la mission passe de la destruction militaire à la

transformation politique. Cette distinction, encore partiellement contenue entre 2001 et 2003, devient beaucoup plus visible avec l'Irak.

II — Irak 2003 : le test central de la puissance unipolaire

L'invasion de l'Irak est un test plus radical parce qu'elle combine la confiance du moment unipolaire, l'environnement sécuritaire créé par le 11 septembre et une ambition politique beaucoup plus large. En octobre 2002, le Congrès adopte une autorisation spécifique d'employer la force contre l'Irak.⁴⁶ L'administration avance plusieurs justifications : non-respect des obligations imposées après la guerre du Golfe, inquiétudes sur les armes de destruction massive, risques de prolifération, rapports avec le terrorisme et nécessité de faire respecter les résolutions internationales. Le contexte post-11-Septembre réduit la tolérance politique au risque : la possibilité qu'une menace soit sous-estimée devient elle-même un argument puissant.

Il faut cependant distinguer les justifications contemporaines des conclusions établies après l'invasion. L'absence des stocks d'armes de destruction massive attendus devient ensuite l'un des éléments centraux de la crise de crédibilité américaine. Cette distinction n'est pas secondaire : une puissance ne paie pas seulement le coût de ses décisions ; elle paie aussi le coût d'un diagnostic qui se révèle erroné ou présenté avec une confiance excessive. Lorsque la justification la plus visible d'une guerre est affaiblie par les faits postérieurs, la légitimité de l'action et la confiance envers l'appareil de décision se dégradent bien au-delà du champ strictement militaire.

La campagne de mars-avril 2003 confirme pourtant l'asymétrie opérationnelle. Les forces américaines et britanniques renversent rapidement le régime de Saddam Hussein. Bagdad tombe en quelques semaines. Une armée qui reste, sur le papier, importante, ne peut empêcher la pénétration rapide des forces de coalition. Si l'on mesure la puissance à la capacité de détruire un appareil militaire conventionnel et de renverser un gouvernement, l'opération semble démontrer la supériorité américaine.

Mais cette mesure est insuffisante. Une fois le régime renversé, l'objectif change de nature. Il ne s'agit plus seulement de vaincre les forces irakiennes ; il faut administrer le pays, restaurer les services, reconstruire une autorité politique, maintenir l'ordre, gérer les conséquences de la dissolution de structures étatiques, contenir les rivalités communautaires, répondre à l'insurrection et empêcher le territoire de devenir un nouveau foyer de violence régionale. La victoire militaire ouvre donc une séquence dont les exigences sont plus lourdes que celles de la campagne elle-même.

L'occupation et ses choix initiaux deviennent une partie du problème. Les décisions de débaassification et de dissolution de l'armée irakienne ont été abondamment débattues parce qu'elles participent à la désorganisation d'un appareil déjà fragilisé. Elles ne suffisent pas à expliquer seules l'insurrection, qui résulte aussi de dynamiques irakiennes, de réseaux issus de l'ancien régime, de groupes djihadistes, d'acteurs régionaux, de rivalités entre communautés et de la présence même des forces étrangères. Mais elles illustrent une faiblesse spécifique de la puissance unipolaire : la capacité de renverser rapidement une structure politique ne garantit pas une compréhension équivalente des mécanismes nécessaires pour la remplacer.

L'insurrection augmente rapidement le coût de l'occupation. Les pertes américaines, les attaques contre les forces de coalition, les attentats contre des civils et les infrastructures, puis la montée des violences entre sunnites et chiïtes transforment l'Irak en conflit beaucoup plus long que prévu. La guerre change de forme. La supériorité en chars, avions, satellites et missiles de précision ne disparaît pas, mais elle ne suffit pas à contrôler une violence dispersée, clandestine et politiquement enracinée. La puissance militaire doit apprendre à opérer dans des villes, protéger des populations, identifier des réseaux et reconstruire simultanément des institutions.

C'est ici que la notion de conversion devient centrale. Les États-Unis obtiennent le résultat initial qu'ils poursuivaient : Saddam Hussein est renversé. Mais le bénéfice stratégique de cette victoire est impossible à mesurer sans tenir compte de ce qui suit. Si le coût de stabilisation augmente, si les objectifs s'élargissent et si les gains politiques restent incertains, alors le rapport entre puissance dépensée et résultat obtenu se dégrade.

La différence avec 1991 est éclairante. La guerre du Golfe avait un objectif limité : expulser l'armée irakienne du Koweït. En 2003, la chute du régime n'est que le début du problème politique. Le contraste ne signifie pas que la première guerre était « facile » ou la seconde condamnée d'avance. Il montre que la nature de l'objectif détermine le type de puissance nécessaire. Une coalition capable de vaincre une armée peut obtenir un succès spectaculaire sans disposer pour autant d'un outil permettant de produire rapidement un État stable.

Le coût diplomatique s'ajoute au coût opérationnel. Contrairement à la guerre de 1991, l'intervention de 2003 ne repose pas sur une nouvelle résolution du Conseil de sécurité autorisant explicitement l'usage de la force. Les États-Unis et le Royaume-Uni soutiennent que les résolutions existantes fournissent une base suffisante ; d'autres gouvernements et juristes contestent cette interprétation. La fracture avec la France, l'Allemagne et d'autres partenaires ne détruit pas les alliances occidentales, mais elle réduit l'image d'un ordre dans

lequel la puissance américaine s'exerce principalement par consensus institutionnalisé.

Les révélations d'Abu Ghraib, les détentions à Guantánamo et les controverses sur les méthodes d'interrogatoire aggravent cette tension. Le problème n'est pas qu'une photographie ou un centre de détention suffiraient à détruire l'attraction culturelle des États-Unis. Hollywood, les universités, les entreprises technologiques et la société américaine continuent d'exercer une attraction considérable. Le problème est celui de la cohérence normative. Plus Washington justifie son action au nom de la démocratie, des droits humains et d'un ordre fondé sur des règles, plus les pratiques incompatibles avec ces principes créent un coût symbolique. La puissance narrative dépend moins de la capacité à diffuser un message que de la crédibilité de celui qui le porte.

III — Le coût de la dispersion

La notion de surextension doit être utilisée avec prudence. Une grande puissance n'est pas surextendue simplement parce qu'elle dépense beaucoup pour sa défense ou parce qu'elle combat sur plusieurs théâtres. Elle le devient lorsque des engagements durables absorbent des ressources croissantes alors que les bénéfices stratégiques obtenus deviennent plus incertains, et lorsque cette mobilisation réduit la marge disponible pour d'autres priorités. La surextension est donc une relation entre coûts, durée, objectifs et alternatives ; ce n'est pas un niveau budgétaire pris isolément.

Les chiffres disponibles avant même la crise financière montrent que le coût est déjà substantiel. En février 2008, le Congressional Budget Office rappelle que le Congrès a fourni 18 milliards de dollars en 2002 pour les opérations militaires en Afghanistan et ailleurs, 76 milliards en 2003, 74 milliards en 2004, puis des montants croissants jusqu'à 165 milliards en 2007. Si la demande de l'administration pour 2008 avait été intégralement financée, les crédits cumulés pour l'Irak, l'Afghanistan et les autres activités liées à la guerre contre le terrorisme auraient atteint environ 752 milliards de dollars depuis 2001.⁴⁷ Le chiffre est immense mais doit être correctement interprété : il ne représente ni la totalité du coût économique futur, ni une somme suffisante à elle seule pour mettre en faillite une économie de la taille des États-Unis.

Le Government Accountability Office fournit une autre mesure qui ne doit pas être confondue avec les crédits votés. À la fin de l'exercice 2007, le Département de la Défense avait déclaré environ 492 milliards de dollars d'obligations liées à la guerre contre le terrorisme depuis 2001 ; en mars 2008, le cumul déclaré approchait 562 milliards.⁴⁸ Le GAO insiste lui-même sur les

différences entre crédits disponibles, obligations déclarées et dépenses effectivement exécutées, ainsi que sur les limites de certaines données du Pentagone. Cette distinction méthodologique est importante : additionner des catégories différentes donne l'illusion d'une précision qui n'existe pas.

Ce que les chiffres montrent néanmoins est une trajectoire. Les obligations annuelles augmentent fortement, particulièrement avec la guerre d'Irak. En 2007, le Département de la Défense déclare environ 140 milliards de dollars d'obligations liées à la guerre contre le terrorisme, soit environ 40 % de plus qu'en 2006. Les dépenses d'opération et de maintenance dominent, mais la reconstitution et le remplacement des équipements prennent une importance croissante. Une guerre longue ne consomme pas seulement des munitions et du carburant ; elle use les véhicules, les hélicoptères, les systèmes électroniques et les personnels.

L'impact sur la disponibilité des forces devient lui aussi documentable. En février 2008, le GAO souligne que les forces terrestres ont fonctionné à un rythme élevé depuis 2001. Environ 931 000 militaires de l'Army et du Marine Corps avaient été déployés dans les opérations extérieures entre 2001 et juillet 2007, dont environ 312 000 membres de la Garde nationale ou de la réserve.⁴⁹ Les problèmes de readiness ne signifient pas que l'armée américaine cesse d'être capable de combattre. Ils signifient que la capacité à soutenir simultanément les engagements existants, entraîner les unités pour d'autres scénarios et reconstituer les équipements devient plus coûteuse.

C'est précisément ce qui distingue une contrainte d'un effondrement. Les États-Unis peuvent financer les opérations, augmenter les effectifs, acheter du matériel et renouveler des unités. Mais chaque correction a un prix. Une armée qui doit reconstruire la disponibilité de ses forces après plusieurs années d'opérations terrestres prolongées dispose de moins de marge qu'une armée théoriquement équivalente qui n'aurait pas eu à supporter ces rotations. La puissance reste immense ; son coût de reproduction augmente.

Le mode de financement réduit en partie la visibilité politique immédiate de cette mobilisation. Contrairement aux grandes guerres du XXe siècle, les opérations post-11-Septembre ne s'accompagnent pas d'un effort fiscal spécifique d'une ampleur comparable. Une part importante du financement passe par le déficit et l'emprunt. Cela permet de soutenir l'effort sans demander immédiatement à la population une hausse d'impôt proportionnelle. Le privilège financier américain joue ici comme amortisseur : la profondeur des marchés et la demande mondiale pour les actifs libellés en dollars rendent possible un financement durable à des conditions relativement favorables.

Mais l'amortisseur ne supprime pas le coût ; il le déplace. Une partie est reportée vers la dette et les intérêts futurs. Une autre apparaît plus tard dans les soins et prestations dus aux vétérans. Les estimations rétrospectives réalisées après la période montrent que ces obligations s'étendent sur des décennies. Il serait méthodologiquement faux d'utiliser un total contemporain de plusieurs milliers de milliards comme si les décideurs de 2003 ou 2007 connaissaient déjà ce montant. Mais ces calculs ultérieurs révèlent une propriété réelle des guerres longues : leur coût ne s'arrête pas avec les opérations de combat.

Les coûts humains rendent encore plus visible cette temporalité. Les morts et blessés ne sont pas seulement des statistiques militaires ; ils modifient les familles, les communautés et la perception politique des engagements. Les déploiements répétés augmentent la fatigue des personnels et des réservistes. Les traumatismes psychologiques, handicaps et soins de long terme engagent l'État bien après le retrait des forces. Une théorie de la surextension qui ne compterait que les dollars manquerait donc une part essentielle du mécanisme.

L'érosion de légitimité fonctionne différemment mais peut également réduire la marge stratégique. Après le 11 septembre, les États-Unis bénéficient d'une sympathie internationale très large. L'Afghanistan reçoit un soutien allié important. L'Irak transforme rapidement cet environnement. Les enquêtes du Pew Research Center montrent qu'entre 2002 et 2007 les opinions favorables envers les États-Unis baissent dans 26 des 33 pays disposant de mesures comparables.²⁰ Cela ne signifie ni hostilité universelle ni disparition des alliances. Plusieurs gouvernements coopèrent étroitement avec Washington et de nombreux publics continuent d'admirer certains aspects de la société américaine. Mais le coût diplomatique de l'action augmente lorsque la puissance doit convaincre des partenaires dans un environnement où sa crédibilité s'est dégradée.

La légitimité intérieure se détériore elle aussi, surtout pour l'Irak. En février 2008, Pew relève qu'une majorité de 54 % des Américains considère comme mauvaise la décision d'utiliser la force en Irak, contre 38 % qui la juge bonne.²¹ L'Afghanistan conserve un soutien nettement supérieur, preuve qu'il ne s'agit pas d'un isolationnisme uniforme. La leçon est plus précise : lorsque le rapport entre coût et résultat devient incertain, le consensus intérieur qui rend possible l'usage prolongé de la puissance se réduit.

La doctrine militaire, en revanche, constitue un vrai contre-test à l'idée d'un simple affaiblissement. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak produisent des innovations majeures. Les forces spéciales acquièrent une expérience considérable. Le renseignement tactique, la surveillance persistante, l'emploi des drones, la fusion de données, les techniques contre les engins explosifs

improvisés et la coopération interarmées progressent. La contre-insurrection redevient un domaine doctrinal central. L'armée américaine apprend, adapte ses procédures et augmente son efficacité dans plusieurs types d'opérations.

Cette adaptation ne doit pas être retournée artificiellement en preuve de succès stratégique. Une institution peut apprendre énormément dans une guerre coûteuse. La question est de savoir ce que cet apprentissage déplace. Des forces entraînées pour la sécurisation de populations, les patrouilles terrestres, les raids antiterroristes et la contre-insurrection ne préparent pas exactement les mêmes scénarios qu'une compétition militaire de haute intensité contre un État disposant de missiles, d'une grande marine, d'une défense aérienne avancée et d'une base industrielle importante. L'hypothèse selon laquelle les guerres ont temporairement détourné doctrine, acquisitions et attention de cette compétition est plausible, mais elle doit rester plus prudente que les affirmations souvent rétrospectives selon lesquelles « Washington aurait ignoré la Chine ».

Le coût d'opportunité est en effet le point causal le plus difficile. On ne peut pas démontrer qu'un dollar dépensé en Irak aurait nécessairement financé un navire, une usine de semi-conducteurs ou un programme asiatique. Les budgets sont politiques, les alternatives incertaines et la montée chinoise dépend d'abord de dynamiques chinoises. En revanche, il est raisonnable de constater qu'une administration, un Congrès, un appareil diplomatique et des forces armées ne disposent pas d'une attention illimitée. Les guerres occupent les réunions, structurent les carrières, définissent les urgences, orientent les investissements et absorbent du capital politique. La distraction stratégique peut donc exister sans être mesurable comme une simple ligne comptable.

IV — 2006–2008 : adaptation sans effacement des coûts

À partir de 2006, la détérioration de la situation irakienne atteint un niveau qui rend impossible la simple continuité. Les violences communautaires, l'insurrection et la fragilité du gouvernement irakien nourrissent l'idée que la stratégie suivie ne produit pas un résultat acceptable. L'administration Bush répond par une révision importante : augmentation des forces, concentration accrue sur la protection de la population, nouvelles pratiques de contre-insurrection et recherche d'alliances locales, notamment avec les groupes sunnites qui formeront une partie des Sons of Iraq.

Le « surge » de 2007 doit être évalué sans téléologie. Il ne constitue ni une preuve que la guerre entière était une réussite, ni un simple événement sans effet. Les données du GAO montrent une diminution importante de la violence : les attaques initiées par l'ennemi passent d'environ 180 par jour en juin 2007 à

environ 50 en février 2008, puis autour de 30 en juin. Ce recul est réel. Le GAO l'attribue non à un seul facteur mais à la combinaison de l'augmentation des forces américaines, des changements tactiques, de la création des Sons of Iraq et du cessez-le-feu de l'Armée du Mahdi.⁵²

Le résultat confirme une règle déjà rencontrée pendant la guerre froide : une puissance en difficulté conserve souvent une capacité de correction. Les institutions militaires américaines apprennent, adaptent leur doctrine, augmentent leurs effectifs et améliorent localement la situation sécuritaire. Ce serait donc une erreur de décrire l'Irak comme une trajectoire rectiligne vers l'échec. L'augmentation de la sécurité en 2007-2008 crée une marge politique qui n'existait plus en 2006.

Mais la correction ne remonte pas le temps. Les coûts budgétaires sont déjà engagés. Les pertes humaines ont eu lieu. La légitimité internationale a été entamée. Les forces ont subi plusieurs années de rotations et d'usure. Surtout, l'amélioration sécuritaire ne produit pas immédiatement l'ordre politique autonome qui constituait l'ambition la plus haute du projet. En 2008, moins de 10 % des forces de sécurité irakiennes sont classées au niveau permettant de conduire des opérations sans assistance de la coalition selon les données rapportées par le Département de la Défense au GAO. Plusieurs objectifs politiques et institutionnels restent incomplets. La correction tactique améliore donc le rendement sans transformer rétroactivement la totalité du bilan.

Pendant cette séquence, la Chine suit une trajectoire presque inverse par rapport à l'attention stratégique américaine. Son accession à l'OMC le 11 décembre 2001 appartient encore au triomphe de l'ordre ouvert décrit au chapitre précédent. Mais elle accélère aussi son intégration commerciale, l'afflux d'investissements et le développement de capacités productives. Ce processus n'est pas provoqué par l'Irak ou l'Afghanistan. Il résulte des réformes chinoises, de l'investissement étranger, des stratégies d'entreprises, de la croissance du commerce asiatique et d'une transformation de l'économie mondiale.

La simultanéité reste néanmoins historiquement importante. Entre 2001 et 2008, les États-Unis mobilisent une part majeure de leur appareil stratégique autour de la guerre contre le terrorisme. Dans le même intervalle, le principal futur rival systémique approfondit sa participation aux réseaux économiques mondiaux. Il ne faut pas transformer cette simultanéité en causalité. Mais elle permet de comprendre pourquoi les coûts d'opportunité deviennent une question sérieuse : la puissance américaine n'est pas seulement engagée dans des guerres ; elle est engagée dans ces guerres pendant qu'un autre type de transformation modifie progressivement la distribution mondiale de capacités.

Le paradoxe de l'ordre américain apparaît ici dans toute sa force. Les institutions, marchés et réseaux qui avaient multiplié la puissance des États-Unis pendant les années 1990 ne sont pas des mécanismes fermés réservés au centre. Parce qu'ils fonctionnent comme un ordre ouvert, ils offrent aussi aux autres États des possibilités d'enrichissement, d'apprentissage et d'accumulation. La Chine peut donc se renforcer à l'intérieur même d'un système dont Washington reste encore le principal centre financier, technologique et institutionnel. Le succès historique de l'ordre américain contient la possibilité d'une réduction future de l'écart relatif.

En 2008, rien n'autorise encore à parler d'effondrement impérial. Le dollar reste central. Les États-Unis demeurent capables de financer des engagements militaires immenses. Leur économie reste la plus importante du monde en valeur nominale. Leur réseau d'alliances n'a pas disparu. Leur appareil militaire s'adapte et conserve une capacité de projection sans pair. Leur système technologique et universitaire continue de produire des innovations majeures. Même l'Irak montre qu'une correction opérationnelle importante reste possible après plusieurs années d'erreurs et d'impasse.

Ce qui est fracturé est plus précis. La conviction qu'une victoire militaire rapide peut être transformée presque mécaniquement en ordre politique stable est gravement atteinte. La confiance dans le changement de régime comme instrument relativement peu coûteux de politique internationale est réduite. La légitimité américaine s'est dégradée dans une partie importante du monde. Le soutien intérieur à l'Irak s'est érodé. Les forces et les budgets ont subi une mobilisation prolongée. Et l'idée selon laquelle la puissance unipolaire dispose d'une quantité pratiquement illimitée de temps et d'attention stratégique devient beaucoup moins crédible.

La séquence fournit donc un test causal plus utile que l'affirmation générale selon laquelle « les guerres ont provoqué le déclin ». L'hypothèse d'un effet structurel presque nul est trop faible : les coûts, l'usure, la légitimité et la mobilisation stratégique sont trop documentés pour être considérés comme négligeables. L'hypothèse inverse d'une surextension qui expliquerait à elle seule la redistribution de puissance est trop forte : l'économie américaine absorbe encore les coûts, les infrastructures fondamentales de puissance survivent et la montée chinoise possède des causes autonomes. Entre les deux, une conclusion plus robuste se dessine : les guerres contribuent réellement à réduire la marge américaine sans constituer seules le moteur du recul relatif.

L'année 2008 ferme cette séquence pour une autre raison. Alors que les guerres restent ouvertes, une crise financière mondiale commence aux États-Unis et frappe le cœur du système que la décennie précédente avait présenté

comme l'un des principaux multiplicateurs de puissance américaine. Il serait artificiel d'expliquer cette crise par l'Irak ou l'Afghanistan. Ses mécanismes appartiennent à une autre histoire : crédit, immobilier, levier financier, régulation, titrisation et vulnérabilités du système bancaire. Mais sa coïncidence avec les coûts accumulés des guerres marque une rupture supplémentaire dans la confiance envers la capacité américaine à organiser sans contradiction l'ordre mondial.

La première fracture du moment unipolaire n'est donc pas la destruction de la puissance américaine. Elle est la découverte de la quantité de puissance qu'il faut parfois dépenser pour obtenir beaucoup moins que ce que la supériorité initiale semblait promettre. Les États-Unis sortent de 2001-2008 encore extraordinairement puissants, mais avec une image plus précise de leurs limites : ils peuvent renverser des régimes, projeter des armées et financer des engagements considérables ; ils ne peuvent pas automatiquement convertir ces capacités en sociétés stables, en légitimité ou en avantage stratégique proportionnel au coût engagé. Pendant ce temps, la transformation productive du monde poursuit sa propre trajectoire. C'est elle qu'il faut maintenant examiner.

PARTIE III

LE DÉPLACEMENT DU MONDE

CHAPITRE 8

LE DÉPLACEMENT DU CENTRE PRODUCTIF MONDIAL

Le déplacement de la puissance mondiale ne se lit pas seulement dans les budgets militaires, les alliances, les réserves de change ou les déclarations diplomatiques. Il se lit aussi dans les lieux où sont fabriqués les objets. Derrière les flux financiers et les promesses de la mondialisation, il existe toujours des usines, des machines, des chaînes logistiques, des ingénieurs, des mines, des raffineries, des ports, des réseaux électriques, des fournisseurs et des travailleurs. Pendant une grande partie du XXe siècle, les États-Unis et plus largement l'Occident industriel avaient concentré une part exceptionnelle de cette infrastructure matérielle. Depuis la fin du siècle, cette géographie s'est profondément transformée.

Le phénomène ne peut pas être résumé par le slogan selon lequel « l'Amérique ne fabrique plus rien ». Ce serait faux. Les États-Unis restent l'un des plus grands producteurs manufacturiers du monde, disposent de secteurs industriels d'une sophistication remarquable et continuent de concentrer une part considérable de la recherche, de la conception et des activités à très forte valeur ajoutée. Mais il serait tout aussi trompeur de conclure que le déplacement de la production est sans conséquence parce qu'une économie avancée peut se spécialiser dans les services, la finance, les logiciels et l'innovation. Une puissance ne dépend pas seulement de la valeur qu'elle capte ; elle dépend aussi de ce qu'elle peut effectivement produire, remplacer, réparer et augmenter rapidement lorsqu'une chaîne mondiale se rompt.

Les chiffres donnent l'échelle du changement. Selon l'UNIDO, la part de la Chine dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale est passée d'environ 2,8 % en 1990 à environ 32 % en 2024.^s Les États-Unis représentent encore environ 15 %, ce qui en fait toujours la deuxième grande puissance manufacturière du monde, mais l'Asie et l'Océanie concentrent désormais plus de la moitié de la valeur ajoutée manufacturière mondiale. Il ne s'agit donc pas seulement d'une augmentation des importations américaines en provenance de Chine. Le centre de gravité matériel du système productif s'est déplacé.

Ce déplacement ne constitue pas en lui-même une preuve d'effondrement américain. La valeur ajoutée manufacturière ne mesure ni le dollar, ni la finance, ni les logiciels, ni les brevets, ni les universités, ni les alliances, ni

l'ensemble de la puissance militaire. Mais elle modifie une condition profonde de la puissance : la distribution de la capacité physique à transformer des ressources en biens complexes à grande échelle. C'est cette transformation qu'il faut mesurer sans la réduire à un récit unique de « désindustrialisation ».

I — Le basculement : de la centralité occidentale à l'asie industrielle

Le changement le plus spectaculaire est d'abord un changement d'échelle. La Chine, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, puis une partie croissante de l'Asie du Sud-Est deviennent des composantes centrales de réseaux productifs qui ne se contentent plus de fournir des biens bon marché aux consommateurs occidentaux. Ils fabriquent machines, composants électroniques, batteries, équipements industriels, véhicules, produits chimiques, navires, panneaux solaires et une quantité croissante de biens technologiquement sophistiqués. L'Asie n'est plus simplement un atelier périphérique relié à un centre occidental ; elle devient elle-même un ensemble de centres de production, de conception, de financement et d'innovation.

L'ascension chinoise donne la mesure la plus visible de cette transformation. La part chinoise dans les exportations mondiales de marchandises, encore proche de 4 % autour de 2000, double environ en moins d'une décennie puis continue de progresser. Cette dynamique accompagne l'entrée du pays dans l'Organisation mondiale du commerce, mais elle ne s'explique pas par cet événement seul. Elle résulte de plusieurs décennies de réformes économiques, d'investissements massifs dans les infrastructures, d'accumulation de capital, d'urbanisation, de formation, de politique industrielle, de transferts de technologie, de décisions d'entreprises multinationales et d'intégration progressive aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

Ce point est important parce que l'histoire serait faussée si la transformation était décrite comme un simple transfert décidé à Washington. Les choix américains ont compté : ouverture commerciale, encouragement à l'investissement, délocalisations d'entreprises, confiance dans l'intégration économique et recherche de coûts plus faibles ont contribué au mouvement. Mais les gouvernements asiatiques, les entreprises locales, les investisseurs européens et japonais, les changements technologiques, l'automatisation et la baisse du coût du transport ont également participé à la nouvelle géographie productive. L'ouverture mondiale a créé un espace de possibilités ; elle n'en a pas déterminé seule l'issue.

Le contraste avec les États-Unis doit donc être formulé avec précision. La puissance américaine n'a pas cessé de produire. Le Department of Commerce

estime qu'en 2022 environ 80 % de la valeur de la production manufacturière brute réalisée aux États-Unis provenait encore de contenu domestique.⁵⁴ Les fabricants américains obtenaient environ 69 % de leurs intrants intermédiaires auprès de fournisseurs situés dans le pays. L'image d'une industrie américaine réduite à l'assemblage de composants importés est donc largement fautive. Il existe encore un immense tissu productif national, même si près d'un tiers des intrants intermédiaires sont importés et si la dépendance varie énormément selon les secteurs.

La baisse relative peut ainsi coexister avec une capacité absolue élevée. C'est une distinction fondamentale pour tout le livre. Produire une part plus faible de la production mondiale n'implique pas nécessairement produire moins qu'auparavant. Une économie peut continuer de croître en valeur absolue et perdre du poids relatif si d'autres économies progressent beaucoup plus vite. Inversement, une production nationale globalement élevée peut masquer des pertes critiques dans certains secteurs. Le diagnostic ne peut donc pas reposer sur un indicateur unique.

Il faut aussi distinguer la production de l'emploi. Dans les économies avancées, les gains de productivité permettent de produire davantage avec moins de travailleurs. Une baisse de l'emploi manufacturier n'est donc pas une preuve automatique de baisse de production. Elle peut refléter l'automatisation, la robotisation, l'amélioration des procédés et la concentration des entreprises. Mais cette explication ne suffit pas non plus. Dans certains territoires, la fermeture d'usines a effectivement entraîné la disparition d'emplois, de revenus, de sous-traitants, de compétences et de bases fiscales locales. Le bilan national et l'expérience régionale peuvent diverger fortement.

Le déplacement vers l'Asie doit également être compris comme un déplacement de réseaux, pas seulement d'usines isolées. Une grande usine n'existe jamais seule. Elle dépend de fournisseurs de pièces, d'outillage, de matériaux, de logiciels, de maintenance, de logistique, de services industriels et d'une main-d'œuvre formée. Lorsqu'une activité migre pendant plusieurs décennies, les fournisseurs et compétences peuvent se déplacer avec elle. Le résultat n'est pas seulement une différence de coût de production ; c'est parfois la formation d'un écosystème que l'on ne peut pas reconstruire rapidement par simple décision politique.

C'est ici que la mondialisation change de signification stratégique. Pendant la phase d'expansion des chaînes mondiales, la spécialisation était souvent évaluée à partir de l'efficacité : produire là où le coût était le plus faible, distribuer les étapes entre plusieurs pays et réduire les stocks permettait d'augmenter les marges et de diminuer les prix. Tant que les flux restaient

ouverts, cette organisation pouvait apparaître comme un gain net. Mais une chaîne optimisée pour la situation normale n'est pas nécessairement robuste lorsque survient une pandémie, une guerre, une sanction, une catastrophe naturelle ou la fermeture d'une route maritime. La question de la production cesse alors d'être uniquement économique ; elle devient une question de résilience.

II — Ce que « désindustrialisation » veut réellement dire

Le mot « désindustrialisation » est utile seulement si l'on précise ce qu'il désigne. Il peut décrire au moins cinq réalités différentes : la baisse de la part de l'emploi manufacturier, la baisse de la part de l'industrie dans le produit intérieur brut, la disparition absolue de capacité dans certains secteurs, la destruction territoriale d'écosystèmes industriels ou l'augmentation d'une dépendance à des intrants étrangers critiques. Ces phénomènes peuvent se produire ensemble, mais ils ne sont pas identiques.

La baisse de la part de l'emploi manufacturier est commune à la plupart des économies riches. Elle résulte en partie des gains de productivité et de l'essor des services. Une usine automatisée peut produire davantage qu'une usine ancienne avec beaucoup moins de travailleurs. De même, la part de l'industrie dans le PIB diminue mécaniquement lorsque la santé, l'éducation, la finance, les logiciels et d'autres services croissent plus vite. Utiliser ces deux indicateurs seuls conduirait à diagnostiquer une disparition industrielle là où existe parfois surtout une transformation de la structure de l'économie.

Mais l'argument de la productivité ne doit pas servir à effacer les pertes réelles. Dans plusieurs régions américaines, la concurrence des importations chinoises a produit des conséquences durables. Les travaux de David Autor, David Dorn et Gordon Hanson montrent que les marchés du travail locaux les plus exposés à la hausse des importations chinoises entre 1990 et 2007 ont connu davantage de chômage, une baisse plus forte de la participation au marché du travail et des pressions salariales plus importantes. Leur estimation prudente attribue environ un quart de la baisse contemporaine de l'emploi manufacturier américain à cette exposition.⁵⁵

Le résultat n'autorise pas à écrire que « la Chine a détruit l'industrie américaine ». Il signifie quelque chose de plus précis : dans certaines zones spécialisées dans des secteurs directement exposés à une hausse rapide des importations chinoises, l'ajustement a été plus lent et plus coûteux que ne le prévoyait une vision abstraite de la mobilité du travail. Les travailleurs n'ont pas tous quitté les régions touchées pour rejoindre immédiatement les secteurs en

croissance. Les salaires, la participation au travail et les revenus locaux ont parfois mis de nombreuses années à se rétablir. Les gains nationaux du commerce et les coûts concentrés dans certains territoires ne se répartissent donc pas de manière symétrique.

D'autres facteurs interviennent pourtant dans le recul de l'emploi industriel. L'automatisation, la hausse de la productivité, les délocalisations vers le Mexique ou d'autres pays, la transformation de la demande, les changements technologiques et les stratégies financières des entreprises jouent eux aussi un rôle. Il est donc impossible d'attribuer l'ensemble de la désindustrialisation à un adversaire extérieur unique. Ce garde-fou est important pour la suite : si les pertes territoriales deviennent une source de colère politique, leur origine reste multiple.

La spécialisation américaine dans le haut de la chaîne de valeur constitue le principal contre-argument à un récit de déclin industriel simple. Les États-Unis conservent des positions très fortes dans les logiciels, la propriété intellectuelle, la recherche, la conception, l'aéronautique, la pharmacie, certains équipements industriels, les services numériques et la finance. Une entreprise américaine peut capturer une grande partie de la valeur d'un produit sans fabriquer elle-même la majorité de ses composants. Dans un monde de chaînes de valeur complexes, la puissance économique n'est donc pas proportionnelle au tonnage d'acier ou au nombre d'usines.

Mais cette spécialisation pose trois questions différentes. Qui capte la valeur ? Qui contrôle la technologie ? Qui peut réellement fabriquer en grande quantité lorsque l'accès aux fournisseurs ordinaires est interrompu ? Une réponse favorable aux deux premières ne garantit pas la troisième. C'est la différence entre puissance économique en situation normale et capacité productive en situation de rupture.

Cette distinction est visible dans les semi-conducteurs. Les entreprises américaines restent dominantes ou très influentes dans plusieurs segments de conception, de logiciels de conception électronique, de propriété intellectuelle, d'équipements et de recherche. Pourtant, la part américaine de la fabrication mondiale de semi-conducteurs a fortement reculé depuis 1990. Le Department of Commerce rappelle qu'elle est passée d'environ 37 % en 1990 à environ 12 % au début des années 2020, puis à moins de 10 % de la capacité mondiale de fabrication sur wafer en 2024 selon une estimation plus récente.⁶ La contradiction est apparente seulement si l'on confond technologie et fabrication : on peut rester indispensable à une chaîne tout en devenant dépendant de capacités matérielles concentrées ailleurs.

La crise mondiale des semi-conducteurs de 2020–2022 a rendu cette dépendance visible au grand public. Des industries automobiles disposant de capital, de demande et de technologies avancées ont été ralenties par l'absence de composants relativement petits. Le goulet n'était pas la valeur totale du produit mais l'impossibilité de substituer rapidement un maillon spécialisé. Le principe vaut bien au-delà des puces : une chaîne peut être globalement diversifiée et pourtant contenir un point unique dont la rupture paralyse l'ensemble.

III — Quand une chaîne de valeur devient une dépendance stratégique

Une dépendance stratégique ne se mesure pas simplement par la proportion d'importations. Importer n'est pas synonyme de faiblesse. Un pays peut acheter à l'étranger parce que cela est moins coûteux, parce qu'un allié produit mieux ou parce qu'une spécialisation réciproque augmente l'efficacité de tous. La dépendance devient stratégique lorsque le maillon importé est difficilement substituable, lorsque sa concentration géographique est forte, lorsque son interruption aurait des conséquences majeures et lorsque la capacité de remplacement demanderait plus de temps que la crise ne le permet.

Il faut donc analyser les chaînes par fonction. Dans un produit complexe, les matières premières peuvent être extraites dans un pays, raffinées dans un second, transformées en composants dans un troisième, assemblées dans un quatrième, tandis que la conception, les logiciels et la propriété intellectuelle proviennent d'un cinquième. Le drapeau inscrit sur le produit final ne dit presque rien de cette architecture. Une politique industrielle sérieuse doit identifier où se trouvent les goulets et combien de temps il faudrait pour les contourner.

Les semi-conducteurs offrent le cas le plus clair parce qu'ils associent concentration asiatique de fabrication et leadership américain dans plusieurs segments technologiques. Cette structure crée une interdépendance plutôt qu'une dépendance unilatérale. Les producteurs asiatiques ont besoin d'équipements, de logiciels et de technologies provenant en partie des États-Unis et de leurs alliés ; les entreprises américaines ont besoin de capacités de fabrication asiatiques. Cette interdépendance peut être stable en temps normal et extrêmement vulnérable en cas de conflit autour de Taïwan ou de rupture prolongée du commerce régional.

Les chaînes de l'énergie propre présentent un autre type de concentration. La transition énergétique est parfois décrite comme un passage de la dépendance aux hydrocarbures vers une économie plus autonome. Mais les

panneaux photovoltaïques, batteries, aimants permanents et véhicules électriques nécessitent eux aussi des minerais, du raffinage, des composants, des cellules, des wafers et des installations industrielles. Le Department of Energy a documenté une concentration chinoise dépassant 80 % dans de nombreux segments de ces chaînes, avec des niveaux encore plus élevés dans certaines étapes du solaire photovoltaïque.⁷ Une transformation énergétique peut donc réduire une vulnérabilité tout en en créant une autre.

Le problème n'est pas que la Chine contrôle chaque technologie ou chaque ressource. Il est que la concentration d'un grand nombre de maillons dans un même espace industriel augmente le coût de leur remplacement. Lorsqu'un pays dispose à la fois de capacités de raffinage, d'usines de composants, d'infrastructures portuaires, de fournisseurs d'équipements et de marchés domestiques immenses, la concurrence ne porte plus seulement sur le salaire horaire. Elle porte sur l'existence d'un écosystème complet.

La base industrielle de défense rend la question encore plus sensible. Une armée moderne dépend de systèmes extrêmement sophistiqués, mais elle dépend aussi de quantité. Une guerre prolongée consomme des munitions, des missiles, des pièces détachées, des explosifs, des moteurs, des composants électroniques et des capacités de maintenance. La supériorité d'une plateforme individuelle ne résout pas le problème si les stocks s'épuisent plus vite que la production ne peut les remplacer.

Les tensions récentes sur la production américaine de munitions illustrent cette contrainte sans prouver un déclin militaire général. Le GAO a relevé des délais importants dans plusieurs chaînes d'approvisionnement de défense et l'allongement de certains délais de livraison de composants électroniques.⁸ Le Department of Defense a engagé plusieurs milliards de dollars pour élargir les capacités de production et cherche notamment à augmenter fortement la production d'obus de 155 mm. Le fait même qu'une montée en cadence exige des investissements, de nouveaux fournisseurs et du temps montre qu'une capacité industrielle ne peut pas être invoquée comme une réserve abstraite : elle doit exister physiquement avant la crise ou pouvoir être reconstruite assez vite.

Cette contrainte doit être formulée avec prudence. Les États-Unis disposent d'un budget militaire immense, d'une industrie de défense technologiquement avancée et d'un réseau d'alliés capables de produire navires, électronique, munitions et composants. Leur capacité totale mobilisable dépasse donc largement leur capacité nationale stricte. Le Japon, la Corée du Sud, le Canada, l'Australie, plusieurs pays européens et Taïwan peuvent jouer un rôle essentiel. Une évaluation de la puissance américaine qui ignorerait ces alliés serait incomplète.

Mais une capacité alliée n'est pas une capacité souveraine. Elle dépend de décisions politiques, de contrats, de routes maritimes, d'intérêts propres et de vulnérabilités géographiques. Dans un conflit majeur, certains alliés peuvent coopérer pleinement, d'autres plus partiellement. Des installations situées à proximité d'une zone de guerre peuvent être difficiles à utiliser. Il faut donc distinguer la capacité nationale, la capacité alliée théoriquement accessible et la capacité effectivement mobilisable dans un scénario donné.

La même distinction vaut pour l'autonomie. L'autonomie complète est rarement nécessaire et serait extrêmement coûteuse. Aucun grand pays moderne ne produit de manière optimale chaque matière première, composant ou machine sur son territoire. L'objectif stratégique raisonnable peut être la diversification plutôt que l'autarcie : plusieurs fournisseurs, stocks de sécurité, capacités nationales minimales, production alliée, contrats de long terme et possibilité de substitution. La résilience est ainsi différente de l'indépendance.

La relation entre fabrication et innovation constitue un autre enjeu. Pendant longtemps, une partie du discours économique américain supposait qu'il était possible de conserver les activités à plus forte valeur — recherche, conception, logiciels, finance — tout en externalisant une grande partie de la fabrication. Cette stratégie a produit de véritables gains. Mais la séparation n'est pas toujours stable. L'apprentissage industriel se déroule souvent dans l'usine : résoudre des défauts, ajuster un procédé, tester de nouveaux matériaux, former des ingénieurs et développer des fournisseurs créent des connaissances difficiles à codifier entièrement.

Les données de recherche américaines montrent d'ailleurs que l'industrie reste centrale dans l'innovation. En 2023, les entreprises manufacturières ont réalisé environ 394 milliards de dollars de R&D domestique, soit 55 % de la R&D effectuée par les entreprises aux États-Unis.⁹⁸ Cela ne prouve pas que toute production doit être relocalisée. Cela indique simplement que fabrication et innovation restent liées dans plusieurs secteurs, notamment la pharmacie, l'électronique, l'aéronautique et les équipements avancés.

IV — Déclin industriel, transformation ou nouvelle géographie de la puissance ?

À ce stade, quatre interprétations doivent rester séparées. La première voit un déclin industriel substantiel : la perte de certaines capacités critiques réduirait directement la puissance économique et militaire américaine. La deuxième décrit une transformation structurelle : l'industrie américaine reste forte, mais se spécialise davantage dans les activités à forte valeur tandis qu'une

partie de la production de masse se déplace vers l'Asie. La troisième parle d'un déclin relatif sans déclin absolu : les États-Unis continuent de produire énormément, mais d'autres pays croissent plus rapidement et réduisent l'écart. La quatrième considère que certaines dépendances sont compensables grâce à la technologie, la finance, les alliés et une capacité de reconstruction industrielle.

À l'échelle générale, les deuxième et troisième interprétations sont les plus solides. Les États-Unis n'ont pas connu une disparition globale de leur industrie. Ils disposent toujours d'un énorme marché, d'entreprises mondiales, d'un tissu de fournisseurs, de centres de recherche et d'une capacité d'investissement exceptionnelle. Mais leur part de la production manufacturière mondiale s'est fortement réduite relativement à la montée asiatique, et cette redistribution a créé des vulnérabilités dans plusieurs chaînes critiques.

La première hypothèse devient cependant plausible secteur par secteur. Les semi-conducteurs montrent qu'une perte de part dans la fabrication peut créer une dépendance stratégique même lorsque le pays reste puissant dans la conception. Certaines chaînes énergétiques montrent qu'une technologie nouvelle peut être déployée à grande échelle sans que les capacités de production correspondantes soient nationales. Dans la défense, les délais de reconstitution de certaines munitions ou composants montrent que la capacité physique de produire en quantité redevient importante lorsque la consommation dépasse le rythme prévu en temps de paix.

La quatrième hypothèse — dépendance compensable — est la plus difficile à évaluer parce qu'elle dépend de la capacité de correction. Une dépendance n'est pas équivalente à une perte irréversible si le pays peut reconstruire des usines, attirer des entreprises, former des travailleurs, mobiliser du capital et réorganiser ses achats publics. Les États-Unis disposent précisément de plusieurs de ces ressources. Depuis le début des années 2020, les politiques sur les semi-conducteurs, les batteries, les infrastructures et certaines chaînes énergétiques ont cherché à accélérer la reconstruction de capacités domestiques.

Mais la volonté politique ne suffit pas. Une annonce d'investissement n'est pas une usine en production. Une usine construite n'est pas un écosystème compétitif. Un écosystème compétitif n'est pas automatiquement capable d'atteindre le volume nécessaire pendant une crise. Les délais de construction, les permis, la disponibilité de travailleurs qualifiés, les équipements spécialisés, les coûts énergétiques et la dépendance à des fournisseurs étrangers déterminent la réussite réelle de la réindustrialisation.

La question devient donc temporelle. Une puissance peut être capable de reconstruire une capacité en dix ans tout en étant vulnérable à une rupture qui

se produit en six mois. La souveraineté productive n'est pas seulement la possibilité théorique de fabriquer quelque chose ; elle est la possibilité de le fabriquer en quantité, au coût et dans le délai exigés par la situation.

Cette temporalité distingue aussi la puissance en temps de paix de la puissance dans une crise prolongée. Pendant plusieurs décennies, l'économie américaine a bénéficié d'un système mondial capable de livrer rapidement les intrants nécessaires. Tant que ce système fonctionne, la spécialisation internationale augmente l'efficacité. Mais si les relations avec un fournisseur central deviennent hostiles, ou si une zone maritime essentielle est contestée, une partie de l'avantage peut se transformer en contrainte. La mondialisation n'abolit pas la géographie ; elle la rend parfois invisible jusqu'au moment où la circulation s'interrompt.

Le déplacement productif modifie ainsi le concept de déclin. Il oblige à distinguer au moins quatre pertes possibles : perdre une part relative de la production mondiale ; perdre une quantité absolue de production ; perdre le contrôle d'une technologie ; perdre la capacité physique de fabriquer un objet critique. Ces quatre phénomènes ne se confondent pas. Les États-Unis ont clairement subi le premier dans plusieurs domaines. Le second est plus variable. Le troisième est limité par la persistance de fortes positions technologiques. Le quatrième existe dans certains maillons et constitue le principal risque stratégique.

Cette conclusion est plus nuancée que les récits opposés de renaissance ou de ruine. Les États-Unis restent une puissance industrielle majeure. Leur production domestique demeure immense, leur R&D manufacturière est considérable et leur réseau allié multiplie leurs capacités. Mais le monde industriel n'est plus organisé autour d'une prépondérance occidentale aussi exceptionnelle qu'au milieu du XXe siècle. Une part croissante de la capacité de fabrication mondiale, de la production de masse et de plusieurs chaînes stratégiques est désormais située en Asie.

La conséquence géopolitique ne réside donc pas seulement dans le fait qu'un autre pays produit davantage. Elle réside dans le changement du coût de l'autonomie, de la résilience et de la mobilisation. Une puissance ne cesse pas d'être industrielle parce qu'elle ne fabrique plus tout elle-même. Mais lorsque les objets dont dépendent son économie, sa défense et sa capacité d'innovation ne peuvent plus être produits ou remplacés assez vite sans des chaînes qu'elle ne contrôle pas, la géographie de la production devient une contrainte de puissance.

Cette contrainte ne dit pas encore si la Chine a déjà transformé son avantage industriel en une puissance globale équivalente à celle des États-Unis. Une base productive exceptionnelle peut soutenir la technologie, l'armée, la diplomatie et l'influence financière ; elle ne garantit pas à elle seule leur combinaison. C'est précisément le problème du chapitre suivant : comprendre comment le géant productif chinois devient, ou ne devient pas encore complètement, un rival systémique.

CHAPITRE 9

CHINE — DU GÉANT PRODUCTIF AU RIVAL SYSTÉMIQUE

Le chapitre précédent a établi un déplacement massif de la géographie productive mondiale. Il ne suffit pourtant pas de constater qu'un pays fabrique davantage pour conclure qu'il devient une puissance systémique. La production crée des ressources, des compétences, des infrastructures, des dépendances et des capacités de mobilisation ; elle ne transforme pas automatiquement ces avantages en influence diplomatique, en supériorité militaire, en monnaie internationale, en normes, en alliances ou en capacité à organiser durablement un ordre. Le problème chinois commence précisément à cet endroit : comment une base industrielle d'échelle mondiale se convertit-elle en pouvoir politique et stratégique ?

La Chine est devenue le premier État depuis la disparition de l'Union soviétique à pouvoir contester simultanément plusieurs dimensions de la prépondérance américaine. Elle n'est plus seulement un partenaire commercial immense, ni l'atelier auquel des entreprises occidentales confient une partie de leur production. Elle est un centre industriel, technologique, financier et diplomatique capable de modifier les choix d'autres États et de réduire, dans certaines régions et certains secteurs, la liberté d'action de Washington. Cela suffit pour parler d'un rival systémique. Mais cela ne signifie ni qu'elle ait déjà remplacé les États-Unis, ni qu'elle soit destinée à le faire, ni qu'elle reproduise leur modèle de puissance.

Cette distinction est essentielle. Les États-Unis ont bâti une puissance dont les différentes composantes se renforcent mutuellement : le dollar, des marchés financiers profonds, des alliances militaires, des bases, des multinationales, des universités, des technologies, des institutions multilatérales et une diffusion

culturelle mondiale. La Chine suit une trajectoire différente. Elle combine davantage l'industrie, le commerce, l'investissement public, les infrastructures, les financements, une puissance militaire fortement concentrée sur son environnement régional et un réseau de partenariats qui ne ressemble pas au système d'alliances américain. Comparer les deux puissances exige donc de comparer des fonctions, pas des silhouettes institutionnelles.

La question centrale n'est pas de savoir si la Chine est « plus puissante » ou « moins puissante » que les États-Unis dans l'absolu. Une telle comparaison agrégée masque davantage qu'elle n'éclaire. Il faut demander ce qu'elle peut déjà faire, ce qu'elle ne peut pas encore faire et quels coûts elle est désormais capable d'imposer. Dans les années 1990, aucun État ne pouvait contraindre Washington simultanément dans l'industrie, la technologie, le militaire et une partie de l'architecture économique mondiale. C'est cette condition qui a disparu.

I — Transformer la masse productive en puissance stratégique

La première conversion est commerciale. Lorsqu'un pays occupe une place centrale dans les chaînes de valeur mondiales, il ne gagne pas seulement des recettes d'exportation. Il devient fournisseur, client, investisseur et marché pour une multitude d'autres économies. Cette centralité crée de l'interdépendance. Pour certains pays, la Chine constitue un débouché majeur ; pour d'autres, une source essentielle de machines, de composants, de produits chimiques, de biens de consommation ou d'infrastructures. Cette relation ne crée pas une obéissance automatique, mais elle modifie le coût des choix politiques. Résister à Pékin, diversifier ses fournisseurs ou réduire une dépendance peut être possible tout en restant coûteux.

La puissance industrielle chinoise produit également un effet d'échelle. Construire des millions de véhicules, de batteries, de panneaux solaires, de machines ou de composants permet d'accumuler savoir-faire, fournisseurs, capacités logistiques, infrastructures et apprentissages que les statistiques de PIB ne décrivent qu'imparfaitement. Dans plusieurs secteurs, l'avantage n'est plus seulement le coût du travail. Il réside dans la densité d'un écosystème : disponibilité rapide des pièces, proximité des sous-traitants, capacité à modifier un procédé, volume du marché intérieur, financement et infrastructures. Une industrie capable de produire à grande échelle peut ainsi soutenir une ambition technologique et stratégique que ne permettrait pas une simple spécialisation dans l'assemblage à bas coût.

La construction navale est un exemple particulièrement clair de cette conversion. Selon la CNUCED, la Chine représentait environ 55 % de la production mondiale de construction navale en tonnage brut en 2024, 74,4 % des nouveaux tonnages contractés cette année-là et 63,7 % du carnet mondial de commandes au début de 2025.⁶⁰ Ces chiffres concernent d'abord l'industrie commerciale. Ils ne signifient pas que chaque chantier civil devient un chantier militaire ni que tonnage marchand et puissance navale soient équivalents. Mais ils décrivent une profondeur industrielle rare : acier, moteurs, électronique, ingénierie, fournisseurs, main-d'œuvre, infrastructures portuaires et capacité de gestion de programmes complexes. Cette profondeur peut renforcer indirectement la puissance maritime d'un État, notamment en facilitant la mobilisation de compétences et de capacités connexes.

Le même mécanisme apparaît dans la technologie. L'ancienne opposition entre « innovation américaine » et « imitation chinoise » est devenue insuffisante. La Chine demeure dépendante de technologies étrangères dans certains goulets critiques, mais elle dispose aussi de centres de recherche, d'entreprises, de laboratoires, de plateformes numériques et de capacités industrielles capables d'innover à la frontière dans plusieurs secteurs. En intelligence artificielle, elle domine ou rivalise dans certaines mesures de publications, de citations et de brevets, tandis que les États-Unis conservent une position plus forte dans les modèles les plus notables et dans plusieurs infrastructures essentielles. En batteries, télécommunications, drones, équipements énergétiques, robotique ou véhicules électriques, la Chine peut parfois combiner recherche, déploiement commercial et production de masse à une échelle difficile à reproduire ailleurs.

Il faut néanmoins distinguer volume scientifique, qualité, innovation de frontière, propriété intellectuelle et capacité industrielle. Produire davantage d'articles ou déposer davantage de brevets ne prouve pas automatiquement une avance technologique. À l'inverse, mesurer uniquement les innovations les plus visibles peut sous-estimer la puissance d'un système capable de diffuser rapidement une technologie dans des centaines d'usines et des millions de produits. La rivalité technologique se joue donc sur plusieurs étapes : invention, conception, fabrication, déploiement, coût, standardisation et capacité à construire un écosystème.

Les semi-conducteurs révèlent simultanément la force et la vulnérabilité du système chinois. La Chine possède un marché électronique immense et une capacité croissante de fabrication, mais elle reste dépendante, pour certaines puces avancées et certains équipements, de technologies contrôlées par des entreprises américaines ou alliées. Les logiciels de conception, certains

équipements de fabrication et plusieurs technologies de lithographie constituent des goulets que Pékin cherche activement à contourner. Les restrictions américaines à l'exportation ont montré que le contrôle de quelques maillons pouvait encore être utilisé comme instrument de puissance.

Mais cet avantage américain n'est pas un état permanent garanti. Chaque restriction crée aussi une incitation à la substitution. Si un pays sait qu'une technologie peut être retirée pour des raisons stratégiques, il possède un motif supplémentaire pour financer une alternative domestique, même plus coûteuse à court terme. La compétition devient alors une course entre le contrôle actuel d'un goulet et la capacité future à le contourner. Le résultat n'est pas connu d'avance : certains goulets peuvent rester durables, d'autres être progressivement réduits.

La puissance militaire constitue la conversion la plus directe de la base matérielle. En 2025, le SIPRI estime les dépenses militaires chinoises à environ 336 milliards de dollars, soit 12 % du total mondial, contre 954 milliards et 33 % pour les États-Unis.⁶¹ L'écart reste massif. Washington finance une force mondiale, un arsenal nucléaire considérable, des porte-avions, des bases, des alliances, des opérations sur plusieurs théâtres et un appareil de renseignement planétaire. Pékin ne possède pas encore une infrastructure équivalente.

Mais comparer seulement les budgets déforme la situation. La Chine concentre une large part de son effort à proximité de son territoire : mer de Chine méridionale, mer de Chine orientale, détroit de Taïwan et littoral du Pacifique occidental. Les États-Unis, eux, doivent répartir leur puissance entre Europe, Moyen-Orient, Indo-Pacifique, dissuasion nucléaire et présence mondiale. Une puissance régionale peut donc rendre une intervention américaine extrêmement coûteuse sans égaler la capacité mondiale américaine.

La modernisation chinoise vise précisément cette asymétrie. Missiles conventionnels à longue portée, capacités anti-navires, aviation, sous-marins, défense aérienne, espace, cyber et arsenal nucléaire compliquent l'accès américain à la région. Le concept décisif n'est pas la domination mondiale, mais le déni. Une puissance peut réduire l'hégémonie de l'autre sans être capable de la remplacer partout. Si Washington doit désormais prendre en compte la possibilité de pertes lourdes, l'exposition de ses bases et le risque d'escalade nucléaire avant d'agir près du littoral chinois, une partie de l'unipolarité a déjà disparu.

Taïwan concentre ce changement, mais il ne faut pas en faire une prophétie de guerre. Le cas sert de test conceptuel. Dans les années 1990, la supériorité militaire américaine dans la région était beaucoup plus difficile à contester.

Aujourd'hui, une intervention éventuelle impliquerait des risques opérationnels et politiques beaucoup plus élevés. Le signe du déclin relatif américain n'est donc pas forcément la disparition d'un porte-avions, d'une technologie ou d'une base. Il peut résider dans l'augmentation du coût que l'adversaire est capable d'imposer à leur usage.

La Chine dispose ainsi de suffisamment de puissance matérielle pour produire des effets stratégiques réels. Mais un rival systémique ne se définit pas uniquement par sa capacité à rendre une intervention coûteuse. Il doit aussi pouvoir proposer des réseaux, des financements, des institutions ou des relations capables d'offrir aux autres États une marge de choix supplémentaire.

II — Construire des instruments de puissance sans reproduire l'amérique

La Belt and Road Initiative illustre cette autre voie. Depuis 2013, la Chine finance ou construit des ports, routes, chemins de fer, centrales électriques, réseaux numériques et autres infrastructures dans de nombreuses régions.⁶² Ces projets servent d'abord des fonctions économiques. Lorsqu'ils sont effectivement réalisés et correctement intégrés, les travaux de la Banque mondiale ont montré qu'ils peuvent réduire les temps de transport et les coûts commerciaux. Mais leur effet politique peut être plus large : ils créent des contrats, des corridors logistiques, des relations financières, des normes techniques et une présence durable d'entreprises chinoises.

Il serait pourtant abusif de transformer automatiquement ces relations en « empire chinois ». Les pays bénéficiaires disposent de leurs propres intérêts. Ils renégocient, retardent, annulent ou réorientent certains projets. Ils peuvent accueillir des investissements chinois tout en coopérant militairement avec les États-Unis ou en maintenant une politique étrangère indépendante. L'endettement ne signifie pas nécessairement soumission, et la participation à la BRI ne constitue pas un vote d'alignement géopolitique. La puissance réelle de Pékin réside moins dans un contrôle centralisé de ces États que dans la capacité à devenir un partenaire difficile à ignorer.

Cette position est particulièrement importante dans le Sud global. Beaucoup de gouvernements ne souhaitent pas organiser leur politique autour d'un choix exclusif entre Washington et Pékin. Ils peuvent rechercher les garanties sécuritaires américaines, les capitaux du Golfe, les technologies européennes, les hydrocarbures russes et les infrastructures chinoises simultanément. La montée de la Chine élargit leur espace de négociation. Un pays qui dispose de plusieurs

sources de financement, de plusieurs partenaires commerciaux et de plusieurs fournisseurs d'armes est moins dépendant d'un centre unique.

L'influence chinoise fonctionne alors différemment de l'influence américaine de l'après-1945. Elle repose moins sur un système universel combinant institutions multilatérales, alliances de sécurité et projection culturelle que sur une densité de relations économiques, d'infrastructures, de financements et de partenariats d'État à État. Pékin met souvent en avant la souveraineté et la non-ingérence, ce qui peut être attractif pour des gouvernements qui refusent les conditionnalités politiques occidentales. Ce discours possède ses contradictions, notamment lorsque les intérêts chinois sont directement menacés, mais il offre une proposition diplomatique distincte.

Le BRICS constitue un autre signe de pluralisation. Son élargissement montre qu'une partie croissante des grandes puissances non occidentales souhaite disposer d'espaces de coopération où les États-Unis et l'Europe ne dominant pas la définition des priorités. Cette évolution est réelle. Elle ne transforme cependant pas le BRICS en bloc chinois. L'Inde entretient une rivalité stratégique avec la Chine. Le Brésil poursuit ses propres objectifs. Les États du Golfe diversifient leurs partenariats sans abandonner nécessairement leur relation avec Washington. L'Afrique du Sud, l'Indonésie et les autres membres disposent également de trajectoires autonomes. La pluralisation institutionnelle n'est donc pas l'équivalent d'un alignement.

Cette distinction permet de comprendre une forme nouvelle de puissance. La Chine peut réduire la prépondérance américaine sans construire un camp discipliné autour d'elle. Il lui suffit parfois d'offrir des alternatives assez crédibles pour que d'autres États puissent négocier avec Washington depuis une position moins dépendante. Le pouvoir ne consiste pas seulement à obtenir l'obéissance ; il consiste aussi à modifier les options disponibles.

Le soft power reste en revanche une limite importante. Les États-Unis disposent encore d'un écosystème culturel d'une portée exceptionnelle : cinéma, musique, universités, médias, plateformes numériques, marques, langue anglaise, réseaux scientifiques, associations, fondations et imaginaires politiques. Une grande partie de cette influence n'est pas directement produite par l'État américain, ce qui la rend parfois plus persuasive. La Chine a développé médias internationaux, instituts culturels, diplomatie publique, universités et industries créatives, mais leur rayonnement mondial reste plus limité.

Moindre soft power ne signifie cependant pas absence d'attraction. La réussite économique chinoise, la vitesse de construction d'infrastructures, certaines technologies, les transports ferroviaires, les véhicules électriques, les

télécommunications ou l'image d'un État capable de mener des politiques industrielles de long terme peuvent susciter admiration ou imitation. L'attractivité ne se réduit pas aux films, à la musique ou à l'adhésion idéologique. Un pays peut être influent parce qu'il offre des solutions pratiques, du financement ou une trajectoire de développement jugée crédible.

Cette pluralité des instruments montre pourquoi la Chine ne doit pas être évaluée comme une copie inachevée des États-Unis. Elle n'a pas besoin de reproduire exactement le dollar, l'OTAN, Hollywood et les universités américaines pour devenir systémique. Elle doit seulement être capable de produire des effets équivalents dans certaines fonctions : offrir un financement alternatif, créer une norme technique, rendre une opération militaire plus coûteuse, ouvrir un marché, soutenir une infrastructure, imposer une dépendance ou permettre à un partenaire de résister davantage aux pressions américaines.

Mais cette architecture alternative reste partielle. Certaines des ressources les plus puissantes de l'ordre américain — monnaie, marchés financiers ouverts, réseau d'alliances et confiance institutionnelle dans les actifs — ne disposent pas encore d'équivalent chinois. C'est là que se situe le plafond le plus visible de la montée de Pékin.

III — Les plafonds : monnaie, alliances, vulnérabilités et interdépendances

La Chine est une grande puissance financière, mais elle ne possède pas une monnaie hégémonique. Fin juillet 2026, ses réserves de change atteignent environ 3 418,8 milliards de dollars.⁶⁵ Ce stock offre un coussin extérieur considérable et donne à l'État une importante capacité financière. Mais les réserves chinoises montrent aussi un paradoxe : une partie de la puissance financière du pays est stockée dans les actifs, monnaies et marchés d'un système dont le dollar demeure l'infrastructure centrale.

Au premier trimestre 2026, le FMI estime que le dollar représente 57,13 % des réserves de change mondiales déclarées. Le renminbi représente 1,99 % des réserves mondiales déclarées au premier trimestre 2026⁶⁶ et n'approche pas la position de la monnaie américaine. La taille de l'économie chinoise ne suffit donc pas à produire une substitution monétaire. Une monnaie internationale exige des marchés profonds et liquides, une forte convertibilité, une grande disponibilité d'actifs sûrs, une confiance durable dans les règles juridiques et la possibilité pour les investisseurs de déplacer leurs capitaux avec peu de

restrictions. Le contrôle chinois des mouvements de capitaux et l'organisation de son système financier limitent cette fonction.

Les règlements commerciaux en renminbi peuvent progresser, des banques centrales peuvent en détenir davantage et des accords bilatéraux peuvent réduire localement l'usage du dollar. Ces évolutions comptent. Elles ne doivent pas être confondues avec le remplacement du dollar comme monnaie dominante du système financier mondial. La Chine peut contribuer à un ordre monétaire plus pluralisé sans disposer d'une monnaie capable de remplir toutes les fonctions du dollar.

Le réseau d'alliances révèle une asymétrie comparable. Pékin possède des partenaires stratégiques, des coopérations militaires, des relations privilégiées et des liens étroits avec plusieurs États. Mais cela ne forme pas un réseau de sécurité comparable à celui des États-Unis. Washington peut s'appuyer sur l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines et de multiples dispositifs bilatéraux ou multilatéraux. Ces alliances ne garantissent jamais un alignement parfait, mais elles créent bases, accès, interopérabilité, renseignement, planification et capacité de mobilisation commune.

La Chine possède moins de partenaires disposés à prendre des risques militaires majeurs pour elle. Cette faiblesse compte particulièrement pour une puissance qui dépend du commerce maritime mondial. Une influence commerciale étendue n'est pas équivalente à un système de sécurité étendu. Des États peuvent être profondément liés à l'économie chinoise tout en refusant de soutenir Pékin dans une crise stratégique.

La géographie impose également des vulnérabilités. La Chine est un géant manufacturier qui importe une partie importante de son énergie et de ses matières premières. Une part significative de ces flux passe par des routes maritimes vulnérables à des tensions ou à des interruptions. Les investissements dans les pipelines, les ports, les réserves, la diversification des fournisseurs et les nouvelles routes réduisent certains risques sans les supprimer. Plus une économie industrielle est grande, plus la continuité des flux de matières premières devient une condition stratégique.

Cette dépendance ne signifie pas que les États-Unis pourraient aisément « couper » la Chine du monde. Une telle idée ignore la taille de la flotte marchande, les capacités navales chinoises, les partenaires de Pékin, les coûts pour l'économie mondiale et les risques militaires. La vulnérabilité maritime doit être traitée comme une contrainte, pas comme un bouton que Washington pourrait actionner sans coût.

Les contraintes intérieures sont tout aussi importantes. En 2025, l'économie chinoise a encore crû de 5 %, ce qui reste une performance élevée pour une économie de cette taille. Mais le FMI projette 4,5 % en 2026⁶⁶ et un ralentissement progressif à moyen terme. La correction immobilière, la dette et les finances locales, la faiblesse de la demande privée, les pressions déflationnistes, le vieillissement de la population et le ralentissement de la productivité constituent des obstacles réels à une extrapolation linéaire de la trajectoire passée.

L'immobilier joue un rôle particulier parce qu'il touche simultanément richesse des ménages, finances locales, crédit et confiance. Les collectivités ont longtemps dépendu fortement des revenus liés au foncier et à la construction. Lorsque le secteur ralentit, la faiblesse peut donc se transmettre aux budgets locaux et à la demande intérieure. Le FMI souligne également le poids de la dette des véhicules de financement des gouvernements locaux et les risques liés à une poursuite de l'investissement peu productif.

Ces problèmes ne prouvent pas un effondrement chinois futur. Les prophéties de « collapse » répétées depuis plusieurs décennies ont souvent sous-estimé la capacité d'adaptation de l'État et de l'économie. La Chine dispose encore d'un immense marché, d'une épargne élevée, d'infrastructures, de capacités industrielles et d'un appareil public capable de mobiliser des ressources. Mais la même discipline méthodologique appliquée aux États-Unis doit s'appliquer ici : aucune tendance favorable ne peut être prolongée indéfiniment.

La démographie illustre ce point. Le vieillissement et la diminution de la population active peuvent réduire la croissance potentielle et augmenter le coût du vieillissement. Mais ils ne déterminent pas mécaniquement la production future. La robotisation, l'intelligence artificielle, l'amélioration du capital humain et la hausse de la productivité peuvent compenser une partie du manque de travailleurs. Cette compensation reste toutefois une hypothèse d'adaptation, pas une solution acquise. Produire davantage avec moins de travailleurs exige que la productivité progresse assez vite et que les investissements correspondants soient efficaces.

Le système politique chinois possède lui aussi une double face. La concentration du pouvoir peut faciliter des politiques industrielles longues, orienter le crédit, accélérer certaines infrastructures et mobiliser rapidement des ressources. Mais elle peut aussi réduire la circulation d'informations, renforcer des incitations bureaucratiques à masquer les erreurs ou retarder la correction de mauvaises décisions. Aucun régime politique ne transforme automatiquement centralisation et planification en avantage. La question est toujours celle de la qualité du retour d'information et de la capacité à corriger.

Ces plafonds ne rendent pas la Chine secondaire. Ils montrent seulement pourquoi le mot « rival » est plus précis que « successeur ». Pékin possède désormais assez de ressources pour imposer des contraintes structurelles à Washington, mais il reste lui-même dépendant de nombreuses infrastructures du système mondial existant. La rivalité sino-américaine n'est pas une séparation de deux univers hermétiques. C'est une compétition à l'intérieur d'un système encore profondément imbriqué.

IV — Quel type de rivalité structure désormais le système ?

Une première hypothèse serait celle d'une succession hégémonique : la Chine convertirait progressivement sa puissance industrielle en monnaie, institutions, alliances et domination technologique jusqu'à remplacer les États-Unis comme centre principal de l'ordre mondial. Cette possibilité ne peut pas être exclue abstraitement. Mais les éléments actuels ne permettent pas de la considérer comme acquise. Les écarts monétaires, militaires globaux, institutionnels et culturels restent importants, tandis que la Chine fait face à des contraintes internes substantielles.

Une deuxième hypothèse est celle d'une bipolarité incomplète. Les États-Unis et la Chine domineraient suffisamment de dimensions pour structurer une grande partie de la compétition mondiale sans que l'un ou l'autre possède une hégémonie complète. La Chine pourrait être première dans certaines capacités industrielles, très forte dans plusieurs technologies et militairement redoutable en Asie, tandis que les États-Unis conserveraient un avantage majeur dans la finance, le dollar, les alliances, certaines technologies, la projection militaire et le soft power.

Une troisième hypothèse insiste sur la multipolarité. Même si la rivalité sino-américaine devient l'axe principal du système, elle ne supprime pas l'autonomie de l'Inde, de l'Europe, du Japon, de la Russie, des États du Golfe, du Brésil ou d'autres puissances régionales. Certaines peuvent s'aligner sur Washington dans un domaine, sur Pékin dans un autre et poursuivre ailleurs leur propre politique. Le monde pourrait donc être fortement structuré par deux pôles sans redevenir un système bipolaire aussi rigide que la guerre froide.

Une quatrième hypothèse est celle d'un plateau chinois. Le vieillissement, la dette, les limites de productivité, les restrictions technologiques, les tensions commerciales et les erreurs institutionnelles pourraient empêcher Pékin de transformer pleinement sa puissance industrielle en hégémonie globale. Là encore, il faut éviter la téléologie. Un ralentissement ne signifierait pas disparition de la puissance. Une économie peut cesser de converger rapidement

tout en restant immense et capable de contraindre ses rivaux pendant des décennies.

Une cinquième hypothèse, enfin, est celle d'une interdépendance compétitive durable. États-Unis et Chine tenteraient de réduire certaines dépendances stratégiques tout en restant liés par le commerce, les chaînes de valeur, la finance, les marchés et des technologies croisées. Le découplage serait sélectif plutôt que total. Dans ce scénario, la rivalité ne ressemble ni à la mondialisation coopérative des années 1990 ni à la séparation relativement étanche de la guerre froide. Elle devient une compétition au sein d'un système partagé.

À ce stade, les hypothèses de bipolarité incomplète, de multipolarité et d'interdépendance compétitive sont les plus compatibles entre elles et avec les faits observés. Elles décrivent un monde dans lequel les États-Unis restent la puissance la plus complète, mais ne peuvent plus organiser seuls l'environnement stratégique ; la Chine devient le principal rival capable de les contraindre, tandis que d'autres acteurs disposent d'une autonomie croissante.

Ce diagnostic ne doit pas être transformé en score. La Chine est une puissance économique majeure, la première puissance manufacturière mondiale, une puissance technologique forte mais inégale selon les secteurs, une puissance militaire régionale de premier ordre et mondiale en expansion, une puissance financière considérable sans monnaie hégémonique, une puissance diplomatique capable d'offrir des alternatives partielles et une puissance culturelle dont la portée reste inférieure à celle des États-Unis. Ces dimensions ne sont pas directement commensurables.

L'effet sur le diagnostic du déclin américain est pourtant clair. Il faut désormais distinguer affaiblissement propre des États-Unis et montée d'un concurrent. Les États-Unis peuvent continuer à enrichir leur économie, améliorer certaines technologies, moderniser leur armée et conserver leurs alliances tout en perdant une partie de leur prépondérance relative si la Chine progresse plus vite dans des domaines décisifs. Un déclin relatif peut donc exister sans décroissance absolue.

L'inverse est également vrai. Si la Chine ralentit, subit une crise immobilière prolongée ou rencontre des limites technologiques, cela ne répare pas automatiquement les fragilités américaines. La trajectoire de chaque puissance doit être évaluée pour elle-même avant de mesurer leur relation. Le piège analytique serait de conclure que toute faiblesse chinoise constitue mécaniquement une renaissance américaine, ou que toute réussite chinoise prouve mécaniquement un effondrement des États-Unis.

La rupture avec les années 1990 est plus simple et plus profonde. À cette époque, aucun rival n'était capable d'imposer à Washington des coûts comparables simultanément dans l'industrie, la technologie, le militaire et une partie de l'architecture économique mondiale. Aujourd'hui, la Chine le peut. Elle ne remplace pas encore les États-Unis ; elle a déjà rendu impossible le monde dans lequel les États-Unis n'avaient aucun rival de cette nature.

Cette conclusion déplace la question du livre. Après avoir mesuré le principal rival externe, il faut revenir aux États-Unis eux-mêmes. Une puissance peut supporter l'existence d'un concurrent si elle conserve la capacité de corriger ses propres erreurs, d'investir, de maintenir sa cohésion institutionnelle et de renouveler son contrat politique. Le problème suivant n'est donc plus seulement la montée de la Chine, mais la capacité américaine à s'adapter à un monde où cette montée est devenue une donnée durable.

PARTIE IV

**FRAGILITÉS ET
RENOUVELLEMENT**

FRAGILITÉS INTÉRIEURES ET CAPACITÉ DE CORRECTION

Après avoir mesuré la montée du principal rival extérieur, il faut revenir à l'intérieur des États-Unis. Une puissance ne perd pas nécessairement sa place parce qu'elle connaît des conflits, des inégalités, de la dette ou une faible confiance politique. Les États-Unis ont traversé une guerre civile, plusieurs dépressions et récessions, des assassinats politiques, de profondes luttes sociales, des scandales institutionnels, des défaites militaires et des périodes d'inflation sans cesser pour autant de renforcer, à d'autres moments, leur puissance économique, technologique et stratégique. La question pertinente n'est donc pas de savoir si la société américaine est « en crise » au sens vague. Elle est de savoir si ses tensions réduisent durablement sa capacité à transformer des ressources encore immenses en décisions, investissements, exécution administrative et stratégie soutenable.

Cette distinction est décisive parce qu'un diagnostic de déclin intérieur peut facilement devenir une collection d'images spectaculaires : affrontements électoraux, dette record, infrastructures vieillissantes, violences politiques, inégalités, problèmes de santé, conflits migratoires. Chacun de ces phénomènes peut être grave. Aucun ne prouve à lui seul que la puissance américaine est condamnée. Une société riche peut rester très inégalitaire et conserver une capacité militaire considérable ; une démocratie polarisée peut encore voter des lois structurantes ; un État lourdement endetté peut mobiliser des sommes gigantesques s'il conserve la confiance des marchés, une base fiscale profonde et une monnaie dominante. L'analyse doit donc passer du symptôme au mécanisme.

Le mécanisme central de ce chapitre est la capacité de correction. Une grande puissance ne décline pas nécessairement parce qu'elle accumule des problèmes ; elle décline lorsque ces problèmes réduisent durablement sa capacité à mobiliser ses ressources, corriger ses erreurs et supporter le coût des transformations nécessaires. Cette capacité possède plusieurs dimensions qui ne doivent pas être confondues : décider juridiquement, financer budgétairement, exécuter administrativement, produire matériellement et maintenir politiquement l'effort. Un pays peut réussir sur quatre de ces dimensions et échouer sur la cinquième. Il peut voter une loi mais ne pas construire ; dégager

des crédits mais manquer d'ingénieurs ; disposer de technologies mais ne pas obtenir les permis ; posséder une base industrielle mais abandonner une stratégie après chaque alternance.

La compétition avec la Chine rend cette question plus pressante, mais elle ne crée pas les fragilités américaines. Elle les expose. Tant qu'aucun rival comparable n'existe, une mauvaise allocation des ressources peut être absorbée plus facilement. Lorsque la compétition devient durable, les retards s'additionnent. Dix années perdues dans une chaîne industrielle, une infrastructure, une formation ou une politique énergétique peuvent produire un coût stratégique que la richesse seule ne corrige pas instantanément. Le problème intérieur américain n'est donc pas celui d'un effondrement soudain. Il est celui d'une possible augmentation de la distance entre les ressources disponibles et la capacité collective à les convertir assez vite en action durable.

I — Quand le conflit intérieur devient une contrainte de puissance

La confiance politique constitue un premier test. En septembre 2025, Pew ne trouvait que 17 % d'Américains déclarant faire confiance au gouvernement fédéral pour faire ce qui est juste presque toujours ou la plupart du temps, l'un des niveaux les plus bas depuis le début de la série à la fin des années 1950.⁶⁶ En juillet 2026, Gallup mesurait une confiance moyenne de 27 % dans quatorze grandes institutions, à un point seulement de son plancher historique.⁶⁷ Ces chiffres décrivent une défiance réelle. Ils ne disent pourtant pas directement ce que l'État peut ou ne peut pas faire.

Une faible confiance ne devient une variable de puissance qu'à travers ses conséquences. Un gouvernement dont les décisions sont reçues avec suspicion peut avoir plus de difficulté à obtenir l'acceptation d'un impôt, d'un programme de réindustrialisation coûteux, d'une restriction technologique, d'une dépense militaire, d'un soutien durable à un allié ou d'un investissement dont les résultats n'apparaîtront qu'après plusieurs mandats. Le coût politique de chaque transformation augmente lorsque les citoyens doutent non seulement du parti au pouvoir, mais de l'administration, des experts ou des arbitres qui doivent la mettre en œuvre.

La défiance américaine a en outre une forte composante partisane. La confiance envers le gouvernement monte généralement parmi les sympathisants du camp qui contrôle la Maison-Blanche et baisse dans le camp opposé. Le problème n'est donc pas simplement une chute uniforme de légitimité. Il tient au caractère conditionnel de cette légitimité. Si chaque alternance transforme une part importante de la population en groupe qui

soupçonne l'appareil fédéral d'être fondamentalement hostile, la continuité des politiques longues devient plus difficile. Cela ne signifie pas que les électeurs refusent automatiquement la légalité ni que l'État cesse de fonctionner. Cela signifie que la durée nécessaire à une stratégie industrielle, énergétique ou militaire peut entrer en conflit avec la durée de la confiance partisane.

La polarisation doit être traitée avec la même prudence. Une démocratie n'est pas forte parce qu'elle est consensuelle. Le désaccord peut produire contrôle, alternance et correction. La polarisation devient un problème de puissance lorsqu'elle empêche précisément ces fonctions : incapacité à voter des compromis budgétaires, instabilité réglementaire, annulation systématique des programmes du gouvernement précédent, transformation d'infrastructures communes en objets de guerre culturelle ou difficulté à maintenir des engagements internationaux au-delà du cycle électoral.

Le point n'est pas que tout change après chaque élection. Plusieurs politiques de compétition avec la Chine, de contrôle technologique, de soutien à certaines alliances ou de réindustrialisation ont montré une continuité plus forte que ne le laisserait penser la rhétorique partisane. Cette continuité est un contre-test important. Elle indique qu'une polarisation intense peut coexister avec des zones de consensus stratégique. Mais elle ne garantit pas leur stabilité. La question empirique doit toujours être : quelles politiques survivent, lesquelles sont renversées et à quel coût d'incertitude pour les entreprises, les alliés et l'administration ?

La violence politique représente une forme plus aiguë de cette tension. En 2025, la United States Capitol Police a ouvert 14 938 dossiers portant sur des déclarations, comportements ou communications préoccupants visant les membres du Congrès, leurs familles, leurs personnels ou le complexe du Capitole, contre 9 474 en 2024.⁶⁸ Cette progression ne mesure pas 14 938 actes violents. Elle inclut des menaces, comportements et communications nécessitant une évaluation. Elle ne permet donc pas de décrire les États-Unis comme engagés dans une guerre civile. Mais elle révèle une charge institutionnelle : davantage d'enquêtes, de protection, de coordination avec les polices locales et de ressources consacrées à la sécurité des élus.

C'est cette fonction qui importe pour le chapitre. Lorsque l'intimidation augmente, elle peut modifier qui accepte de se présenter, comment les élus rencontrent leurs électeurs, les ressources nécessaires pour protéger les institutions et la manière dont certains responsables prennent des décisions. Une menace n'est pas seulement un événement moralement condamnable ; elle peut devenir un coût administratif et politique. Encore faut-il distinguer l'attitude déclarée du passage à l'acte. Les enquêtes montrant qu'une minorité

non négligeable de citoyens juge parfois la violence politique acceptable indiquent une normalisation potentielle dans les représentations. Elles ne sont pas un taux de violence réelle.

Les inégalités exigent un autre changement de focale. En 2024, le revenu médian des ménages américains restait très élevé, autour de 83 730 dollars, tandis que le coefficient de Gini du revenu monétaire des ménages se situait à 0,488.⁶⁹ Les deux faits doivent être maintenus ensemble. Les États-Unis ne sont pas une société uniformément appauvrie. Ils restent une économie à revenu élevé, dotée d'une capacité de consommation et d'investissement exceptionnelle. Mais la distribution de cette richesse et les trajectoires territoriales sont fortement inégales.

L'inégalité devient stratégiquement pertinente lorsqu'elle modifie la mobilité, la confiance, la capacité à accepter des coûts communs ou la géographie des opportunités. Une perte industrielle peut être absorbée nationalement tout en déstabilisant durablement une région. Des gains technologiques peuvent enrichir certaines métropoles tout en laissant d'autres territoires avec une base fiscale affaiblie, des infrastructures vieillissantes et moins de possibilités de mobilité. Dans ce cas, le problème n'est pas seulement le niveau d'inégalité à un instant donné, mais la capacité des individus et des territoires à se réinsérer dans la croissance.

La mobilité est donc plus importante que le seul coefficient de Gini. Une société peut accepter de fortes différences de revenu si les trajectoires restent ouvertes, si changer de région ou d'emploi demeure possible, si l'accès au logement ne ferme pas les zones les plus productives et si l'éducation permet une progression réelle. Les travaux sur la mobilité américaine montrent depuis longtemps une forte variation géographique des chances d'ascension, ce qui interdit de parler d'une expérience nationale uniforme. Le chapitre ne doit pas exagérer un chiffre unique : la mobilité intergénérationnelle, la mobilité géographique, le logement et le changement d'emploi sont des mécanismes distincts.

Cette première série de fragilités ne suffit pas à diagnostiquer le déclin. Elle indique plutôt une augmentation possible du coût de l'action collective. Une société profondément conflictuelle peut continuer à agir si elle dispose d'une richesse suffisante, d'un État capable de lever des ressources et d'institutions qui transforment le conflit en décision. Il faut donc passer de la cohésion aux marges matérielles de choix.

II — Quand les ressources restent immenses mais les marges se rétrécissent

Le débat sur la dette américaine est souvent mal posé. Le niveau de dette est élevé et augmente ; cela ne signifie pas que les États-Unis soient au bord d'une faillite comparable à celle d'un débiteur sans monnaie propre, sans accès profond aux marchés et sans capacité fiscale. Le dollar reste central dans le système financier mondial. Le marché des titres du Trésor demeure une infrastructure majeure de la finance internationale. L'État fédéral possède une capacité de prélèvement et d'emprunt que peu de pays peuvent approcher. Parler de faillite imminente obscurcit donc le mécanisme réel.

Le Congressional Budget Office projette, dans son scénario de référence de février 2026 fondé sur les lois alors en vigueur, une dette fédérale détenue par le public équivalente à 101 % du PIB en 2026 et 120 % en 2036. Le déficit passerait de 5,8 % à 6,7 % du PIB. Ces chiffres indiquent une trajectoire de dette croissante dans une période où le chômage projeté reste inférieur à 5 %, ce qui rend ces déficits historiquement élevés pour une économie qui n'est pas supposée être en récession profonde.

Mais le mécanisme le plus directement stratégique est le service de cette dette. Le CBO projette les paiements nets d'intérêts de 3,3 % du PIB en 2026 à 4,6 % en 2036, soit environ 1 000 milliards de dollars puis 2 100 milliards.⁷⁰ À cet horizon, ces paiements approcheraient l'ensemble des dépenses discrétionnaires fédérales. Une part croissante du budget servirait donc à rémunérer des engagements passés plutôt qu'à financer une décision nouvelle.

La question stratégique devient alors moins « combien les États-Unis doivent-ils ? » que « combien de décisions futures le service de la dette préempte-t-il ? ». Défense, recherche, infrastructures, énergie, adaptation climatique, politique industrielle ou protection sociale peuvent toutes être financées davantage. Mais si les intérêts absorbent une part croissante des recettes, chaque choix supplémentaire exige davantage d'impôts, davantage de déficit ou un arbitrage plus dur avec d'autres dépenses. La contrainte n'est pas l'impossibilité d'agir. Elle est le rétrécissement du nombre d'actions simultanées possibles sans coût politique ou financier supplémentaire.

Le contre-test est essentiel. L'endettement est aussi un instrument de puissance. Les États-Unis ont financé par la dette des guerres, des crises financières, une pandémie et de vastes programmes d'urgence. La capacité d'emprunt permet de déplacer le coût dans le temps et d'agir vite lorsque les circonstances l'exigent. Une monnaie de réserve et des marchés de capitaux profonds donnent précisément cette flexibilité. Mais une force utilisée en

permanence peut devenir plus coûteuse à mobiliser dans l'urgence. Un État dont la dette et les intérêts sont déjà élevés conserve la capacité d'emprunter ; il perd progressivement une partie de la liberté que lui donnerait une position budgétaire plus légère.

La santé publique représente une contrainte d'un autre type. Les données récentes obligent à éviter le catastrophisme. En 2024, l'espérance de vie à la naissance aux États-Unis a atteint 79,0 ans, soit 0,6 année de plus qu'en 2023.⁷¹ Cette amélioration est réelle et importante. Elle invalide l'idée d'une détérioration continue de tous les indicateurs. Mais, dans les comparaisons internationales disponibles, les États-Unis restent en retard sur plusieurs pays riches, avec des niveaux élevés de mortalité évitable ou traitable.

La santé n'entre pas ici comme jugement sur le modèle social. Elle entre comme capacité. Une population en moins bonne santé peut connaître davantage d'absentéisme, de retrait du marché du travail, de dépenses médicales, de difficultés de recrutement militaire et de vulnérabilité financière des ménages. Le coût du système de santé peut aussi absorber des ressources qui auraient d'autres usages. Aucun de ces mécanismes ne doit être supposé ; ils doivent être documentés séparément. Mais ils rappellent qu'une puissance ne se mesure pas seulement au PIB ou aux porte-avions. Elle dépend aussi de la qualité du capital humain qu'elle peut mobiliser.

Les infrastructures fournissent un cas particulièrement utile parce qu'elles montrent simultanément fragilité et correction. L'American Society of Civil Engineers attribue aux infrastructures américaines une note globale C en 2025, contre C- en 2021 et D+ en 2017.⁷² Plusieurs catégories restent médiocres. Mais la trajectoire s'est améliorée. Autrement dit, le vieillissement n'a pas produit une incapacité irréversible. Des investissements publics ont commencé à modifier certains indicateurs.

Le point est méthodologique. Une route, un réseau électrique ou une installation d'eau dégradés sont des fragilités. Ils ne deviennent un mécanisme de déclin que si le pays ne parvient plus à les remettre à niveau à un rythme compatible avec ses besoins. La notation meilleure de 2025 constitue donc un contre-test direct à la thèse d'un État totalement incapable d'investir. Elle ne prouve pas que le problème est résolu. Elle montre que l'action correctrice existe.

L'immigration concentre enfin plusieurs contradictions de la puissance américaine. Historiquement, elle soutient la croissance démographique, les universités, les laboratoires, l'entrepreneuriat, la technologie et le renouvellement de la main-d'œuvre. Dans une compétition avec une Chine

vieillissante et d'autres économies confrontées à des contraintes démographiques, cette capacité d'attirer des personnes qualifiées est potentiellement un avantage stratégique majeur.

Mais la politique migratoire est aussi l'un des sujets les plus explosifs du débat intérieur américain. Instabilité des règles, conflits entre gouvernement fédéral et États, procédures longues et changements de politique peuvent réduire la capacité à convertir cette attractivité en avantage prévisible pour les universités et les entreprises. Le paradoxe est donc simple : une ressource potentiellement exceptionnelle peut devenir moins utile si le système politique ne parvient pas à définir durablement les conditions de son usage.

À ce stade, rien ne permet de décrire les États-Unis comme un pays ayant épuisé ses ressources. Le diagnostic est presque inverse : les ressources restent vastes, mais certaines marges se resserrent et leur conversion devient parfois plus coûteuse. La question centrale est donc l'exécution.

III — La capacité de correction : décider, financer, exécuter, maintenir

L'un des pièges du débat américain consiste à confondre l'adoption d'une politique avec sa réalisation. Une loi sur les infrastructures n'est pas un pont réparé. Un crédit pour les semi-conducteurs n'est pas une usine opérationnelle. Une annonce de relocalisation n'est pas une chaîne d'approvisionnement. Une stratégie militaire n'est pas un stock de munitions. Entre décision et résultat se trouve une chaîne d'exécution souvent plus déterminante que le montant annoncé.

Cette chaîne peut être décomposée en cinq capacités. La première est juridique : les institutions peuvent-elles prendre une décision valide ? La deuxième est budgétaire : les ressources sont-elles disponibles ? La troisième est administrative : existe-t-il des personnels, procédures, données et compétences capables de transformer la décision en programme ? La quatrième est industrielle : les entreprises, fournisseurs, travailleurs et équipements nécessaires existent-ils ? La cinquième est politique : l'effort peut-il être maintenu assez longtemps pour produire ses effets ?

Ces cinq capacités ne se superposent pas. Les États-Unis peuvent voter des crédits pour une usine tout en manquant de transformateurs électriques, d'ingénieurs, de permis ou d'équipements. Ils peuvent disposer d'une technologie avancée mais d'une chaîne d'approvisionnement vulnérable. Ils peuvent annoncer une politique pendant une administration puis modifier ses

conditions pendant la suivante. C'est dans ces écarts que se mesure la capacité de correction réelle.

La capacité administrative américaine doit être traitée avec plus de précision que les critiques générales sur la « bureaucratie ». Le Government Accountability Office classe depuis 2001 la gestion stratégique du capital humain fédéral parmi ses domaines à haut risque.⁷³ Il documente des déficits persistants de compétences dans des fonctions critiques, notamment les ressources humaines, la cybersécurité et les achats publics. Cela ne signifie pas que l'administration fédérale serait globalement incompétente. Cela signifie que certaines compétences dont dépend l'exécution sont durablement difficiles à recruter, conserver ou organiser.

Cette contrainte devient stratégique lorsque les politiques exigent justement des compétences rares : ingénierie, cyber, acquisition, gestion de grands programmes, analyse de données, réglementation technologique ou coordination inter-agences. Une administration peut recevoir davantage d'argent sans augmenter immédiatement sa capacité à le dépenser correctement. L'État ne fonctionne pas comme un compte bancaire où une ligne budgétaire se transforme automatiquement en résultat.

La question des permis et des délais illustre cette difficulté. Accélérer la construction d'un réseau électrique, d'une usine, d'une mine, d'un port ou d'une ligne de transport peut exiger des procédures fédérales, étatiques et locales, des études environnementales, des consultations, des recours et des négociations foncières. Certaines de ces procédures protègent des intérêts légitimes ; leur suppression totale créerait d'autres coûts. Le problème de capacité n'est donc pas simplement « trop de règles ». Il est la faculté de coordonner des exigences multiples dans un délai compatible avec la stratégie poursuivie.

Le fédéralisme amplifie cette ambivalence. Il peut ralentir l'exécution parce qu'il multiplie les centres de décision et les normes. Mais il produit aussi redondance, expérimentation et résilience. La Californie, le Texas, le Massachusetts, la Caroline du Nord ou l'Arizona peuvent développer des spécialisations, attirer des industries ou expérimenter des politiques différentes. Lorsqu'un niveau de gouvernement échoue, un autre peut parfois agir. Le fédéralisme ne peut donc être classé comme avantage ou faiblesse en bloc. Sa fonction dépend du domaine.

La continuité inter-administrations constitue un autre test. Une stratégie de puissance suppose souvent des investissements sur dix ou vingt ans. Or le cycle politique américain est beaucoup plus court. La bonne question n'est pas de savoir si les partis s'opposent verbalement, mais si les politiques essentielles

survivent à l'alternance. Sur plusieurs dossiers — compétition technologique avec la Chine, renforcement de certaines capacités industrielles, contrôle de technologies sensibles, importance de l'Indo-Pacifique — une continuité significative existe malgré de profondes divergences sur les instruments. C'est un signe de résilience.

Mais cette continuité peut être partielle. Des changements de subventions, de tarifs, de règles environnementales, d'immigration ou d'engagement international modifient les calculs des entreprises et des alliés. Une stratégie n'a pas besoin d'être identique d'un gouvernement à l'autre. Elle doit néanmoins fournir un horizon suffisamment stable pour que des acteurs investissent des milliards sur dix ans sans supposer que les règles seront entièrement inversées au prochain scrutin.

La capacité de correction comprend enfin l'acceptation des coûts. Une politique industrielle peut augmenter les prix à court terme. Une diversification des chaînes d'approvisionnement peut réduire l'efficacité immédiate. Une hausse des dépenses militaires exige davantage de recettes ou moins d'autres dépenses. Un soutien à un allié mobilise du matériel et des fonds. Une transition énergétique impose des infrastructures et des compromis locaux. Aucun État ne peut poursuivre toutes ces politiques gratuitement.

La cohésion pertinente n'est donc pas l'absence de conflit, mais la capacité à construire une coalition assez large pour accepter des coûts présents au nom d'un bénéfice futur. C'est l'un des points où confiance, inégalités et capacité administrative se rejoignent. Si les citoyens pensent que les coûts sont distribués injustement, que l'État exécutera mal le programme ou que l'administration suivante l'abandonnera, l'acceptation diminue. La capacité de correction est ainsi autant politique que technique.

Les États-Unis continuent pourtant de fournir des contre-exemples à l'idée d'une paralysie généralisée. Ils ont adopté de vastes programmes d'infrastructure, mobilisé des ressources pour les semi-conducteurs, l'énergie et la défense, attiré des investissements privés considérables et conservé des universités, laboratoires et entreprises capables de travailler à la frontière technologique. Ces éléments ne doivent pas être transformés ici en inventaire de résilience — ce sera la fonction du chapitre suivant — mais ils suffisent à montrer que la correction n'a pas disparu.

La tension devient alors plus précise. Le système américain semble encore capable de corriger certaines fragilités, parfois à très grande échelle, mais cette correction est souvent lente, coûteuse, disputée et inégale. Ce constat peut

soutenir deux diagnostics opposés : celui d'une érosion progressive ou celui d'une réadaptation déjà engagée.

IV — Fragilités, érosion ou réadaptation ?

Une première interprétation consisterait à considérer les conflits américains comme du bruit intérieur. Les démocraties sont visibles, bruyantes et ouvertes ; leurs crises s'exposent davantage que celles de régimes plus fermés. Selon cette hypothèse, la faiblesse de confiance, les affrontements culturels et les crises politiques impressionnent sans entamer profondément les capacités économiques, technologiques et militaires fondamentales.

Cette hypothèse contient une part de vérité. Les États-Unis ont souvent donné l'impression d'une société au bord de la rupture avant de produire de nouvelles phases d'innovation ou de puissance. Une partie des indicateurs les plus spectaculaires peut être politiquement grave sans modifier directement la capacité de l'État à financer une flotte, une université ou un laboratoire. Mais réduire l'ensemble des fragilités à du bruit ne suffit pas. Les intérêts budgétaires croissants, les déficits de compétences administratives, les retards d'infrastructure ou les difficultés de continuité possèdent des mécanismes plus concrets.

Une deuxième hypothèse est donc celle de l'érosion lente. Dans ce scénario, aucun événement unique ne détruit la puissance américaine. Les marges se réduisent progressivement. Une part plus importante du budget finance les intérêts. Des investissements nécessaires deviennent plus coûteux. La faible confiance augmente le prix politique de la mobilisation. La polarisation rend certaines politiques moins stables. Les inégalités territoriales compliquent la construction d'une coalition nationale. La correction reste possible mais demande davantage de temps et de ressources.

Une troisième hypothèse va plus loin : les États-Unis conserveraient de vastes ressources mais éprouveraient une difficulté croissante à les convertir en action cohérente. Ce serait une crise de capacité de correction plutôt qu'une crise de richesse. Le pays posséderait l'argent, les entreprises, les chercheurs et les institutions nécessaires, mais l'écart entre décision et résultat augmenterait. Dans ce cas, le déclin relatif ne viendrait pas d'un manque de ressources absolues, mais d'un rythme d'exécution inférieur à celui exigé par la concurrence.

Cette hypothèse est sérieuse mais ne doit pas être transformée prématurément en conclusion. Elle rencontre un contre-test puissant : la réadaptation. La compétition avec la Chine, les ruptures de chaînes

d'approvisionnement et les crises récentes ont déjà provoqué un retour de la politique industrielle, de l'investissement infrastructurel, de la réflexion sur les capacités de défense et de la sécurisation des technologies. Des coalitions nouvelles peuvent se former précisément parce qu'un environnement extérieur plus contraignant rend certains investissements politiquement acceptables.

L'histoire américaine fournit plusieurs précédents de ce type. La capacité de correction n'est pas nécessairement constante. Elle peut s'affaiblir, puis se recomposer sous pression. Les institutions peuvent produire des réponses tardives mais massives. Les entreprises peuvent changer rapidement d'échelle lorsqu'un marché, une crise ou un signal public rendent l'investissement rentable. Les États peuvent expérimenter avant qu'une politique fédérale ne se stabilise. La faiblesse d'un moment ne suffit donc pas à prédire la trajectoire.

Le diagnostic le plus prudent est alors double. Les hypothèses d'érosion lente et de difficulté croissante de conversion des ressources sont suffisamment étayées pour être prises au sérieux. Mais elles ne décrivent pas une incapacité générale ni irréversible. La réadaptation reste ouverte, et plusieurs signes montrent qu'elle a déjà commencé dans certains domaines.

La distinction entre fragilité et déclin devient ici essentielle. Une infrastructure médiocre est une fragilité tant que le pays peut la réparer. Une dette élevée est une fragilité tant que le service reste compatible avec les choix collectifs. Une faible confiance est une fragilité tant que les institutions parviennent encore à produire des décisions légitimes et exécutables. Une administration lente est une fragilité tant qu'elle peut recruter, réformer ses procédures ou coordonner ses niveaux de gouvernement. Le mécanisme devient déclin lorsque ces corrections échouent durablement, se répètent trop tard ou coûtent tellement qu'elles empêchent d'autres investissements nécessaires.

Le risque américain n'est donc pas d'être devenu pauvre, sans ressources ou sans talents. Il est que la distance augmente entre les ressources dont le pays dispose et sa capacité politique, administrative et budgétaire à les convertir assez vite en action durable. Ce risque est réel parce que plusieurs contraintes se renforcent mutuellement : les intérêts réduisent les marges budgétaires ; la polarisation augmente le coût des compromis ; la défiance réduit l'acceptation des coûts ; les déficits de compétences ralentissent l'exécution ; les disparités territoriales rendent la coalition plus difficile à maintenir.

Mais le même pays conserve encore des capacités de correction que beaucoup de diagnostics de déclin sous-estiment. Ses marchés de capitaux, ses universités, ses entreprises technologiques, son attractivité migratoire, ses ressources énergétiques, son fédéralisme expérimental et sa faculté d'emprunt lui donnent

des moyens de réponse exceptionnels. La question ne peut donc être tranchée sans leur consacrer un contre-test systématique.

C'est l'objet du chapitre suivant. Après avoir identifié les mécanismes capables d'éroder la correction intérieure, il faut mesurer ce qui résiste encore : le dollar, l'innovation, les alliances, l'énergie, les universités, les entreprises, l'immigration et la capacité de renouvellement. Le diagnostic de déclin ne sera crédible que s'il survit à cette épreuve.

CHAPITRE II

CE QUI RÉSISTE — DOLLAR, INNOVATION, ALLIANCES ET CAPACITÉ DE RENOUVELLEMENT

Le chapitre précédent a montré que le problème intérieur américain ne se résume ni à la pauvreté, ni à l'absence de ressources, ni à une incapacité générale de l'État. Il tient davantage au risque que s'élargisse la distance entre les moyens disponibles et la capacité politique, administrative et budgétaire à les convertir en action durable. Mais un diagnostic de déclin ne peut pas s'arrêter à cette moitié du problème. Une puissance ne se juge pas seulement à ses pertes, à ses vulnérabilités ou à la montée de ses rivaux. Il faut aussi mesurer ce qu'elle continue de produire, d'attirer, de financer, d'organiser et de renouveler.

C'est ici que l'histoire des années 1970 conserve une valeur méthodologique. À l'époque, le Vietnam, l'inflation, les chocs pétroliers, la fin de Bretton Woods, l'essor industriel japonais et ouest-allemand et une profonde crise de confiance semblaient compatibles avec un récit de déclin. Pourtant, plusieurs des structures qui semblaient fragilisées furent transformées plutôt que détruites. Le dollar perdit son ancrage-or mais conserva puis réorganisa sa centralité. Les États-Unis perdirent une part de leur supériorité industrielle mais renforcèrent leur position dans la finance, l'informatique, l'aéronautique, les services avancés, la recherche et les technologies numériques. Une faiblesse présente ne prouve donc pas son irréversibilité.

La question de ce chapitre n'est pas de dresser un palmarès des forces américaines. Ce serait aussi trompeur que de dresser un catalogue de leurs faiblesses. Il faut distinguer trois choses : les avantages hérités, qui proviennent d'une position accumulée dans le temps ; les avantages renouvelés, qui

continuent à être produits aujourd'hui ; et les avantages conditionnels, qui restent puissants mais dépendent d'institutions, de choix politiques ou de ressources susceptibles de se dégrader. Le critère décisif n'est pas seulement : « est-ce encore fort ? » Il est aussi : « est-ce encore reproduit ? » et « peut-on encore convertir cette force en capacité stratégique ? »

I — Les infrastructures héritées qui restent actives : dollar, finance, géographie

Le dollar constitue probablement le meilleur exemple d'un avantage ancien qui reste fonctionnel. Au premier trimestre 2026, selon le FMI, il représentait 57,13 % des réserves de change mondiales déclarées.⁷⁴ Cette part est nettement inférieure à celle qu'il détenait dans les décennies où sa domination était plus écrasante, mais elle reste sans équivalent proche. Le renminbi chinois ne représente encore qu'environ 2 % de ces réserves. Il existe donc bien une diversification graduelle, mais pas de remplacement monétaire global déjà accompli.

Le mot « dédollarisation » peut ainsi désigner des phénomènes réels tout en induisant en erreur s'il est utilisé comme synonyme d'effondrement du dollar. Certains États cherchent à réduire leur exposition aux sanctions américaines ; certains accords commerciaux utilisent davantage les monnaies locales ; l'or a repris une place importante dans les réserves officielles ; la Chine, la Russie et plusieurs partenaires développent des instruments alternatifs de paiement. Mais la fonction internationale d'une monnaie ne dépend pas d'un seul choix politique. Elle repose sur la profondeur des marchés, la liquidité, la sécurité juridique, la convertibilité, la taille du marché obligataire, la disponibilité d'actifs sûrs, les habitudes institutionnelles et la capacité d'absorber des volumes gigantesques de capitaux.

C'est pourquoi le dollar doit être compris comme une infrastructure de réseau. Les titres du Trésor américain ne sont pas seulement des instruments de financement public ; ils sont utilisés comme actifs de référence, collatéral, réserves, outils de gestion du risque et points d'ancrage pour une multitude d'opérations privées. Les banques, fonds, assureurs, banques centrales et entreprises ont construit des pratiques autour de cette infrastructure. Remplacer une monnaie de réserve n'est donc pas comparable au choix d'un fournisseur. Il faut construire un ensemble fonctionnel concurrent.

Cet avantage n'est pas invulnérable. Son usage géopolitique peut encourager la recherche d'alternatives. Les déficits persistants et la hausse de la dette peuvent modifier progressivement les perceptions de risque. Une dépendance

forte au financement extérieur crée aussi ses propres vulnérabilités. Mais le mécanisme important est précisément cette coexistence : le dollar peut perdre de sa part relative sans cesser d'être central. Pour parler de déclin monétaire fort, il faudrait montrer non seulement que sa part baisse, mais qu'un ou plusieurs systèmes concurrents acquièrent une échelle, une liquidité et une crédibilité fonctionnelles comparables.

La profondeur financière américaine prolonge cet avantage. Les États-Unis disposent de marchés d'actions, d'obligations, de dette publique, de capital-risque et de crédit capables de mobiliser des volumes considérables. Cette infrastructure donne aux entreprises américaines un accès rapide au capital, facilite le financement des technologies nouvelles et permet à l'État d'emprunter à une échelle exceptionnelle. Elle permet aussi d'absorber des pertes : un système doté de marchés profonds peut financer davantage d'expérimentations, accepter davantage d'échecs et concentrer rapidement le capital sur les projets qui montrent un potentiel d'échelle.

Cette puissance financière a cependant une ambiguïté. Elle peut compenser certaines faiblesses productives en finançant l'innovation et la montée en gamme. Mais elle peut aussi favoriser la financiarisation, orienter les entreprises vers des rendements de court terme ou rendre plus rentable l'arbitrage mondial que la reconstruction d'une capacité productive nationale. Le même mécanisme peut donc être source de résilience et de fragilité. Il ne suffit pas de constater que les marchés américains sont profonds ; il faut observer ce qu'ils financent réellement.

La géographie américaine constitue un troisième avantage ancien. Deux océans, deux voisins non hostiles, un territoire immense, une base agricole majeure, des ressources énergétiques abondantes, un grand marché intérieur et une profondeur logistique exceptionnelle réduisent certains risques auxquels sont confrontées d'autres puissances. La Chine dépend davantage de routes maritimes vulnérables pour une partie de ses importations énergétiques. La Russie est exposée sur un vaste espace continental. L'Europe doit gérer un environnement de sécurité dense. Les États-Unis ne sont pas exempts de vulnérabilités, mais ils bénéficient d'un environnement géographique rarement défavorable sur le plan existentiel.

Cet avantage est presque entièrement hérité. Il n'est pas une preuve de dynamisme. Mais il réduit le coût de plusieurs formes de correction. Une puissance disposant d'énergie, d'agriculture, d'espace, d'un marché intérieur et d'une profondeur stratégique peut supporter certaines crises avec davantage de marge. Encore faut-il entretenir les infrastructures capables de convertir cette géographie en puissance. Un réseau électrique saturé, des ports insuffisants ou des

chaînes logistiques fragiles peuvent neutraliser une partie d'un avantage naturel. La géographie ne dispense donc pas de la politique ; elle lui fournit un terrain favorable.

Ces infrastructures héritées suffisent déjà à distinguer les États-Unis d'un empire arrivé au stade où ses actifs ne produiraient plus que de l'inertie. Mais elles ne suffiraient pas à réfuter un déclin profond si le pays cessait de créer de nouvelles sources de puissance. C'est pourquoi le contre-test décisif concerne les avantages renouvelés.

II — Les avantages renouvelés : science, ia, entreprises, énergie et talents

La recherche et développement constitue l'un des indicateurs les plus solides de cette capacité de renouvellement. Le National Center for Science and Engineering Statistics estime que 937 milliards de dollars de R&D ont été réalisés aux États-Unis en 2023 et environ 993 milliards en 2024.⁷⁵ En dollars constants de 2017, l'effort continue lui aussi de progresser. Il ne s'agit donc pas seulement d'un stock historique de laboratoires ou de brevets : près d'un millier de milliards de dollars sont encore consacrés annuellement à la création, à l'expérimentation et au développement technologique.

La dépense de R&D ne garantit évidemment pas la domination. Une économie peut investir beaucoup et diffuser mal ses inventions. Elle peut découvrir une technologie sans l'industrialiser sur son territoire. Elle peut financer un laboratoire sans créer la chaîne d'approvisionnement capable de produire à grande échelle. Mais précisément, un diagnostic de déclin terminal devrait montrer que la capacité de générer de nouvelles options s'est fortement contractée. Ce n'est pas ce que montrent les données américaines.

Les universités renforcent ce système. Elles ont réalisé environ 117,7 milliards de dollars de R&D en 2024.⁷⁶ Leur fonction dépasse l'enseignement supérieur : elles forment les chercheurs, relient science fondamentale et médecine, alimentent les entreprises technologiques, collaborent avec la défense, attirent des étudiants et des scientifiques étrangers et structurent des écosystèmes régionaux entiers. Boston, la baie de San Francisco, Seattle, Austin, la Caroline du Nord ou plusieurs pôles du Midwest illustrent cette capacité à organiser des réseaux où universités, capital, entreprises et institutions publiques se renforcent mutuellement.

Là encore, l'avantage est conditionnel. Le prestige d'une université n'est pas éternel. Les coûts de formation, les règles migratoires, la stabilité du financement scientifique et la concurrence internationale peuvent réduire son

attractivité. Une puissance qui s'imaginerait que les meilleurs talents viendront toujours automatiquement pourrait perdre précisément l'un de ses principaux mécanismes de renouvellement.

L'intelligence artificielle fournit un cas particulièrement instructif parce qu'il s'agit d'un secteur où l'avantage ne peut pas être expliqué par la seule inertie de l'ordre d'après-guerre. Le Stanford AI Index 2026 estime les investissements privés américains en IA à 285,9 milliards de dollars en 2025, contre 12,4 milliards en Chine.⁷ Cette comparaison porte toutefois sur l'investissement privé : Stanford souligne qu'elle sous-estime probablement l'effort chinois total, compte tenu du rôle des fonds publics et quasi-publics. Les États-Unis comptaient également 1 953 nouvelles entreprises d'IA financées cette année-là, plus de dix fois le nombre du pays suivant. Ces chiffres ne disent pas que les États-Unis « gagneront » l'IA. Ils montrent qu'un écosystème américain continue de mobiliser capital, entreprises et talents à une échelle exceptionnelle dans une technologie apparue bien après l'apogée industrielle du XXe siècle.

Ce leadership repose sur une combinaison difficile à réduire à un seul secteur : hyperscalers, cloud, logiciels, capital-risque, universités, semi-conducteurs avancés, centres de données, marché intérieur, demande privée, contrats publics et culture entrepreneuriale. C'est précisément ce type de complémentarité qui distingue un avantage renouvelé d'un simple stock hérité.

Mais Stanford documente aussi une vulnérabilité importante : le nombre de chercheurs et développeurs en IA venant s'installer aux États-Unis a fortement chuté depuis 2017. Le rapport estime la baisse à 89 %. Cette donnée empêche tout triomphalisme. L'Amérique reste au centre de l'écosystème mondial de l'IA, mais sa capacité à attirer continuellement les meilleurs profils n'est plus automatique. L'avantage technologique dépend donc d'un autre avantage conditionnel : l'ouverture au capital humain international.

La véritable question technologique n'est d'ailleurs pas seulement la frontière de l'innovation. Elle est la chaîne entière : invention, financement, industrialisation, diffusion dans les entreprises, gains de productivité, captation de valeur et maintien des compétences critiques. Un pays peut produire les meilleurs modèles d'IA et rester vulnérable sur certains composants physiques. Il peut dominer les logiciels et dépendre d'usines situées chez des alliés. Il peut créer une technologie sans que les petites et moyennes entreprises ne l'adoptent rapidement. Le leadership technologique américain est donc réel, mais sa valeur stratégique dépend de sa conversion.

Les grandes entreprises jouent ici un rôle ambigu mais central. Les États-Unis conservent des groupes capables d'investissements que peu d'États peuvent financer directement dans le cloud, les semi-conducteurs, la biotechnologie, l'aéronautique, l'espace, la défense, les logiciels, l'énergie ou les infrastructures numériques. Cette capacité d'échelle accélère le passage de l'idée au déploiement mondial. Elle permet aussi de construire des infrastructures privées — centres de données, réseaux de cloud, plateformes, constellations, chaînes logistiques, laboratoires — qui prolongent la puissance américaine bien au-delà de l'administration fédérale.

Il serait pourtant faux de confondre entreprise américaine et intérêt national. Une firme cherche ses marchés, ses marges, sa valeur boursière et sa survie. Elle peut produire un avantage stratégique pour les États-Unis sans partager les priorités du gouvernement. La concentration dans quelques entreprises crée aussi des dépendances. Une infrastructure privée mondiale peut devenir une ressource de puissance, mais aussi une source de fragilité si l'État dépend d'un petit nombre d'acteurs pour des fonctions critiques.

L'énergie représente une autre transformation profonde. En 2025, les États-Unis ont produit en moyenne 13,6 millions de barils de pétrole brut par jour, nouveau record national et mondial.⁷⁸ Ils sont restés le premier producteur de brut devant la Russie et l'Arabie saoudite. La production de gaz naturel a également atteint un record, et la production totale d'énergie américaine a battu un record pour la quatrième année consécutive. Cette situation contraste fortement avec les années 1970, lorsque la dépendance pétrolière et les chocs d'approvisionnement formaient une vulnérabilité stratégique majeure.

Cette mutation n'élimine pas les dépendances. Être premier producteur de pétrole ne signifie pas produire exactement les qualités de brut adaptées à chaque raffinerie. Être riche en gaz ne garantit pas un réseau électrique suffisamment robuste. Les batteries, panneaux solaires, minerais critiques, transformateurs et plusieurs équipements dépendent encore de chaînes mondiales. L'énergie doit donc être comprise comme un avantage matériel renouvelé, mais sectoriellement hétérogène.

L'immigration complète ce système de renouvellement. Depuis des décennies, une part importante de la science, de l'entrepreneuriat et des technologies américaines repose sur des personnes nées à l'étranger. L'attraction d'étudiants, d'ingénieurs, de chercheurs et d'entrepreneurs permet aux États-Unis d'accéder à un marché mondial du capital humain. Dans un contexte où la Chine, le Japon et une partie de l'Europe vieillissent rapidement, cette capacité peut constituer un avantage démographique relatif important.

Mais cet avantage est politiquement conditionnel. Les règles d'immigration, les délais de visa, le coût de la vie, l'accès au logement, les tensions politiques et la concurrence d'autres pôles scientifiques peuvent réduire l'attractivité. Le vieillissement américain lui-même n'est pas absent : les projections du Census Bureau montrent que le pays vieillit et que l'immigration devient progressivement un moteur central de sa croissance démographique.⁷⁹ Autrement dit, l'immigration n'est pas seulement un sujet social ; elle est aussi un mécanisme de renouvellement stratégique dont la valeur dépend de la capacité politique à le gérer.

Ces avantages renouvelés ne prouvent pas que les États-Unis inverseront leur déclin relatif. Ils montrent quelque chose de plus précis : le système américain continue à produire de nouvelles capacités. Cela suffit à rendre insuffisante l'hypothèse d'une simple inertie impériale.

III — La puissance en réseau : alliances, bases, renseignement et capacité de coalition

La puissance américaine ne se limite pas aux ressources situées sur son territoire. Elle repose sur un réseau d'alliances, d'accords de défense, de bases, de coopération industrielle, de renseignement et de normes qui permet de transformer des ressources étrangères en capacités partagées. Cette dimension est souvent soit surestimée, soit sous-estimée. Les alliés ne sont pas des possessions américaines. Mais une alliance durable n'est pas non plus un simple symbole diplomatique.

L'OTAN demeure l'exemple le plus institutionnalisé. Elle dispose de structures de commandement, de planification, d'interopérabilité, de renseignement, de standards, d'exercices et de logistique accumulées sur des décennies. En 2025, les alliés européens et le Canada ont augmenté leurs dépenses de défense d'environ 20 % en termes réels par rapport à 2024 et dépensé environ 574 milliards de dollars aux prix de 2021.⁸⁰ Les États-Unis restaient le principal contributeur, représentant environ 60 % des dépenses nominales de l'Alliance, mais la dynamique européenne montre que le réseau n'est pas uniquement une charge supportée par Washington.

Une hausse budgétaire n'est pas encore une capacité militaire. Les engagements pris au sommet de La Haye en 2025 doivent être mesurés par leur exécution : stocks, équipements, infrastructures, unités disponibles, industrie, personnel et logistique. Mais le fait qu'un ensemble d'États souverains puisse modifier collectivement ses budgets et ses plans en réponse à une menace

montre une capacité de mobilisation institutionnelle que peu de puissances possèdent autour d'elles.

Il faut toutefois éviter une erreur inverse : compter les dépenses alliées comme si elles appartenaient aux États-Unis. Les gouvernements européens et canadien ont leurs propres intérêts, leurs propres électeurs et leurs propres limites. Ils peuvent refuser une opération américaine, choisir d'autres priorités ou modifier leur posture. La bonne distinction est donc entre capacité strictement nationale et capacité mobilisable en coalition. Dans certaines crises, les États-Unis peuvent disposer de bases, de renseignement, de ravitaillement, de capacités aériennes, navales ou industrielles alliées. Dans d'autres, cette contribution peut être partielle ou absente.

L'Indo-Pacifique présente un réseau différent. Les alliances avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et les Philippines, ainsi que plusieurs partenariats régionaux, donnent aux États-Unis des accès, des facilités, des capacités industrielles, du renseignement et une profondeur stratégique. Le Japon et la Corée du Sud disposent en outre de bases industrielles avancées ; l'Australie fournit de la profondeur géographique ; les Philippines ont une importance opérationnelle directe dans l'environnement maritime proche de Taïwan et de la mer de Chine méridionale.

Mais ce réseau n'est pas l'OTAN asiatique. Les intérêts sont plus hétérogènes, les alliances sont souvent bilatérales et les États de la région vivent à proximité immédiate de la puissance chinoise. Ils ont donc de fortes incitations à coopérer avec Washington tout en évitant parfois une confrontation ouverte avec Pékin. Là encore, l'avantage américain existe, mais il est conditionnel.

La puissance militaire américaine reste par ailleurs exceptionnelle à l'échelle mondiale. Elle combine projection aéronavale, sous-marins nucléaires, forces spatiales, renseignement, logistique, bases, transport stratégique et une expérience opérationnelle accumulée. Ce qui s'est modifié n'est pas la disparition de ces capacités, mais leur rapport relatif à un adversaire plus concentré géographiquement et mieux armé dans certaines zones. La Chine n'a pas besoin de reproduire l'ensemble de la présence militaire américaine pour réduire l'avantage de Washington autour de ses propres côtes.

Il faut donc maintenir ensemble deux propositions : les États-Unis restent la première puissance militaire globale ; leur supériorité locale n'est pas garantie partout. Cette distinction empêche de transformer la montée chinoise en récit d'effacement américain tout en évitant l'idée inverse selon laquelle le budget américain suffirait à assurer automatiquement la domination dans chaque théâtre.

Le renseignement, les bases et les infrastructures de communication prolongent cette puissance en réseau. Ils offrent présence, prépositionnement, connaissance de l'environnement, accès aux partenaires et vitesse de réaction. Ces capacités ont été construites sur des décennies et sont coûteuses à reproduire. Elles représentent un avantage hérité, mais elles restent actives tant qu'elles sont financées, acceptées par les pays hôtes et adaptées aux nouvelles technologies.

La culture et les infrastructures privées complètent ce réseau par des mécanismes plus diffus. L'anglais reste une langue centrale de la science, des affaires et de l'internet. Les universités, médias, plateformes, entreprises, marques, standards techniques et réseaux professionnels américains contribuent à la circulation mondiale des idées, des produits et des normes. Mais diffusion culturelle ne signifie pas adhésion politique. Hollywood, une plateforme numérique ou une université peuvent renforcer la présence américaine sans rendre une population favorable à la politique étrangère de Washington. Publicité, attractivité, soft power et propagande d'État doivent rester distingués.

Cette puissance en réseau permet parfois de compenser des faiblesses strictement nationales. Les États-Unis disposent d'alliés performants dans la construction navale, les semi-conducteurs, les batteries, l'électronique, les technologies de défense ou certains minerais. Mais une capacité alliée n'est pas automatiquement une capacité américaine. Elle devient stratégiquement pertinente si des accords, des normes, des investissements et une volonté politique permettent de la mobiliser en période de tension.

Le véritable avantage américain n'est donc pas de « posséder » ses alliés. Il est de disposer d'un réseau dans lequel plusieurs États ont intérêt à coordonner une partie de leurs capacités avec les siennes. Ce réseau peut réduire les coûts, distribuer les risques et augmenter la profondeur stratégique. Sa force dépend pourtant de la confiance. Une politique extérieure perçue comme imprévisible ou trop unilatérale peut affaiblir précisément ce multiplicateur.

IV — Résilience, inertie ou réadaptation stratégique ?

À ce stade, quatre interprétations demeurent possibles. La première est celle de l'inertie impériale. Selon elle, les avantages américains seraient surtout les restes d'une période antérieure : dollar, institutions, bases, universités, anglais, marchés financiers. Ils continueraient à produire des effets parce qu'ils ont été accumulés pendant des décennies, mais leur renouvellement serait insuffisant. Cette hypothèse est vraie dans certains domaines. La géographie est héritée ; l'architecture monétaire est ancienne ; plusieurs alliances ont été construites au milieu du XXe siècle.

Mais l'inertie seule explique mal l'IA, l'essor du shale, la création continue de nouvelles entreprises technologiques, la croissance de la R&D ou le retour récent de politiques industrielles. Ces phénomènes indiquent que certaines sources de puissance sont encore activement produites.

La deuxième hypothèse est donc celle du renouvellement réel. Le système américain continuerait à créer suffisamment de nouvelles capacités pour empêcher un déclin terminal simple. La R&D, l'IA, l'énergie, les entreprises, les marchés et les alliances soutiennent cette interprétation. Mais elle ne signifie pas que les nouveaux avantages compensent tout. Une économie peut dominer l'IA tout en dépendant de chaînes physiques vulnérables. Elle peut disposer d'un dollar central tout en accumulant de la dette. Elle peut avoir des alliés puissants mais politiquement autonomes.

La troisième hypothèse, aujourd'hui la plus compatible avec l'ensemble du livre, est donc celle d'une compensation partielle. Finance, innovation, énergie, attractivité et alliances compensent certaines pertes productives et certains désavantages relatifs, sans neutraliser toutes les vulnérabilités. Les États-Unis restent capables de créer des capacités nouvelles, mais ils doivent en mobiliser davantage pour préserver une position qui autrefois exigeait moins d'effort. C'est l'une des caractéristiques d'un déclin relatif : une puissance peut devenir plus forte en valeur absolue tout en voyant l'environnement se rapprocher d'elle.

La quatrième hypothèse est celle d'une réadaptation stratégique plus profonde. La compétition avec la Chine, les ruptures de chaînes d'approvisionnement, la guerre en Ukraine et les tensions technologiques auraient commencé à produire une nouvelle coalition industrielle et stratégique : semi-conducteurs, défense, infrastructures, énergie, minerais, contrôles à l'exportation, coopération avec les alliés. Si ces politiques débouchent sur des usines opérationnelles, des stocks plus élevés, des réseaux plus robustes et une diffusion technologique accrue, elles pourraient stabiliser ou même améliorer la position relative américaine dans certains domaines.

Cette hypothèse reste ouverte. Les crédits votés ne sont pas encore des capacités. Les annonces d'investissement ne sont pas des chaînes d'approvisionnement. Les objectifs militaires ne sont pas des munitions produites. La réadaptation doit être mesurée par les résultats, pas par les intentions.

Le contre-test de ce chapitre conduit néanmoins à une conclusion importante. Les États-Unis ne ressemblent pas à une puissance dont toutes les sources fondamentales de puissance seraient simultanément en voie de

disparition. Ils ont perdu une partie de leur prépondérance relative. Leur centralité industrielle est moindre. La Chine est devenue un rival systémique. Les fragilités intérieures et budgétaires sont réelles. Certaines dépendances matérielles sont profondes. Mais, au même moment, le dollar reste central, les marchés financiers restent exceptionnellement profonds, la R&D demeure massive, l'IA américaine attire des volumes de capitaux sans équivalent, la production énergétique atteint des records, les alliances se réarment et le pays conserve une capacité militaire mondiale que personne d'autre ne reproduit dans son ensemble.

Cela ne prouve pas l'absence de déclin. Cela change la nature du diagnostic possible. Un « déclin impérial » fort devrait désormais démontrer que ces ressources encore dominantes cessent de produire des effets, qu'elles ne peuvent plus compenser les pertes ou qu'elles entrent elles-mêmes dans une érosion durable. Les seules pertes de parts relatives ne suffisent pas.

Le problème américain n'est donc pas que toutes les sources de puissance disparaissent. Il est que des avantages encore exceptionnels doivent désormais compenser des pertes matérielles, des concurrents plus puissants et des fragilités intérieures qu'ils ne suffisent pas automatiquement à neutraliser.

Cette conclusion prépare le dernier chapitre. Il faut maintenant confronter simultanément pertes relatives, pertes absolues, dépendances critiques, ressources encore dominantes, capacités de renouvellement, forces des rivaux, stabilité des alliances et coût des fragilités internes. Sans score agrégé. Sans décider à l'avance qu'un mot — déclin, empire, multipolarité ou hégémonie — vaut déjà démonstration.

PARTIE V

APRÈS L'UNIPOLARITÉ

APRÈS L'UNIPOLARITÉ — DÉCLIN, RECOMPOSITION OU NOUVEL ÉQUILIBRE ?

Après onze chapitres, le mot « déclin » ne peut plus être employé comme il l'était au départ. Il ne suffit plus de constater que les États-Unis ne disposent plus de la liberté d'action des années 1990, que la Chine est devenue un rival systémique, que l'Asie concentre une part beaucoup plus grande de la production mondiale ou que les fragilités intérieures américaines se sont aggravées. Il ne suffit pas davantage d'aligner les contre-exemples : dollar toujours central, puissance militaire globale exceptionnelle, recherche massive, innovations de frontière, alliances étendues, production énergétique record. Chacune de ces affirmations peut être vraie sans que l'une annule les autres. Le problème consiste précisément à comprendre comment elles peuvent coexister.

Deux récits faciles doivent donc être écartés. Le premier affirme que l'« empire américain » serait déjà engagé dans une chute comparable aux grands effondrements impériaux du passé. Le second considère que rien de fondamental n'aurait changé puisque les États-Unis restent extrêmement riches, armés, innovants et influents. Le premier confond la perte d'une position sans équivalent avec la disparition de la puissance. Le second confond la persistance de capacités immenses avec le maintien de la même structure du système mondial. Or ce qui s'est modifié n'est pas seulement la quantité de puissance américaine. C'est la relation entre cette puissance, ses rivaux, ses dépendances, ses alliances et l'espace de contraintes dans lequel elle doit désormais agir.

La thèse qui ressort de l'enquête est donc plus précise. Les États-Unis ne sont pas aujourd'hui une puissance en effondrement, mais une puissance sortie de l'exception unipolaire. Leur déclin est surtout relatif, hégémonique et sectoriel : ils restent capables d'une puissance économique, financière, technologique, militaire et culturelle exceptionnelle, mais doivent désormais l'exercer dans un monde où des rivaux, des dépendances et des fragilités intérieures imposent des limites qu'ils pouvaient beaucoup plus facilement contourner dans les années 1990.

I — Ce qui a réellement disparu : l'exception unipolaire

Le changement le plus certain est aussi celui qui prête le plus facilement à confusion. Entre la disparition de l'Union soviétique et le début du XXI^e siècle, les États-Unis ont bénéficié d'une configuration historiquement rare : aucun rival n'était capable de combiner à une échelle comparable puissance économique, technologie, capacité militaire globale, réseau d'alliances, monnaie centrale et influence institutionnelle. Cela ne signifiait ni omnipotence ni absence de résistances. Cela signifiait qu'aucune autre puissance ne pouvait structurer l'ensemble du système comme un concurrent de même rang.

Le caractère exceptionnel de cette période est essentiel pour mesurer ce qui suit. Si l'on prend les années 1990 comme norme implicite, presque toute réapparition de contraintes peut être décrite comme un déclin. La Russie retrouve une capacité de nuisance régionale : déclin. La Chine devient un acteur industriel central : déclin. Les alliés affirment davantage leurs propres intérêts : déclin. Les interventions produisent des résultats politiques décevants : déclin. Cette lecture saisit quelque chose de réel, mais elle risque de transformer une anomalie historique en ligne de base permanente.

L'hypothèse de la simple normalisation est donc partiellement juste. Les États-Unis ne pouvaient probablement pas conserver indéfiniment une avance simultanée aussi forte dans autant de domaines alors que le reste du monde continuait de se développer. La diffusion des technologies, la croissance de grandes économies, la montée de nouvelles capacités militaires et l'autonomisation d'acteurs régionaux rendaient vraisemblable une réduction de l'écart. Une partie de ce que l'on appelle aujourd'hui « déclin » correspond ainsi à la disparition progressive d'une situation où une puissance cumulait exceptionnellement supériorité matérielle et absence de rival systémique.

Mais cette explication ne suffit pas. La normalisation n'explique pas entièrement le déplacement du centre productif mondial, la dépendance croissante à certaines chaînes asiatiques, les pertes de capacités dans plusieurs secteurs industriels, l'augmentation du coût de certaines opérations militaires, le poids budgétaire futur de la dette ou les difficultés intérieures qui peuvent compliquer la continuité stratégique. Elle ne suffit surtout pas à décrire la montée chinoise, parce qu'il ne s'agit pas simplement du retour d'une grande puissance parmi d'autres. La Chine est devenue le premier État depuis la fin de la guerre froide capable de contester simultanément plusieurs fonctions essentielles de la puissance américaine.

Le déplacement productif fournit la preuve matérielle la plus visible. Selon l'UNIDO, la Chine représentait 32,0 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale en 2024, contre 15,0 % pour les États-Unis.⁸ Cette différence ne signifie pas que l'économie américaine serait devenue secondaire. Elle montre qu'un changement profond s'est produit dans la géographie de la production. Une partie considérable de la capacité mondiale à fabriquer des navires commerciaux, des équipements électriques, des batteries, des panneaux solaires, des composants et des biens intermédiaires est désormais concentrée en Asie, et particulièrement en Chine. Une telle concentration pèse sur le commerce, les chaînes logistiques, les capacités militaires potentielles et le pouvoir de négociation.

La Chine n'a pourtant pas besoin de remplacer les États-Unis dans chaque fonction pour avoir mis fin à l'unipolarité. Elle n'a pas besoin que le renminbi remplace le dollar, que son réseau d'alliances devienne équivalent à celui de Washington ou que sa puissance militaire soit globale au même degré. Il suffit qu'elle puisse imposer des coûts, créer des alternatives et limiter la liberté d'action américaine dans plusieurs domaines centraux. Autour de ses propres côtes, elle peut augmenter le risque d'une intervention américaine. Dans certaines industries, elle peut peser sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans des pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, elle peut offrir des financements, des infrastructures, des marchés ou des partenariats qui réduisent la dépendance exclusive envers l'Occident.

Cette évolution marque une rupture plus importante que le simple changement d'un classement économique. Dans les années 1990, l'absence de rival systémique signifiait qu'un échec américain ne créait pas automatiquement un espace qu'une puissance de rang comparable pouvait exploiter. Aujourd'hui, presque chaque faiblesse devient relationnelle : une capacité industrielle perdue peut renforcer un concurrent ; une rupture avec un allié peut ouvrir une marge diplomatique ; une dépendance technologique peut devenir une vulnérabilité ; une crise budgétaire peut réduire la possibilité de soutenir simultanément plusieurs théâtres. La puissance américaine reste immense, mais elle agit dans un environnement où d'autres peuvent convertir plus facilement ses limites en opportunités.

C'est en ce sens que l'exception unipolaire a réellement disparu. Ce qui a été perdu n'est pas la puissance américaine elle-même, mais la combinaison singulière d'une puissance exceptionnelle et d'un système presque dépourvu de rival global comparable. Une partie essentielle du « déclin » contemporain est la disparition de cette combinaison.

II — De quoi les états-unis déclinent-ils exactement ?

La distinction la plus importante est celle entre déclin relatif et déclin absolu. Une puissance peut continuer à produire davantage, investir davantage, développer de nouvelles technologies et maintenir un niveau de vie élevé tout en devenant moins dominante relativement parce que d'autres progressent plus vite. C'est précisément ce qui rend le cas américain difficile à résumer. Les États-Unis n'ont pas besoin de s'appauvrir pour perdre de la prépondérance. La croissance chinoise suffit à réduire certains écarts et à transformer des rapports de force même lorsque les capacités américaines augmentent en valeur absolue.

Le déclin relatif est donc l'hypothèse la mieux soutenue. Il apparaît dans la production manufacturière mondiale, dans plusieurs technologies, dans la croissance des budgets militaires asiatiques, dans la multiplication des acteurs capables de résister aux préférences américaines et dans la réduction de la liberté d'action stratégique. Ce phénomène ne dit pas que les États-Unis deviennent faibles. Il dit qu'ils sont moins seuls à être forts.

À ce déclin relatif s'ajoutent des déclins sectoriels. Ils ne touchent ni tous les secteurs ni toutes les fonctions avec la même intensité. Les États-Unis restent puissants dans l'aéronautique, le logiciel, la finance, la recherche, les semi-conducteurs de conception, plusieurs équipements avancés, la défense et les technologies numériques. Mais ils disposent d'une part beaucoup plus faible qu'autrefois dans la construction navale commerciale, certains maillons des semi-conducteurs, les batteries, le solaire, plusieurs matériaux critiques ou certaines productions de masse. Dans une économie mondialisée, cette spécialisation pouvait sembler compatible avec une efficacité maximale. Dans un environnement de rivalité stratégique, elle peut devenir un problème de résilience.

Le point décisif est qu'une faiblesse sectorielle peut avoir une importance disproportionnée. Perdre une part de production de biens ordinaires n'a pas la même portée que dépendre d'un composant indispensable à des systèmes militaires, d'un transformateur à longue durée de remplacement ou d'un chantier naval capable de produire rapidement de gros volumes. Il faut donc refuser à la fois deux simplifications : la désindustrialisation ne signifie pas disparition de l'industrie américaine ; la persistance d'une industrie avancée ne signifie pas absence de dépendances stratégiques.

L'érosion hégémonique constitue une troisième dimension. Après 1945, la puissance américaine ne reposait pas seulement sur ce que Washington possédait. Elle reposait sur le fait que d'autres acteurs utilisaient des institutions, marchés, monnaies, normes, réseaux et alliances largement structurés autour

des États-Unis. Le dollar facilitait le financement et le commerce mondial. Les marchés américains absorbaient capitaux et exportations. Les alliances offraient sécurité et accès. Les institutions multilatérales formaient un cadre dans lequel la puissance américaine disposait souvent d'une influence disproportionnée.

Une grande partie de cette architecture reste active. Au premier trimestre 2026, le dollar représentait encore 57,13 % des réserves mondiales déclarées selon le FMI.³² Ce niveau est inférieur à celui des décennies de domination monétaire plus forte, mais aucun substitut global n'offre aujourd'hui une combinaison équivalente d'échelle, de liquidité, de convertibilité, d'actifs sûrs et de profondeur financière. La dédollarisation existe donc comme processus partiel et différencié ; elle ne constitue pas encore un remplacement fonctionnel du système monétaire centré sur le dollar.

La même logique s'applique aux alliances. L'OTAN n'est ni un empire américain ni un simple vestige symbolique. Les alliés conservent leur souveraineté, leurs intérêts et leurs choix, mais l'interopérabilité, le renseignement, les infrastructures et la planification commune créent un multiplicateur de puissance réel. Dans l'Indo-Pacifique, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et les Philippines donnent aux États-Unis des accès et des capacités que la Chine ne possède pas sous une forme équivalente. Cependant, ces ressources ne sont pas américaines par nature. Elles sont conditionnelles à la confiance politique et à la volonté de coopération.

C'est pourquoi l'érosion de l'hégémonie ne signifie pas disparition de l'influence. Elle signifie que Washington a davantage besoin de négocier, de convaincre, de coordonner et parfois de céder. Le monde n'est plus organisé autour d'une capacité américaine presque sans rival de définir la plupart des priorités centrales. Les sanctions peuvent être contournées plus facilement. Des États peuvent acheter des armes à plusieurs fournisseurs. Des gouvernements peuvent emprunter auprès de la Chine, commercer avec les États-Unis, acheter de l'énergie à la Russie et maintenir simultanément des relations avec l'Europe ou les puissances du Golfe. Cette multiplication des options réduit la capacité de tout centre unique à organiser seul le système.

Reste la question des fragilités intérieures. Elles sont réelles, mais elles doivent être traitées avec une prudence particulière. Une dette publique élevée, des intérêts croissants, une polarisation intense, une confiance institutionnelle faible, des infrastructures vieillissantes ou des déficits administratifs peuvent réduire la marge de manœuvre stratégique. Le CBO projette la dette fédérale détenue par le public de 101 % du PIB en 2026 à 120 % en 2036, tandis que les intérêts nets passeraient de 3,3 % à 4,6 % du PIB.³³ Ce n'est pas une preuve de faillite. C'est une contrainte croissante : plus les ressources absorbées par le

service de la dette augmentent, plus chaque choix budgétaire stratégique devient politiquement et financièrement coûteux.

Le même raisonnement vaut pour la polarisation. Des institutions peuvent continuer à fonctionner sous tension. Une société peut connaître une faible confiance et rester capable d'innovation. Mais si les changements d'administration rendent les politiques industrielles, climatiques, migratoires, commerciales ou militaires radicalement instables, la correction devient plus difficile. Le problème stratégique n'est donc pas que les États-Unis seraient « divisés » au sens vague. Il est de savoir si cette division réduit durablement la capacité à prendre des décisions, financer des programmes, les exécuter et les maintenir assez longtemps pour produire des résultats.

C'est pourquoi l'hypothèse d'une crise intérieure devenue géopolitique reste une contrainte ouverte plutôt qu'un diagnostic total. Les États-Unis ont montré récemment qu'ils pouvaient encore mobiliser des ressources massives pour les semi-conducteurs, les infrastructures, l'énergie, la défense ou la recherche. Leur économie continue de financer près d'un millier de milliards de dollars de R&D par an.⁸ Les fragilités intérieures peuvent donc ralentir ou renchérir la correction sans avoir encore démontré une incapacité générale à corriger.

L'hypothèse du déclin impérial au sens fort exige beaucoup plus. Il faudrait observer une combinaison durable : contraction de la base économique, panne productive générale, affaiblissement monétaire profond, impossibilité de financer les engagements, rupture ou fragmentation des alliances, recul de la puissance militaire globale, perte de leadership technologique, réduction durable de la capacité à organiser l'ordre et blocage intérieur de toute réponse. Cette combinaison n'est pas présente aujourd'hui.

Les contre-tests sont trop importants pour être ignorés. Les États-Unis restent de très loin le premier dépensier militaire mondial : selon SIPRI, 954 milliards de dollars en 2025, soit 33 % du total mondial, contre 336 milliards et 12 % pour la Chine.⁹ Ces chiffres ne garantissent ni efficacité ni supériorité dans chaque théâtre ; ils montrent néanmoins l'échelle persistante des ressources américaines. Le dollar reste central. La recherche et l'IA mobilisent des capitaux exceptionnels. La production énergétique atteint des niveaux records. Les alliances restent actives. Les entreprises américaines dominent plusieurs infrastructures numériques mondiales.

Le diagnostic le plus solide est donc une combinaison : déclin relatif, déclin sectoriels et érosion hégémonique, sous contrainte de fragilités intérieures susceptibles d'affecter la capacité de correction. Cette formulation est plus

exigeante que « simple normalisation » et moins spectaculaire que « chute de l'empire ». Elle correspond mieux aux faits disponibles.

III — Quel monde remplace l'unipolarité ?

La fin de l'unipolarité n'implique pas automatiquement l'arrivée d'un ordre chinois. L'histoire des transitions de puissance est souvent racontée comme une succession : une puissance décline, une autre monte, puis la seconde prend sa place. Cette représentation est trop simple pour le système actuel. Les États-Unis et la Chine sont les deux pôles les plus importants de la rivalité stratégique, mais le reste du monde n'est pas un espace passif qui attend de choisir un camp.

L'Inde cherche à maintenir une autonomie stratégique tout en approfondissant certains partenariats avec les États-Unis et en conservant des relations avec la Russie. L'Union européenne partage de nombreux intérêts de sécurité avec Washington tout en développant ses propres politiques industrielles, commerciales et réglementaires. Le Japon renforce rapidement ses capacités militaires mais conserve des intérêts économiques profonds en Asie. Les puissances du Golfe diversifient leurs relations économiques et sécuritaires. Le Brésil, la Turquie, l'Indonésie et d'autres États pratiquent des stratégies variables selon les dossiers. Ce comportement ne correspond ni à une bipolarité rigide ni à un ordre américain inchangé.

Un premier scénario plausible est celui d'une bipolarité incomplète. Les États-Unis et la Chine deviennent les deux centres principaux de la compétition technologique, industrielle et militaire, mais aucun ne contrôle entièrement ses partenaires. Les chaînes économiques restent partiellement intégrées, les alliances ne forment pas deux blocs parfaitement symétriques, et plusieurs États refusent de subordonner toutes leurs politiques à un seul alignement. Cette configuration ressemble davantage à deux grands pôles dans un réseau complexe qu'à la guerre froide classique.

Un deuxième scénario, partiellement compatible avec le premier, est celui d'une multipolarité asymétrique. Les États-Unis resteraient la puissance la plus complète, parce qu'ils combinent encore des capacités que personne d'autre ne réunit totalement : finance, monnaie, technologie, armée globale, alliances, énergie, universités et entreprises. Mais plusieurs acteurs seraient capables de bloquer ou de contourner leurs préférences dans des domaines précis. La multipolarité serait donc réelle dans la distribution des capacités de veto et de négociation, tout en restant asymétrique dans la combinaison globale de puissance.

Cette description correspond assez bien à la situation actuelle. La Chine est extrêmement forte industriellement et régionalement mais moins centrale dans la monnaie, la finance et les alliances. L'Union européenne est un géant commercial et réglementaire sans disposer d'une puissance militaire intégrée équivalente. L'Inde monte rapidement mais reste loin d'une capacité systémique comparable. La Russie conserve des moyens militaires et énergétiques considérables malgré une base économique plus étroite. Aucun de ces acteurs ne reproduit la combinaison américaine, mais plusieurs peuvent limiter Washington dans leur domaine ou leur région.

Un troisième scénario est celui d'une hégémonie américaine renouvée. Il ne s'agirait pas d'un retour aux années 1990, puisque la Chine ne disparaîtra pas et que le système restera plus pluralisé. Il s'agirait plutôt d'une nouvelle prépondérance fondée sur une réindustrialisation partielle, un leadership technologique renouvelé, une énergie abondante, des alliances plus fortes et une meilleure capacité à coordonner les chaînes critiques entre partenaires. Ce scénario est possible, mais il dépend d'une condition exigeante : les politiques annoncées doivent devenir des capacités réelles.

Une usine de semi-conducteurs annoncée n'est pas encore une chaîne industrielle. Un budget de défense voté n'est pas encore une réserve de missiles. Une politique de minerais critiques n'est pas encore une sécurité d'approvisionnement. Un objectif de dépenses alliées n'est pas encore une force disponible. Une réforme de permis n'est pas encore une infrastructure électrique construite. Le scénario de rénovation ne peut donc être évalué par les annonces ; il doit l'être par l'exécution.

Un quatrième scénario est celui d'une succession hégémonique chinoise. Pour qu'il se réalise, la Chine devrait convertir sa centralité productive en un ensemble beaucoup plus complet : leadership technologique durable, puissance militaire de projection, architecture financière crédible, monnaie internationale plus centrale, alliances ou partenariats de sécurité robustes, institutions suffisamment attractives ou contraignantes et capacité à organiser des biens publics internationaux. Rien n'interdit théoriquement cette évolution. Mais elle n'est pas aujourd'hui démontrée.

Les limites chinoises restent importantes. Le renminbi demeure très minoritaire dans les réserves mondiales. Les marchés financiers chinois sont moins ouverts et moins liquides. Les contrôles de capitaux réduisent la convertibilité. Le réseau d'alliances est beaucoup plus étroit. La puissance militaire est impressionnante mais davantage concentrée autour de l'environnement régional. Les fragilités démographiques, immobilières,

budgetaires locales et de demande intérieure compliquent la trajectoire. Une succession reste donc un scénario, non un résultat acquis.

Un cinquième scénario est celui d'une fragmentation sans hégémon. Les chaînes de valeur se régionalisent, les normes technologiques divergent, plusieurs systèmes de paiement se développent, les politiques industrielles se multiplient et les institutions mondiales deviennent plus difficiles à coordonner. Dans ce monde, les États-Unis pourraient perdre une partie de leur centralité sans que la Chine la remplace. Le résultat serait moins un nouvel empire qu'une pluralité de centres partiellement connectés.

La notion d'interdépendance compétitive permet de relier ces scénarios. La rivalité sino-américaine se déroule à l'intérieur d'un système où les deux économies restent profondément liées. Les États-Unis cherchent à réduire leurs dépendances dans les semi-conducteurs, les minerais critiques, les batteries ou certains équipements, mais continuent d'importer une masse considérable de biens asiatiques. La Chine cherche à diminuer sa vulnérabilité technologique et financière, mais reste connectée aux marchés, aux devises et aux chaînes de valeur mondiales. La compétition ne remplace donc pas immédiatement l'interdépendance ; elle la transforme.

Cette structure rend improbable une simple répétition du XXe siècle. Le monde émergent ressemble davantage à une combinaison de bipolarité incomplète, de multipolarité asymétrique et d'interdépendance compétitive. Ces catégories ne doivent pas être transformées en doctrine prédictive. Elles décrivent des tendances qui peuvent évoluer selon la croissance chinoise, les politiques américaines, la cohésion des alliances, les crises futures et la capacité des autres puissances à renforcer leur autonomie.

IV — La variable décisive : la capacité de correction

La conclusion la plus importante du livre ne porte peut-être pas directement sur la quantité de puissance américaine. Elle porte sur la capacité à corriger. L'histoire des États-Unis offre plusieurs épisodes où des indicateurs négatifs semblaient annoncer un déclin durable : guerre du Vietnam, inflation, crises pétrolières, concurrence japonaise, fin du système monétaire de Bretton Woods, déficit de confiance. Pourtant, certaines faiblesses furent transformées en nouvelles configurations : le dollar resta central sous une autre forme, la révolution numérique renforça les entreprises américaines, le système financier prit une place plus grande, les alliances se consolidèrent et le rival soviétique finit par disparaître.

La leçon n'est pas que les États-Unis « se relèvent toujours ». Une telle formule serait aussi téléologique que le récit d'un déclin inévitable. La leçon est plus limitée : une photographie de faiblesse ne suffit pas à prévoir une trajectoire. Il faut observer la capacité d'un système à identifier ses vulnérabilités, à accepter les coûts de correction et à transformer des ressources disponibles en résultats.

Cette capacité ne se réduit pas à la richesse. Un pays peut disposer de capital sans réussir à construire. Il peut avoir des chercheurs sans industrialiser leurs inventions. Il peut voter des budgets sans recruter les compétences nécessaires. Il peut posséder des alliés mais perdre leur confiance. Il peut disposer d'une énergie abondante et d'un réseau électrique insuffisant. Il faut donc distinguer cinq fonctions : décider, financer, exécuter, produire et maintenir l'effort.

Les États-Unis restent très forts sur plusieurs de ces fonctions, mais de manière inégale. Ils peuvent financer massivement la recherche et les entreprises. Ils peuvent mobiliser rapidement le capital privé. Leur État fédéral peut encore soutenir des programmes d'une échelle considérable. Leur réseau d'alliances augmente les ressources disponibles. Mais l'exécution peut être ralentie par les procédures, les pénuries de compétences, les contraintes locales, les délais de construction, les alternances politiques ou la fragmentation institutionnelle. La question du déclin se déplace alors : moins « possèdent-ils encore de la puissance ? » que « peuvent-ils convertir cette puissance assez vite ? »

Plusieurs tests seront décisifs dans les années à venir. Les politiques de semi-conducteurs permettront-elles réellement d'augmenter la capacité de fabrication avancée ? Les chantiers navals et industries de défense pourront-ils monter en cadence ? Les infrastructures électriques accompagneront-elles la croissance des centres de données et de l'industrie ? Les chaînes de minerais critiques deviendront-elles plus diversifiées ? Les alliés transformeront-ils leurs nouveaux budgets en capacités disponibles ? Les États-Unis resteront-ils attractifs pour les chercheurs et ingénieurs internationaux ? Les gains de l'IA diffuseront-ils au-delà d'un petit nombre de grandes entreprises ?

La contrainte budgétaire ajoute une dimension temporelle. Tant que les marchés continuent de financer la dette américaine à une échelle exceptionnelle, le problème n'est pas l'absence immédiate de ressources. Il est le coût croissant de leur mobilisation. Selon le CBO, les intérêts nets pourraient atteindre 4,6 % du PIB en 2036. À ce niveau, ils absorberaient presque autant que l'ensemble des dépenses discrétionnaires fédérales projetées pour cette année. La question devient donc celle des arbitrages : combien de ressources peuvent être consacrées à la défense, à la recherche, aux infrastructures et à

l'investissement lorsque le service de la dette prend une part croissante du budget ?

La polarisation intervient de la même façon. Elle n'est pas une preuve de déclin en elle-même. Mais elle peut rendre instables les politiques qui exigent dix ou vingt ans : énergie, industrie, défense, immigration scientifique, infrastructures, fiscalité. La correction stratégique suppose souvent une continuité suffisante pour que les investissements dépassent un cycle électoral. Une puissance peut donc disposer de toutes les ressources nécessaires et perdre du terrain si elle ne parvient pas à les maintenir dans le temps.

Le diagnostic proposé dans ce livre doit rester falsifiable. Il serait affaibli si les États-Unis réduisaient durablement plusieurs dépendances critiques, reconstruisaient une part significative de leurs capacités industrielles, accéléraient leur productivité, stabilisaient le poids des intérêts, maintenaient un leadership technologique de frontière et transformaient la hausse des budgets alliés en capacités réellement mobilisables. Une telle évolution montrerait que la perte de prépondérance observée depuis les années 1990 était davantage une transition vers une nouvelle forme d'hégémonie qu'un déclin durable.

À l'inverse, le diagnostic serait renforcé si le dollar perdait rapidement des fonctions centrales au profit d'alternatives crédibles, si les alliances se fragmentaient, si le service de la dette réduisait durablement l'investissement stratégique, si les dépendances industrielles critiques s'aggravaient, si la Chine élargissait simultanément son avantage productif, technologique et militaire, ou si les conflits intérieurs rendaient impossibles les politiques de correction de long terme. Dans ce cas, ce qui est aujourd'hui un déclin relatif et hégémonique pourrait se transformer en déclin impérial plus profond.

Cette distinction entre diagnostic actuel et scénario futur est essentielle. Le livre ne peut pas affirmer que la Chine remplacera inévitablement les États-Unis. Il ne peut pas annoncer l'effondrement du dollar, une faillite souveraine américaine, la rupture prochaine du régime politique ou la constitution déjà accomplie d'un ordre mondial chinois. Il ne peut pas non plus réduire la montée chinoise aux erreurs américaines après 2001, ni assimiler désindustrialisation et disparition industrielle. Ces affirmations dépasseraient les preuves disponibles.

Ce que l'enquête permet d'affirmer est plus circonscrit mais plus solide. Les États-Unis ont perdu l'exception unipolaire. Leur part relative de plusieurs capacités mondiales s'est réduite. Certains secteurs matériels sont devenus des vulnérabilités stratégiques. Leur capacité à organiser seuls l'ordre international est plus faible qu'à la fin du XXe siècle. Leurs fragilités intérieures et budgétaires

peuvent renchérir les corrections nécessaires. Pourtant, leur puissance absolue reste exceptionnelle et plusieurs de leurs avantages les plus importants ne sont pas seulement des héritages : ils continuent d'être produits.

La formule la plus exacte n'est donc ni « chute de l'empire » ni « simple continuité ». Les États-Unis déclinent moins comme puissance absolue que comme puissance sans équivalent. Le changement historique majeur est la disparition progressive de la situation dans laquelle leur supériorité économique, militaire, technologique, monétaire et institutionnelle se combinait avec l'absence de rival systémique comparable.

Le terme « empire » reste lui-même à manier avec la prudence posée au premier chapitre. Les États-Unis ont exercé des relations impériales formelles et informelles ; ils ont aussi construit un ordre hégémonique fondé sur des institutions, des alliances et des coopérations qui ne peuvent être réduites à une domination impériale simple. Par conséquent, parler de « déclin de l'empire américain » peut être éditorialement efficace si le livre utilise précisément le mot déclin comme question. Il devient trompeur s'il suggère que toutes les formes de puissance américaine suivent la même trajectoire ou que l'ordre actuel est déjà en train d'être remplacé par un nouvel empire.

La question finale est donc ouverte dans un sens très précis. Elle ne porte plus sur l'existence de la puissance américaine : celle-ci est manifeste. Elle porte sur la vitesse relative de trois processus. Le premier est l'érosion : perte de parts, montée des rivaux, dépendances, coûts budgétaires. Le deuxième est le renouvellement : science, technologie, énergie, finance, entreprises, alliances. Le troisième est la correction : capacité à convertir le renouvellement en réponses assez rapides pour empêcher que l'érosion ne devienne cumulative.

C'est là que se jouera la trajectoire réelle. Une puissance peut vivre longtemps avec une baisse relative de sa prépondérance si elle conserve la capacité d'adapter ses institutions et de renouveler ses avantages. Elle peut au contraire entrer dans un déclin beaucoup plus profond si les coûts augmentent plus vite que sa capacité à corriger, si les rivaux exploitent durablement ses dépendances et si ses propres conflits internes bloquent l'adaptation.

Au terme de cette enquête, la conclusion est donc moins spectaculaire qu'un récit de chute, mais plus exigeante. Les États-Unis ne sont pas encore une puissance post-impériale reléguée parmi d'autres. Ils ne sont plus non plus la puissance presque sans équivalent qu'ils furent pendant le moment unipolaire. Ils restent au centre du système, mais dans un système qui n'est plus centré sur eux de la même manière.

Ce déplacement est déjà historique. Son aboutissement, lui, ne l'est pas encore.

NOTES

1. U.S. Department of State, Office of the Historian, « The Spanish-American War, 1898 », Milestones in the History of U.S. Foreign Relations : le traité de Paris du 10 décembre 1898 prévoit la cession de Porto Rico, Guam et des Philippines ; pour Hawaï, voir Office of the Historian, « Hawaii », annexée formellement le 12 août 1898 après la résolution conjointe du Congrès.
2. Michael W. Doyle, *Empires*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.
3. U.S. Department of State, Office of the Historian, « The Spanish-American War, 1898 », Milestones in the History of U.S. Foreign Relations.
4. Geir Lundestad, « Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945–1952 », *Journal of Peace Research*, vol. 23, no 3, septembre 1986, p. 263–277.
5. Robert O. Keohane, « The United States and the Postwar Order: Empire or Hegemony? », *Journal of Peace Research*, vol. 28, no 4, novembre 1991, p. 435–439.
6. U.S. Census Bureau, recensements décennaux de 1790 et 1890 : population résidente des États-Unis de 3 929 214 habitants en 1790 et 62 979 766 en 1890.
7. U.S. Department of State, Office of the Historian, « The Annexation of Texas, the Mexican-American War, and the Treaty of Guadalupe-Hidalgo, 1845–1848 » : le traité de Guadalupe Hidalgo transfère aux États-Unis un vaste territoire comprenant notamment la Californie et le Nouveau-Mexique.
8. Library of Congress, « Railroads in the Late 19th Century », *Rise of Industrial America, 1876–1900* : environ 45 000 miles de voies avant 1871 et environ 170 000 miles supplémentaires entre 1871 et 1900.
9. U.S. Census Bureau, recensements de 1790 et 1890, données historiques sur la population des principales villes : croissance de New York et Chicago.
10. Library of Congress, « Rise of Industrial America, 1876–1900 » : industrialisation, urbanisation, immigration et transformation des États-Unis en puissance industrielle de grande échelle.
11. Naval History and Heritage Command, histoire de la « New Navy » : modernisation de la flotte américaine à partir des années 1880 par l'introduction de bâtiments en acier et à vapeur.
12. U.S. Department of State, Office of the Historian, « Hawaii, 1893–1898 » : renversement de la monarchie en 1893, implication de représentants américains, refus initial de Cleveland et annexion formelle en 1898.
13. U.S. Department of State, Office of the Historian, « The Philippine-American War, 1899–1902 » : déroulement du conflit, chronologie générale et estimations de pertes mentionnées dans le chapitre.
14. U.S. Department of State, Office of the Historian, « Roosevelt Corollary to the Monroe Doctrine, 1904 » : formulation et portée du corollaire Roosevelt.

15. U.S. Department of State, Office of the Historian, dossiers sur l'occupation américaine d'Haïti, de la République dominicaine et du Nicaragua : chronologies, contrôle politique et financier et présence militaire.
16. EH.net, « U.S. Economy in World War I » : estimations historiques de la position internationale nette des États-Unis en 1914 et 1919 et passage de débiteur net à créancier net.
17. Federal Reserve History, « The Federal Reserve's Role During WWI » et « The Fed's Formative Years » : financement de la mobilisation et transformation du rôle financier de la Réserve fédérale pendant la Première Guerre mondiale.
18. U.S. Department of Commerce, Survey of Current Business, 1945 : évolution du produit national brut réel et de la mobilisation de la main-d'œuvre pendant la Seconde Guerre mondiale.
19. Naval History and Heritage Command, « U.S. Ship Force Levels » et ressources sur l'U.S. Navy at War : évolution de l'active ship force entre décembre 1941 et août 1945 et composition de la flotte.
20. U.S. Army / Office of the Chief of Military History, The United States at War et The Army and Economic Mobilization : organisation industrielle, arbitrages de production et mobilisation économique pendant la Seconde Guerre mondiale.
21. Banque mondiale, archives historiques sur la conférence de Bretton Woods : conférence monétaire et financière de juillet 1944 réunissant 44 délégations, négociation entre les projets associés à John Maynard Keynes et Harry Dexter White et création du FMI et de la BIRD.
22. Organisation mondiale du commerce, histoire du GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, avec concessions tarifaires et règles multilatérales.
23. U.S. National Archives et U.S. Department of State, Office of the Historian, dossiers sur le Marshall Plan / European Recovery Program : Economic Cooperation Act adopté en 1948 et plus de 13 milliards de dollars d'aide américaine sur quatre ans.
24. Nations unies, histoire de la création de l'ONU : conférence de San Francisco de 1945 avec 50 pays participants et entrée en vigueur de la Charte le 24 octobre 1945.
25. U.S. Department of State, Office of the Historian, dossiers sur l'occupation et la reconstruction du Japon : occupation alliée à partir de 1945 sous l'autorité du Supreme Commander for the Allied Powers et réformes politiques, économiques et institutionnelles.
26. U.S. Department of State, Office of the Historian, dossiers sur l'Allemagne d'après-guerre : zones d'occupation, fusion économique des zones occidentales et création de la République fédérale d'Allemagne en 1949.
27. OTAN, texte et histoire du Traité de l'Atlantique Nord : traité signé à Washington le 4 avril 1949 par 12 États fondateurs, établissant l'alliance transatlantique et le principe de défense collective.
28. U.S. Department of State, Office of the Historian, « The Korean War, 1950–1953 » : intervention sous mandat des Nations unies, intervention chinoise et armistice du 27 juillet 1953.

29. U.S. Department of State, Foreign Relations of the United States / Office of the Historian, documentation sur l'opération TPAJAX et le renversement de Mohammad Mossadeqh en Iran en 1953.
30. U.S. Department of State, Foreign Relations of the United States, Chili 1969–1973 : opérations clandestines, financements à l'opposition et limites de l'attribution directe du coup d'État de septembre 1973.
31. U.S. Department of State / archives de la diplomatie publique, histoire de l'USIA et de Voice of America : création de l'USIA en 1953 et organisation des fonctions d'information extérieure.
32. Central Intelligence Agency, Studies in Intelligence : documentation historique sur le Congress for Cultural Freedom et le financement clandestin de réseaux culturels anticomunistes.
33. U.S. Department of State, Office of the Historian : dossiers sur la guerre du Vietnam et la chute de Saïgon en avril 1975.
34. Federal Reserve History, « Nixon Ends Convertibility of U.S. Dollars to Gold and Announces Wage/Price Controls » et ressources associées sur la fin de Bretton Woods : suspension de la convertibilité-or en août 1971, Smithsonian Agreement puis passage aux changes flottants.
35. Fonds monétaire international : séries historiques sur la composition des réserves officielles de change, avec la part du dollar dans les avoirs identifiés utilisée dans le chapitre.
36. Federal Reserve History, « The Great Inflation » et « Volcker's Announcement of Anti-Inflation Measures » : durcissement monétaire, récession de 1981–1982 et chômage culminant à 10,8 % à la fin de 1982.
37. Library of Congress et documents déclassifiés de la CIA mobilisés dans le chapitre pour le ralentissement soviétique et la fin de la guerre froide ; référence composite conservée comme telle tant que les correspondances documentaires exactes ne sont pas individualisées. Ces sources restent explicitement traitées avec prudence méthodologique dans le texte.
38. U.S. Department of Defense et U.S. Army Center of Military History, documentation historique sur Operations Desert Shield/Desert Storm : invasion du Koweït, coalition internationale, campagne aérienne et terrestre de janvier–février 1991 et libération du Koweït.
39. SIPRI Yearbook 2001 : dépenses militaires mondiales en 2000 et part américaine d'environ 37 %, dans un contexte où les États-Unis sont décrits comme la seule superpuissance globale.
40. OTAN, historique de l'élargissement : adhésion de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne le 12 mars 1999.
41. Organisation mondiale du commerce, histoire institutionnelle : entrée en fonction de l'OMC le 1er janvier 1995 à l'issue de l'Uruguay Round.
42. Bureau of Economic Analysis et littérature économique sur la « nouvelle économie » : accélération de la productivité liée aux technologies de l'information dans les années 1990 et retournement de la bulle internet en 2000–2001.

43. OTAN, Nations unies et documentation juridique sur le Kosovo : campagne aérienne de 1999 contre la République fédérale de Yougoslavie ; absence d'autorisation explicite préalable du Conseil de sécurité et controverse durable sur sa légalité.
44. Organisation mondiale du commerce, accession de la Chine : adhésion officielle le 11 décembre 2001.
45. Authorization for Use of Military Force, Public Law 107-40, 18 septembre 2001 : autorisation donnée au président d'employer la force contre les responsables des attentats du 11-Septembre et ceux qui les ont aidés ou abrités.
46. Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002, Public Law 107-243, 16 octobre 2002.
47. Congressional Budget Office, Growth in War Costs, 11 février 2008 : crédits liés à l'Irak, l'Afghanistan et aux autres activités de la guerre contre le terrorisme ; projection d'environ 752 milliards de dollars cumulés si la demande 2008 était intégralement financée.
48. U.S. Government Accountability Office, Global War on Terrorism: Reported Obligations for the Department of Defense, GAO-08-853R, 30 juin 2008 : obligations déclarées du Department of Defense liées à la guerre contre le terrorisme.
49. U.S. Government Accountability Office, Military Readiness: Impact of Current Operations and Actions Needed to Rebuild Readiness of U.S. Ground Forces, GAO-08-497T, 14 février 2008 : rythme des déploiements et contraintes de readiness des forces terrestres.
50. Pew Research Center, Global Unease With Major World Powers and Leaders, 2007 : baisse des opinions favorables envers les États-Unis entre 2002 et 2007 dans 26 des 33 pays disposant de mesures comparables.
51. Pew Research Center, février 2008 : 54 % des Américains jugent mauvaise la décision d'utiliser la force en Irak, contre 38 % qui la jugent bonne.
52. U.S. Government Accountability Office, Securing, Stabilizing, and Rebuilding Iraq: Progress Report: Some Gains Made, Updated Strategy Needed, GAO-08-837, 23 juin 2008 : baisse des attaques et facteurs associés à l'amélioration sécuritaire.
53. UNIDO, International Yearbook of Industrial Statistics 2025, 31^e éd. : parts mondiales de valeur ajoutée manufacturière en 2024 et évolution depuis 1990 ; Chine autour de 32 %, États-Unis autour de 15 %.
54. U.S. Department of Commerce, « 2022: What Is Made in America? » : environ 80 % de contenu domestique dans la production manufacturière brute américaine et environ 69 % des intrants intermédiaires sourcés domestiquement.
55. David H. Autor, David Dorn et Gordon H. Hanson, « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », American Economic Review, vol. 103, no 6, octobre 2013, p. 2121-2168, DOI 10.1257/aer.103.6.2121.
56. U.S. Department of Commerce, « The CHIPS Act and a Long-term Vision for America's Technological Leadership », discours de Gina Raimondo, 2022 : part américaine de la capacité mondiale de fabrication de puces passée d'environ 37 % en 1990 à environ 12 % au début des années 2020 ; U.S. Department of Commerce, Fact Sheet: Restoring American Semiconductor Manufacturing Leadership Through an Agreement on Trade & Investment

with Taiwan, janvier 2026 : part américaine de la fabrication mondiale sur wafer passée de 37 % en 1990 à moins de 10 % en 2024.

57. U.S. Department of Energy, analyses des chaînes d'approvisionnement de l'énergie propre : concentration chinoise supérieure à 80 % dans de nombreux segments et davantage encore dans certaines étapes du solaire photovoltaïque.

58. U.S. Government Accountability Office, Defense Industrial Base: DOD Should Take Actions to Strengthen Its Risk Mitigation Approach, GAO-22-104154, 2022 ; Ukraine: Status and Challenges of DOD Weapon Replacement Efforts, GAO-24-106649, 30 avril 2024 ; Defense Industrial Base: Actions Needed to Address Risks Posed by Dependence on Foreign Suppliers, GAO-25-107283, 24 juillet 2025.

59. NCSES/NSF, « Business R&D Performance in the United States Increases to \$722 Billion in 2023 » : environ 394 milliards de dollars de R&D domestique réalisés par les entreprises manufacturières, soit 55 % de la R&D des entreprises.

60. CNUCED (UNCTAD), Review of Maritime Transport 2025 : part de la Chine dans la construction navale mondiale en 2024 et dans les carnets de commandes au début de 2025.

61. SIPRI, Military Expenditure 2025 : dépenses militaires estimées de la Chine et des États-Unis et parts correspondantes du total mondial.

62. Banque mondiale, Belt and Road Economics: Opportunities and Risks of Transport Corridors, 2019, DOI 10.1596/978-1-4648-1392-4 : effets potentiels sur les temps de transport et les coûts commerciaux ; cette source n'est pas utilisée comme preuve d'un contrôle politique automatique des pays participants.

63. State Administration of Foreign Exchange (SAFE), « 国家外汇管理局公布 2026 年 7 月末外汇储备规模数据 » [« La SAFE publie les données sur le niveau des réserves de change à fin juillet 2026 »], 7 août 2026 : réserves de change de 3 418,8 milliards de dollars à fin juillet 2026, en hausse de 2,5 milliards (+0,07 %) sur un mois.

64. Fonds monétaire international, COFER, T1 2026 : dollar à 57,13 % et renminbi à 1,99 % des réserves de change mondiales déclarées.

65. Fonds monétaire international, consultation Article IV sur la Chine 2025, publiée en février 2026 : croissance 2025, projection 2026 et risques liés à l'immobilier, à la demande intérieure, aux finances locales, à la démographie et à la productivité.

66. Pew Research Center, Public Trust in Government: 1958–2025 : série historique de confiance envers le gouvernement fédéral ; 17 % en septembre 2025.

67. Gallup, « Confidence in U.S. Institutions Remains Near All-Time Low », juillet 2026 : confiance moyenne de 27 % dans quatorze grandes institutions.

68. United States Capitol Police, Threat Assessment Cases for 2024 et 2025 : 14 938 dossiers de déclarations, comportements ou communications préoccupants en 2025, contre 9 474 en 2024 ; ces dossiers ne correspondent pas à autant d'actes violents.

69. U.S. Census Bureau, Income in the United States: 2024 : revenu médian des ménages d'environ 83 730 dollars et coefficient de Gini du revenu monétaire des ménages de 0,488.

70. Congressional Budget Office, The Budget and Economic Outlook: 2026 to 2036, février 2026 : dette détenue par le public, déficits et trajectoire des intérêts nets ; 3,3 % du PIB en 2026 et 4,6 % en 2036, environ 1 000 puis 2 100 milliards de dollars.

71. CDC/NCHS, Mortality in the United States, 2024, janvier 2026 : espérance de vie à la naissance de 79,0 ans en 2024, soit +0,6 année par rapport à 2023.
72. American Society of Civil Engineers, 2025 Report Card for America's Infrastructure : note globale C en 2025, contre C- en 2021 et D+ en 2017.
73. U.S. Government Accountability Office, travaux sur la Strategic Human Capital Management, domaine à haut risque depuis 2001 : déficits persistants de compétences et difficultés de recrutement, de conservation et d'organisation dans plusieurs fonctions fédérales critiques.
74. FMI, COFER, T1 2026, déjà cité : dollar à 57,13 % des réserves mondiales déclarées ; renminbi autour de 2 %.
75. National Center for Science and Engineering Statistics /NSF, National Patterns of R&D Resources 2023-2024 : 937 milliards de dollars de R&D réalisés aux États-Unis en 2023 et estimation d'environ 993 milliards en 2024.
76. NCSES/NSF, Higher Education Research and Development : environ 117,7 milliards de dollars de R&D universitaire aux États-Unis en 2024.
77. Stanford Institute for Human-Centered Artificial Intelligence, AI Index Report 2026 : 285,9 milliards de dollars d'investissement privé américain en IA en 2025 contre 12,4 milliards en Chine ; comparaison limitée à l'investissement privé.
78. U.S. Energy Information Administration, données 2025 publiées en 2026 : production américaine de pétrole brut à 13,6 millions de barils par jour, nouveau record ; records également pour le gaz naturel et la production énergétique totale.
79. U.S. Census Bureau, projections démographiques de long terme : vieillissement de la population américaine et rôle croissant de l'immigration dans la croissance démographique selon les scénarios.
80. OTAN, données de dépenses de défense pour 2025 : hausse réelle d'environ 20 % pour l'Europe et le Canada par rapport à 2024 et environ 574 milliards de dollars aux prix de 2021 ; ces dépenses ne sont pas assimilées automatiquement à des capacités opérationnelles.
81. UNIDO, International Yearbook of Industrial Statistics 2025, déjà cité : Chine 32,0 % et États-Unis 15,0 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale en 2024.
82. FMI, COFER, T1 2026, déjà cité : dollar à 57,13 % des réserves de change mondiales déclarées.
83. CBO, The Budget and Economic Outlook: 2026 to 2036, déjà cité : dette fédérale détenue par le public de 101 % à 120 % du PIB entre 2026 et 2036 ; intérêts nets de 3,3 % à 4,6 % du PIB.
84. SIPRI, World Military Expenditure 2025 / SIPRI Yearbook 2026, déjà cités : États-Unis 954 milliards de dollars et 33 % du total mondial ; Chine 336 milliards et 12 %.
85. NCSES/NSF, National Patterns of R&D Resources 2023-2024, déjà cité : 937 milliards de dollars de R&D réalisés aux États-Unis en 2023 et estimation d'environ 993 milliards en 2024.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES INSTITUTIONNELLES, ARCHIVES ET RAPPORTS

American Society of Civil Engineers. 2025 Report Card for America's Infrastructure. 2025.

Banque mondiale. Belt and Road Economics: Opportunities and Risks of Transport Corridors. Washington, DC: World Bank, 2019. DOI 10.1596/978-1-4648-1392-4.

Bureau of Economic Analysis. J. Steven Landefeld et Barbara M. Fraumeni, « Measuring the New Economy », Survey of Current Business, mars 2001.

Centers for Disease Control and Prevention / National Center for Health Statistics. Mortality in the United States, 2024. Janvier 2026.

Congressional Budget Office. Growth in War Costs. 11 février 2008.

Congressional Budget Office. The Budget and Economic Outlook: 2026 to 2036. Février 2026.

Federal Reserve History. The Fed's Formative Years.

Federal Reserve History. The Federal Reserve's Role During WWI.

Federal Reserve History. Nixon Ends Convertibility of U.S. Dollars to Gold and Announces Wage/Price Controls.

Federal Reserve History. The Great Inflation ; Volcker's Announcement of Anti-Inflation Measures.

Fonds monétaire international. COFER, premier trimestre 2026.

Fonds monétaire international. People's Republic of China: 2025 Article IV Consultation. Février 2026.

Gallup. « Confidence in U.S. Institutions Remains Near All-Time Low ». Juillet 2026.

Library of Congress. Rise of Industrial America, 1876-1900.

Library of Congress. Railroads in the Late 19th Century.

National Center for Science and Engineering Statistics / National Science Foundation. Business R&D Performance in the United States Increases to \$722 Billion in 2023.

National Center for Science and Engineering Statistics / National Science Foundation. National Patterns of R&D Resources 2023-2024.

National Center for Science and Engineering Statistics / National Science Foundation. Higher Education Research and Development, données 2024.

Nations unies. Histoire de la création de l'Organisation des Nations unies et Charte des Nations unies, 1945.

Naval History and Heritage Command. U.S. Ship Force Levels.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Traité de l'Atlantique Nord, 4 avril 1949 ; historique de l'élargissement ; Annual Report 2025.

Organisation mondiale du commerce. Histoire du GATT ; histoire institutionnelle de l'OMC ; accession de la Chine, 11 décembre 2001.

Pew Research Center. Global Unease With Major World Powers. 27 juin 2007.

Pew Research Center. Public Attitudes Toward the War in Iraq: 2003–2008. 19 mars 2008.

Pew Research Center. Public Trust in Government: 1958–2025.

State Administration of Foreign Exchange (SAFE). « 国家外汇管理局公布 2026 年 7 月末外汇储备规模数据 » [« La SAFE publie les données sur le niveau des réserves de change à fin juillet 2026 »]. 7 août 2026.

Stanford Institute for Human-Centered Artificial Intelligence. AI Index Report 2026.

Stockholm International Peace Research Institute. SIPRI Yearbook 2001.

Stockholm International Peace Research Institute. World Military Expenditure 2025. 2026.

Stockholm International Peace Research Institute. SIPRI Yearbook 2026, Summary, section 5 « Military Expenditure ».

United Nations Conference on Trade and Development. Review of Maritime Transport 2025.

United Nations Industrial Development Organization. International Yearbook of Industrial Statistics 2025. 31e éd., 2025.

United States Capitol Police. « USCP Threat Assessment Cases for 2024 ». 3 février 2025 ; « USCP Threat Assessment Cases for 2025 ». 27 janvier 2026.

U.S. Census Bureau. Recensements de 1790 et 1890, données historiques de population.

U.S. Census Bureau. Income in the United States: 2024.

U.S. Census Bureau. 2023 National Population Projections ; « U.S. Population Projected to Begin Declining in Second Half of Century », 9 novembre 2023.

U.S. Department of Commerce. Survey of Current Business, 1945.

U.S. Department of Commerce. « 2022: What Is Made in America? ».

U.S. Department of Commerce. « The CHIPS Act and a Long-term Vision for America's Technological Leadership », discours de Gina Raimondo, 2022.

U.S. Department of Commerce. Fact Sheet: Restoring American Semiconductor Manufacturing Leadership Through an Agreement on Trade & Investment with Taiwan. Janvier 2026.

U.S. Department of Energy, Loan Programs Office. « Solar Supply Chain Projects » ; « LPO Tech Talk: Solar Photovoltaics Supply Chain ».

U.S. Department of State, Office of the Historian / Foreign Relations of the United States. Dossiers sur la guerre hispano-américaine, le traité de Paris, la guerre américano-philippine, le corollaire Roosevelt, la diplomatie du dollar, les occupations d'Haïti, de la République dominicaine et du Nicaragua, le Plan Marshall, l'occupation du Japon, l'Allemagne d'après-guerre, la guerre de Corée, l'Iran en 1953, le Chili 1969–1973 et la guerre du Vietnam.

U.S. Department of State, Foreign Relations of the United States, 1952–1954, National Security Affairs, vol. II, part 2, doc. 358 ; FRUS, 1917–1972, Public Diplomacy, vol. VII, doc. 59. Création de l'USIA et organisation de la diplomatie publique.

U.S. Energy Information Administration. « U.S. crude oil production rose in 2025, setting new record », 31 mars 2026 ; « U.S. natural gas production reached a new record in 2025 », 13 mars 2026 ; « The United States set record energy production in 2025, again », 11 mai 2026 ; « The United States produced more crude oil than any other country in 2025 », 9 juillet 2026.

U.S. Government Accountability Office. Military Readiness: Impact of Current Operations and Actions Needed to Rebuild Readiness of U.S. Ground Forces. GAO-08-497T, 14 février 2008.

U.S. Government Accountability Office. Global War on Terrorism: Reported Obligations for the Department of Defense. GAO-08-853R, 30 juin 2008.

U.S. Government Accountability Office. Securing, Stabilizing, and Rebuilding Iraq: Progress Report: Some Gains Made, Updated Strategy Needed. GAO-08-837, 23 juin 2008.

U.S. Government Accountability Office. Defense Industrial Base: DOD Should Take Actions to Strengthen Its Risk Mitigation Approach. GAO-22-104154, 2022.

U.S. Government Accountability Office. Ukraine: Status and Challenges of DOD Weapon Replacement Efforts. GAO-24-106649, 30 avril 2024.

U.S. Government Accountability Office. Defense Industrial Base: Actions Needed to Address Risks Posed by Dependence on Foreign Suppliers. GAO-25-107283, 24 juillet 2025.

U.S. Government Accountability Office. Federal Workforce: OPM Advances Efforts to Close Government-wide Skills Gaps but Needs a Plan to Improve Its Own Capacity. GAO-23-105528, 2023.

U.S. Government Accountability Office. GAO Overview: Recent Federal Workforce Changes at OPM. GAO-26-108916, 20 juillet 2026.

U.S. Army / Office of the Chief of Military History. The United States at War ; The Army and Economic Mobilization.

OUVRAGES ET TRAVAUX ACADÉMIQUES

Autor, David H., David Dorn et Gordon H. Hanson. « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States ». *American Economic Review*, vol. 103, no 6, octobre 2013, p. 2121–2168. DOI 10.1257/aer.103.6.2121.

Chetty, Raj, Nathaniel Hendren, Patrick Kline et Emmanuel Saez. « Where Is the Land of Opportunity? The Geography of Intergenerational Mobility in the United States ». *Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, no 4, 2014, p. 1553–1623. Source de substitution éditoriale explicite pour le passage sur la mobilité.

Doyle, Michael W. *Empires*. Ithaca: Cornell University Press, 1986.

Ganong, Peter et Daniel Shoag. « Why Has Regional Income Convergence in the U.S. Declined? ». *Journal of Urban Economics*, vol. 102, 2017, p. 76–90. Source de substitution éditoriale explicite pour le passage sur la mobilité géographique.

Keohane, Robert O. « The United States and the Postwar Order: Empire or Hegemony? ». *Journal of Peace Research*, vol. 28, no 4, novembre 1991, p. 435–439.

Lundestad, Geir. « Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945–1952 ». *Journal of Peace Research*, vol. 23, no 3, septembre 1986, p. 263–277.

Tarr, David G. « The Steel Crisis in the United States and the European Community: Causes and Adjustments ». Dans Robert E. Baldwin, Carl B. Hamilton et André Sapir (dir.), *Issues in US-EC Trade Relations*. University of Chicago Press / NBER, 1988, p. 173–200.

TEXTES JURIDIQUES ET TRAITÉS

Authorization for Use of Military Force, Public Law 107-40, 18 septembre 2001.

Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002, Public Law 107-243, 16 octobre 2002.

Charte des Nations unies, 1945.

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), 30 octobre 1947.

Traité de l'Atlantique Nord, 4 avril 1949.

Traité de Guadalupe Hidalgo, 1848.

Traité de Paris, 10 décembre 1898.

NOTE DOCUMENTAIRE RÉSIDUELLE

La note 37 du manuscrit conserve encore une référence composite à des documents déclassifiés de la CIA et à des ressources de la Library of Congress sur la stagnation soviétique et la fin de la guerre froide. Les correspondances documentaires exactes n'ont pas été individualisées avec une certitude suffisante. Elles ne sont donc pas transformées ici en références bibliographiques fictivement précises. Cette limite est explicite et ne modifie pas la thèse générale du chapitre 5.

UN DÉCLIN LENT, DES CONSÉQUENCES MAJEURES.



Le monde assiste depuis plusieurs décennies à l'affaiblissement progressif de la puissance américaine.

Ce livre examine les causes profondes de ce déclin :

- L'endettement massif et l'instabilité financière
- La désindustrialisation et la perte de compétitivité
- Les fractures sociales et le déclin éducatif
- La surextension militaire et les coûts géopolitiques
- L'érosion du soft power et de la confiance internationale
- Les limites structurelles d'un système à bout de souffle

À distance des récits partisans et des simplifications, cette analyse met en lumière les mécanismes systémiques qui ont fait des États-Unis la première puissance mondiale et ceux qui conduisent aujourd'hui à leur affaiblissement.



**COMPRENDRE LE DÉCLIN AMÉRICAIN,
C'EST COMPRENDRE LE MONDE DE DEMAIN.**

**ÉCRIT PAR NOOSOPHE IA
AVEC HIERONYMUS ANONYMUS**

Noosophe IA développe, dans le cadre du projet Noosophie Intégrative, une approche de synthèse des systèmes historiques, économiques, géopolitiques et culturels. Hieronymus Anonymus accompagne l'œuvre humaine qui en fixe les finalités, les choix éditoriaux et la publication.